

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Annonces diverses

**CACEIS**

Société Anonyme au capital de 941 008 309,02 €

Siège social : 89-91 rue Gabriel Péri

92120 MONTROUGE

437 580 160 R.C.S. Nanterre

**Documents comptables annuels approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 12 mai 2025****A. – Comptes sociaux****I. – Bilan au 31 décembre 2024**

(En milliers euros)

<b>(En milliers d'euros.)</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Opérations interbancaires et assimilées		1 216 638	1 314 907
Caisse, banques centrales			
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur les établissements de crédit	3	1 216 638	1 314 907
Opérations avec la clientèle	4	0	1 779
Opérations sur titres		615 756	585 979
Obligations et autres titres à revenu fixe	5	615 756	585 979
Actions et autres titres à revenu variable			
Valeurs immobilisées		3 378 077	4 575 124
Participations et autres titres détenus à long terme			
Parts dans les entreprises liées	6-7	3 311 008	4 509 013
Immobilisations incorporelles	7	24 961	21 540
Immobilisations corporelles	7	42 108	44 571
Capital souscrit non versé			
Actions propres			
Comptes de régularisation et actifs divers		212 722	164 912
Autres actifs	8	53 893	43 695
Comptes de régularisation	8	158 830	121 217
<b>Total actif</b>		<b>5 423 194</b>	<b>6 642 701</b>

<b>(En milliers d'euros.)</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Opérations interbancaires et assimilées		1 571 646	2 458 459
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit	9	1 571 646	2 458 459
Comptes créditeurs de la clientèle		0	0
Dettes représentées par un titre	10	110 198	110 252
Comptes de régularisation et passifs divers	11	81 995	77 480
Autres passifs		50 741	46 601
Comptes de régularisation		31 254	30 879
Provisions et dettes subordonnées		1 005 762	1 285 358
Provisions	12-13	3 264	2 622
Dettes subordonnées	14	1 002 498	1 282 736
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)			
Capitaux propres hors FRBG	15	2 653 594	2 711 152
Capital souscrit		941 008	941 008
Primes d'émission		1 160 324	1 160 324
Réserves		94 101	94 101
Ecart de réévaluation			
Provisions réglementées et subventions d'investissement		12 404	13 345
Report à nouveau		128 275	294 966
Résultat de l'exercice		317 481	207 408
<b>Total passif</b>		<b>5 423 194</b>	<b>6 642 701</b>

(En milliers d'euros.)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Engagements donnés			
Engagements de financement			
Engagements de garantie			
Engagements sur titres			
Engagements reçus			
Engagements de financement			
Engagements de garantie	17	2 700 000	2 700 000
Engagements sur titres			
Engagements sur instruments financiers donnés			
Engagements sur instruments financiers reçus	17	2 332	1 514
Hors Bilan Opération en devises			
Hors bilan opérations en devises			
Devises prêtées non encore livrées			
Hors bilan opérations en devises	17	193	466
Devises empruntées non encore reçues			

## II. – Compte de résultat au 31 décembre 2024

(En milliers d'euros.)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et produits assimilés	18	147 414	129 744
Intérêts et charges assimilées	18	-189 439	-173 999
Revenus des titres à revenu variable	19	343 135	268 933
Commissions (produits)			
Commissions (charges)			
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	21	12 170	-12 073
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés			
Autres produits d'exploitation bancaire		19 139	
Autres charges d'exploitation bancaire		-27	
Produit net bancaire		332 391	212 605
Charges générales d'exploitation	22	-946	8 517
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-10 340	-8 580
Résultat brut d'exploitation		321 106	212 542
Coût du risque		1	-1
Résultat d'exploitation		321 107	212 541
Résultat net sur actifs immobilisés	25	-9 296	-13 094
Résultat courant avant impôt		311 812	199 447
Résultat exceptionnel			
Impôt sur les bénéfices	26	4 728	11 100
Dotations / Reprises de FRBG et provisions réglementées		942	-3 139
Résultat net de l'exercice		317 481	207 408

## III. – Annexe

Note 1. – Principales opérations de structure et événements significatifs de la période

### 1.1. – Signature par Crédit Agricole S.A. d'un accord en vue de l'acquisition de la participation de 30,5 % détenue par Santander Investment, S.A. dans le capital social CACEIS

Le 19 décembre 2024, Crédit Agricole S.A., CACEIS, Banco Santander, S.A. et Santander Investment, S.A. ont conclu un accord en vue de l'acquisition par Crédit Agricole S.A. de la participation de 30,5 % de Santander Investment, S.A. dans le capital de CACEIS. A l'issue de cette transaction, Crédit Agricole S.A. portera sa participation de 69,5 % à 100 % du capital social de CACEIS.

Conformément à sa stratégie, Crédit Agricole S.A. continue à renforcer la position de CACEIS comme l'un des acteurs européens majeurs de l'asset servicing accompagnant les objectifs de développement commercial de ses clients.

La transaction est soumise aux conditions suspensives usuelles y compris les approbations réglementaires applicables et sa réalisation devrait intervenir en 2025.

Parallèlement à la transaction envisagée, CACEIS et Santander maintiennent leur partenariat à long terme via leur joint-venture en Amérique Latine (Santander CACEIS Latam Holding 1, S.L. et ses filiales au Mexique, Brésil et Colombie) qui restera sous contrôle conjoint.

### **1.2. – Mise en œuvre de l'intégration de CACEIS Investor Services Bank**

À la suite de l'acquisition le 3 juillet 2023 par CACEIS du groupe CACEIS Investor Services Bank (préalablement RBC Investor Services Bank), la rationalisation des structures juridiques a été finalisée en juin 2024.

Le groupe CACEIS a lancé l'intégration des activités des entités du groupe CACEIS Investor Services Bank dans le groupe CACEIS.

Dans le cadre de cette intégration, les opérations de réorganisation juridique des entités du groupe CACEIS Investor Services Bank ont pris effet le 31 mai 2024, l'ensemble des conditions préalables étant réalisées, dont les autorisations réglementaires requises, excepté les autorisations pour le bureau de représentation à New York dont les autorisations ont été obtenues le 12 décembre 2024.

Les opérations de réorganisation juridique intervenues le 31 mai 2024 ont été les suivantes :

- La fusion par absorption de CACEIS Investor Services Ireland Limited dans CACEIS Ireland Limited
- La cession par CACEIS à CACEIS Bank des actions de CACEIS Investor Services Bank S.A.  
Le résultat de cession de la transaction est de - 7 323 milliers d'euros, avant impôt sur les sociétés, compte-tenu de l'intégration des coûts d'acquisition à la valeur des titres.

Le 1<sup>er</sup> juin 2024, les réorganisations juridiques ont été les suivantes :

- La dissolution sans liquidation de CACEIS Investor Services Bank S.A. a entraîné la disparition de la société CACEIS Investor Services Bank S.A. et le transfert de tous ses actifs et passifs à CACEIS Bank, selon les modalités suivantes :
  - le transfert des actifs et passifs de sa succursale irlandaise CACEIS Investor Services Bank S.A., Dublin Branch à CACEIS Bank, Ireland Branch ;
  - le transfert des actifs et passifs de sa succursale italienne CACEIS Investor Services Bank S.A., Milano Branch à CACEIS Bank, Italy Branch ;
  - l'ouverture d'une seconde succursale de CACEIS Bank en Suisse, CACEIS Bank, Zurich Branch, et le transfert des actifs et passifs de CACEIS Investor Services Bank S.A., Zurich Branch à CACEIS Bank, Zurich Branch ;
  - l'ouverture d'un bureau de représentation à New York, CACEIS Bank, New York Representative Office, et le transfert des actifs et passifs de CACEIS Investor Services Bank S.A., New York Representative Office à CACEIS Bank, New York Representative Office.
- La fusion par absorption de CACEIS Investor Services Belgium dans CACEIS Bank et le transfert subséquent de tous les actifs et passifs de CACEIS Investor Services Belgium à la succursale belge de CACEIS Bank dénommée CACEIS Bank, Belgium Branch.
- La fusion par absorption de CACEIS Investor Services Bank France S.A. dans CACEIS Bank et le transfert subséquent de tous les actifs et passifs de CACEIS Investor Services Bank France S.A. à CACEIS Bank.
- La fusion par absorption de CACEIS Investor Services France S.A. dans CACEIS Fund Administration.

CACEIS Bank a obtenu le 31 octobre 2023, par l'intermédiaire de CACEIS Bank, UK Branch, et en application d'une procédure judiciaire dite « Part VII », l'autorisation judiciaire requise pour acquérir les activités de conservation et de middle-office exercées par RBC Investor Services Trust, London Branch.

Conformément aux termes de la décision de justice, la réalisation de ce transfert d'entreprise a été réalisée en plusieurs étapes correspondant aux différentes vagues de migrations de clients, entre décembre 2023 et mars 2024.

CACEIS Bank, UK Branch a versé 1 million d'euros à RBC Investor Services Trust le 29 mars 2024 au titre de cette acquisition.

Les migrations des clients et des systèmes d'information de CACEIS Investor Services vers la plateforme informatique CACEIS ont été en grande majorité réalisées en 2024 et s'achèveront courant 2025.

### **1.3. – Mise en liquidation de la société CACEIS Hong Kong Trust Company Limited**

A la suite de l'acquisition le 3 juillet 2023 du groupe CACEIS Investor Services Bank, comprenant un centre d'excellence en Malaisie, et afin de rationaliser les activités du groupe CACEIS en Asie, la direction générale du groupe CACEIS a pris la décision de procéder à la liquidation de CACEIS Hong Kong Trust Company Limited.

Le 31 juillet 2024, les actionnaires de CACEIS Hong Kong Trust Company Limited ont décidé de mettre cette société en liquidation amiable et de nommer des représentants du cabinet Perun Consultants en qualité de liquidateurs. Les opérations de liquidation ont commencé au cours de l'exercice 2024. Il est prévu que la clôture de la liquidation intervienne au cours de l'été 2025.

#### **1.4. – Transfert de l'activité Investment Management Services Middle Office par CACEIS Fund Administration à CACEIS Bank**

Afin de centraliser l'ensemble des activités d'Investment Management Services Middle Office au sein de CACEIS Bank, CACEIS Fund Administration lui a cédé, le 1<sup>er</sup> septembre 2024, le fonds de commerce relatif à cette activité, c'est-à-dire les revenus et les coûts associés.

#### **1.5. – Lilian - CACEIS Bank S.A, Germany Branch**

CACEIS Bank S.A, Germany Branch a reçu des autorités fiscales bavaroises, le 30 avril 2019, une demande de restitution d'impôts sur dividendes remboursés à certains de ses clients en 2010.

Cette demande portait sur un montant de 312 millions d'euros. Elle était assortie d'une demande de paiement de 148 millions d'euros d'intérêts (calculés au taux de 6 % l'an).

CACEIS Bank S.A, Germany Branch, succursale de CACEIS Bank S.A., conteste vigoureusement cette demande qui lui apparaît dénuée de tout fondement. CACEIS Bank S.A, Germany Branch a déposé des recours auprès de l'administration fiscale pour, d'une part, contester sur le fond cette demande et d'autre part, solliciter un sursis à exécution du paiement dans l'attente de l'issue de la procédure au fond. Le sursis à exécution a été accordé pour le paiement des 148 millions d'euros d'intérêts et rejeté pour la demande de restitution du montant de 312 millions d'euros. CACEIS Bank S.A. a contesté cette décision de rejet. La décision de rejet étant exécutoire, le paiement de la somme de 312 millions a été effectué par CACEIS Bank S.A. qui a inscrit dans ses comptes, compte tenu des recours intentés, une créance d'un montant équivalent.

Par une décision du 25 novembre 2022, les services fiscaux de Munich ont rejeté le recours de CACEIS Bank S.A. sur le fond. CACEIS Bank S.A. a saisi le 21 décembre 2022 le tribunal fiscal de Munich d'une action en contestation de la décision précitée des services fiscaux de Munich et de la demande de restitution d'impôts sur dividendes précitée.

Confiant dans ses arguments, CACEIS Bank S.A. n'a opéré aucune modification dans ses comptes.

#### **1.6. – Action des porteurs de fonds H2O**

Les 20 et 26 décembre 2023, 6 077 personnes physiques et morales, membres d'une association dénommée « Collectif Porteurs H2O », ont assigné CACEIS Bank devant le tribunal de commerce de Paris aux côtés des sociétés Natixis Investment Managers et KPMG Audit, dans le cadre d'une action au fond introduite à titre principal à l'encontre des sociétés H2O AM LLP, H2O AM Europe SAS et H2O AM Holding.

Le 28 mai 2024, de nouvelles personnes sont intervenues dans la procédure pendante devant le tribunal de commerce de Paris, portant le nombre total de demandeurs à 9 004. Le 17 décembre 2024, le nombre de demandeurs a été réduit à 8 990.

Les demandeurs se présentent comme des porteurs de parts de fonds gérés par les sociétés du groupe H2O dont certains actifs ont été cantonnés dans des « side pockets » en 2020, et des titulaires de contrats d'assurance-vie investis dans des unités de compte représentatives de ces fonds.

Ils sollicitent la condamnation solidaire de l'ensemble des défendeurs à des dommages et intérêts en réparation du préjudice qu'ils estiment lié au cantonnement des fonds concernés qu'ils évaluaient à 824 416 491,89 euros le 28 mai 2024 puis à 750 890 653,73 euros le 17 décembre 2024.

Pour rechercher la responsabilité « in solidum » de CACEIS Bank avec le groupe H2O et les autres codéfendeurs, les demandeurs allèguent que CACEIS Bank aurait manqué à ses obligations de contrôle en sa qualité de dépositaire des fonds.

#### **1.7. – Pilier 2. – GloBE**

Les nouvelles règles fiscales internationales établies par l'OCDE, visant à soumettre les grands groupes internationaux à une imposition complémentaire lorsque le Taux Effectif d'Impôt (TEI) d'une juridiction dans laquelle ils sont implantés est inférieur à 15 %, sont entrées en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Le premier exercice d'application de ces règles est l'exercice 2024.

Sur la base des dispositions de la Directive européenne adoptée fin 2022 et sa transposition dans les pays de l'union européenne, CACEIS a procédé à une estimation de l'impôt complémentaire GloBE au titre de l'année 2024.

En outre, conformément aux amendements à la norme IAS 12, publiés le 23 mai 2023 par l'IASB et adoptés par l'Union européenne le 8 novembre 2023, CACEIS applique l'exception obligatoire et temporaire à la comptabilisation des impôts différés liés à la mise en œuvre des règles GloBE.

## Note 2. – Principes et méthodes comptables

Les états financiers de CACEIS sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France aux établissements bancaires et conformément aux règles définies par Crédit Agricole S.A.

La présentation des états financiers de CACEIS est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 qui regroupe dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Aucun changement de méthode comptable et de présentation des comptes par rapport à l'exercice précédent n'est à mentionner.

### 2.1. – Créances et engagements par signature

Les créances sur les établissements de crédit, les entités du groupe Crédit Agricole et la clientèle sont régies par le règlement ANC 2014-07.

Elles sont ventilées selon leur durée résiduelle ou la nature des concours :

- les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit
- les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

La rubrique clientèle inclut les opérations réalisées avec la clientèle financière.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie (interbancaire, clientèle).

Les créances sur les établissements de crédits et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale y compris les intérêts courus non échus.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat. En application du règlement ANC 2014-07, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

Le traitement comptable du risque de crédit est défini ci-après.

Les créances et les engagements par signature sont répartis entre les encours sains et douteux.

### Créances saines

Tant que les créances ne sont pas qualifiées de douteuses, elles sont qualifiées de saines ou dégradées ; elles demeurent dans leur poste d'origine.

#### Provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains et dégradés

CACEIS constate au titre des expositions de crédits des provisions au passif de son bilan pour couvrir les risques de crédit attendus sur les 12 mois à venir (expositions qualifiées de saines) et / ou sur la durée de vie de l'encours dès lors que la qualité de crédit de l'exposition s'est significativement dégradée (expositions qualifiées de dégradées).

Ces provisions sont déterminées dans le cadre d'un processus de suivi particulier et reposent sur des estimations traduisant le niveau de perte de crédit attendue.

#### La notion de perte de crédit attendue « Expected Credit Loss » ou « ECL »

L'ECL se définit comme la valeur probable attendue pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

### Gouvernance et mesure des ECL

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres de provisionnement s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif Bâlois. La Direction des Risques du Groupe Crédit Agricole est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de dépréciation des encours.

Le groupe Crédit Agricole s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus Bâlois actuels pour générer les paramètres nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, sont retenues.

L'estimation des ECL intègre les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Son appréciation s'appuie largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des retraitements pour déterminer une ECL économique.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les floors qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut (« Loss Given Default » ou « LGD »).

Les modalités de détermination de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : prêts et créances sur la clientèle et engagements par signature.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie ; elles représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'exposition est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les douze mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE (Taux d'Intérêt Effectif) déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'encours. Le taux d'intérêt effectif est le taux d'actualisation qui égalise la somme des flux décaissés et encaissés au titre de l'émission ou de l'acquisition d'un crédit et la valeur actuelle des flux contractuels à recevoir de la contrepartie sur la durée de vie effective de cet encours.

Les modalités de mesure des ECL tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que CACEIS ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties. La prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Les paramètres de provisionnement sont mesurés et mis à jour selon les méthodologies définies par le groupe Crédit Agricole et permettent ainsi d'établir un premier niveau de référence, ou socle partagé, de provisionnement. L'utilisation des systèmes de notation externes et/ou internes permet d'apprécier le niveau d'un risque de crédit.

Le backtesting des modèles et paramètres utilisés est réalisé a minima annuellement.

Les données macro-économiques prospectives (« Forward Looking ») sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- au niveau du groupe Crédit Agricole dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du Forward Looking dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;
- au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles. CACEIS applique des paramètres complémentaires pour le Forward Looking sur des portefeuilles de prêts et créances sur la clientèle et d'engagement de financement et de garantie sains et dégradés pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du groupe.

### Dégradation significative du risque de crédit

CACEIS apprécie, pour chaque encours, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêt. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (expositions qualifiées de saines / expositions qualifiées de dégradées / expositions douteuses).

Le Stage 1 correspond à des ECL à 12 mois, le Stage 2 correspond à des ECL à maturité.

Afin d'apprécier la dégradation significative, le groupe Crédit Agricole prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- Un premier niveau dépendant de règles et de critères relatifs et absolus Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe ;
- Un second niveau propre à chaque entité lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre des paramètres complémentaires pour le Forward Looking pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement d'encours sains à encours dégradés (basculer de portefeuille ou sous-portefeuille d'ECL à 12 mois à un ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque encours. Aucune contagion n'est requise pour le passage de sain à dégradé des encours d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

L'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit au titre du premier niveau défini ci-dessus pour les encours avec un modèle de notation repose sur les deux critères suivants :

— 1. Critère relatif

Pour apprécier le caractère significatif de la dégradation relative du risque de crédit, des seuils sont calibrés régulièrement en fonction des probabilités de défaut à maturité qui incluent l'information prospective en date de clôture et en date de comptabilisation initiale.

Ainsi, un instrument financier est classé en stage 2, si le ratio entre la probabilité de défaut de l'instrument en date de clôture d'une part et celle en date de comptabilisation initiale d'autre part est supérieur au seuil multiplicatif défini par le Groupe.

Ces seuils sont déterminés par portefeuille homogène d'instruments financiers en s'appuyant sur la segmentation du dispositif prudentiel de gestion des risques.

Le Groupe décline également systématiquement en Stage 2 dès lors que la probabilité de défaut à date est supérieure à 3 fois la probabilité de défaut à l'origine et si la probabilité de défaut à date est supérieure à 0,3 %.

Ce critère en variation relative est complété par un critère en variation absolue de la probabilité de défaut de +30bp. Lorsque la probabilité de défaut à un an est inférieure 0,3 %, le risque de crédit est considéré « non significatif ».

— 2. Critère absolu

Compte tenu des pratiques de gestion du risque de crédit du groupe Crédit Agricole, quand la probabilité de défaut à 1 an en date de clôture est supérieure à 15 % pour la clientèle de détail et 12 % pour la grande clientèle, la dégradation du risque est considérée comme significative et l'instrument financier classé en Stage 2.

Le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil de dégradation significative et de classement en Stage 2

L'instrument financier est classé en Stage 2 en cas de restructuration en raison de difficultés financières.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en encours dégradé.

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (stage 1).

Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financiers pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- Le type d'encours ;
- La note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- Le type de garantie ;
- La date de comptabilisation initiale ;
- La durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- Le secteur d'activité ;
- L'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- La valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- Le circuit de distribution, l'objet du financement, ...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, ...).

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur base de portefeuille homogène peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Les dotations et reprises des provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains et dégradés sont inscrites en coût du risque.



### **Créances douteuses**

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- l'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours est dit douteux lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur ses flux de trésorerie futurs estimés. Les événements qui suivent sont des données observables, indicatives d'un encours douteux :

- des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- l'octroi, par le ou les prêteurs à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- la probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- la disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- l'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Le caractère douteux d'un encours peut résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

Une contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation douteuse.

Parmi les encours douteux, CACEIS distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis :

- Créances douteuses non compromises : les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.
- Créances douteuses compromises : ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.

Pour les créances douteuses, l'enregistrement des intérêts se poursuit tant que la créance est considérée comme douteuse non compromise, il est arrêté lorsque la créance devient compromise.

Le classement en encours douteux peut être abandonné et l'encours est porté à nouveau en encours sain.

### **Dépréciations au titre du risque de crédit sur les encours douteux**

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par CACEIS par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

Les pertes probables relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

### **Traitement comptable des dépréciations**

Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non-recouvrement sur créances douteuses sont inscrites en coût du risque.

Conformément au règlement ANC 2014-07 le Groupe a fait le choix d'enregistrer en coût du risque les effets de désactualisation des dépréciations.

### **Passage en perte**

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'experts, CACEIS le détermine avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité.

Les créances devenues irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

### **Créances restructurées**

Les créances restructurées pour difficultés financières sont des créances pour lesquelles l'entité a modifié les conditions contractuelles initiales (taux d'intérêt, maturité, etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances.

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- Des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- Un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

Elles concernent les créances classées en douteuses et les créances saines, au moment de la restructuration.

Sont exclues des créances restructurées les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas des problèmes d'insolvabilité ou des difficultés financières. Les créances renégociées sont décomptabilisées. La fraction restant à étaler des commissions reçues et des coûts marginaux de transaction est enregistrée dans le compte de résultat à la date de cette renégociation, dans la mesure où il est considéré qu'un nouvel encours a pris naissance.

La réduction des flux futurs accordée à la contrepartie, ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration, donne lieu à l'enregistrement d'une décote. Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- la valeur nominale du prêt ;
- et la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est comptabilisée en déduction de l'actif et dotée en coût du risque.

Les crédits restructurés du fait de la situation financière du débiteur font l'objet d'une notation conformément aux règles bâloises et sont dépréciés en fonction du risque de crédit estimé.

Dès lors que l'opération de restructuration a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de "restructurée" pendant une période d'observation minima de 2 ans si l'exposition était douteuse au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements (nouveaux incidents par exemple).

## **2.2. – Portefeuille Titres**

Les règles relatives à la comptabilisation du risque de crédit et la dépréciation des titres à revenu fixe sont définies par les articles 2311-1 à 2391-1 ainsi que par les articles 2311-1 à 2351-13 du règlement ANC 2014-07.

Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable.

Ils sont classés dans les portefeuilles prévus par la réglementation (transaction, investissement, placement, activité de portefeuille, valeurs immobilisées, autres titres détenus à long terme, participation, parts dans les entreprises liées) en fonction de l'intention de gestion de l'entité et des caractéristiques de l'instrument au moment de la souscription du produit.

### **Titres de placement**

Cette catégorie concerne les titres qui ne sont pas inscrits parmi les autres catégories de titres.

Les titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

#### Obligations et autres titres à revenu fixe

Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, coupon couru à l'achat inclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle du titre.

Les revenus sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique : « Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

#### Actions et autres titres à revenu variable

Les actions sont inscrites au bilan pour leur valeur d'achat, frais d'acquisition inclus. Les revenus de dividendes attachés aux actions sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

Les revenus des Organismes de Placements Collectifs sont enregistrés au moment de l'encaissement dans la même rubrique.

A la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués pour leur valeur la plus faible entre le coût d'acquisition et la valeur de marché. Ainsi, lorsque la valeur d'inventaire d'une ligne ou d'un ensemble homogène de titres (calculée par exemple à partir des cours de bourse à la date d'arrêt) est inférieure à la valeur comptable, il est constitué une dépréciation au titre de la moins-value latente sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres.

Les gains, provenant des couvertures, au sens du règlement ANC 2014-07, prenant la forme d'achats ou de ventes d'instruments financiers à terme, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

En outre, pour les titres à revenu fixe, des dépréciations destinées à prendre en compte le risque de contrepartie et comptabilisées en coût du risque, sont constituées sur cette catégorie de titres :

- S'il s'agit de titres cotés, sur la base de la valeur de marché qui tient intrinsèquement compte du risque de crédit. Cependant, si CACEIS dispose d'informations particulières sur la situation financière de l'émetteur qui ne sont pas reflétées dans la valeur de marché, une dépréciation spécifique est constituée
- S'il s'agit de titres non cotés, la dépréciation est constituée de manière similaire à celle des créances sur la clientèle au regard des pertes probables avérées (cf. note 2.1 Créances et engagements par signature – Dépréciations au titre du risque de crédit sur les encours douteux).

Les cessions de titres sont réputées porter sur les titres de même nature souscrits à la date la plus ancienne.

Les dotations et les reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés » du compte de résultat.

### Titres d'investissement

Sont enregistrés en titres d'investissement, les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés dans cette catégorie avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance.

Ne sont comptabilisés dans cette catégorie que les titres pour lesquels CACEIS dispose de la capacité de financement nécessaire pour continuer de les détenir jusqu'à leur échéance et n'est soumise à aucune contrainte existante, juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause son intention de détenir ces titres jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais d'acquisition et coupons inclus.

La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est étalée sur la durée de vie résiduelle du titre.

Il n'est pas constitué de dépréciation des titres d'investissement si leur valeur de marché est inférieure à leur prix de revient. En revanche, si la dépréciation est liée à un risque propre à l'émetteur du titre, une dépréciation est enregistrée dans la rubrique « Coût du risque ».

En cas de cession de titres d'investissement ou de transfert dans une autre catégorie de titres pour un montant significatif, l'établissement n'est plus autorisé, pendant l'exercice en cours et pendant les deux exercices suivants, à classer en titres d'investissement des titres antérieurement acquis et les titres à acquérir conformément au règlement ANC 2014-07.

### Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme

- Les parts dans les entreprises liées sont les parts détenues dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.

- Les titres de participation sont des titres (autres que des parts dans une entreprise liée) dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle.

- Les autres titres détenus à long terme correspondent à des titres détenus dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influencer la gestion de cette dernière en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus.

Ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition frais inclus.

A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette valeur d'utilité.

Celle-ci représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir compte tenu de ses objectifs de détention.

L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou encore le cours moyen de bourse des derniers mois ou la valeur mathématique du titre.

Lorsque la valeur d'utilité de titres est inférieure au coût historique, ces moins-values latentes font l'objet de dépréciations sans compensation avec les plus-values latentes.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession relatives à ces titres sont enregistrées sous la rubrique « Résultat net sur actifs immobilisés ».

### Prix de marché

Le prix de marché auquel sont évaluées, le cas échéant, les différentes catégories de titres, est déterminé de la façon suivante :

- les titres négociés sur un marché actif sont évalués au cours le plus récent
- si le marché sur lequel le titre est négocié n'est pas ou plus considéré comme actif, ou si le titre n'est pas coté, CACEIS détermine la valeur probable de négociation du titre concerné en utilisant des techniques de valorisation. En premier lieu, ces techniques font référence à des transactions récentes effectuées dans des conditions normales de concurrence. Le cas échéant, CACEIS utilise des techniques de valorisation couramment employées par les

intervenants sur le marché pour évaluer ces titres lorsqu'il a été démontré que ces techniques produisent des estimations fiables des prix obtenus dans des transactions sur le marché réel.

### Dates d'enregistrement

CACEIS enregistre les titres classés en titres d'investissement à la date de règlement-livraison. Les autres titres, quelle que soit leur nature ou la catégorie dans laquelle ils sont classés, sont enregistrés à la date de négociation.

### Reclassement de titres

Conformément au règlement ANC 2014-07, il est autorisé d'opérer les reclassements de titres suivants :

- du portefeuille de transaction vers le portefeuille d'investissement ou de placement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance
- du portefeuille de placement vers le portefeuille d'investissement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif.

CACEIS n'a pas opéré, en 2024, de reclassement au titre du règlement ANC 2014-07.

### 2.3. – Immobilisations

CACEIS applique le règlement ANC 2014-03 par rapport à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Elle applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de ce texte, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est-à-dire les charges directement ou indirectement liées à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien.

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Les immeubles et le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'achèvement.

A l'exception des logiciels, des brevets et des licences, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissement. Le cas échéant, elles peuvent faire l'objet de dépréciation.

En cas de mali technique de fusion, celui-ci est comptabilisé au bilan selon les rubriques d'actifs auxquelles il est affecté, en « Autres immobilisations corporelles, incorporelles, financières, etc. ». il est ensuite amorti puis, déprécié, et sorti du bilan le cas échéant, selon les mêmes modalités que l'actif sous-jacent.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée estimée d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par CACEIS, à la suite de l'application de la comptabilisation des immobilisations par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement doivent être adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

Composant	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	30 à 80 ans
Second œuvre	8 à 40 ans
Installations techniques	5 à 25 ans
Agencements	5 à 15 ans
Mobilier	5 à 10 ans
Matériel informatique	4 à 7 ans
Logiciels	3 à 10 ans
Matériel spécialisé	4 à 5 ans

Enfin, les éléments dont dispose CACEIS sur la valeur de ses immobilisations lui permettent de conclure que des tests de dépréciation ne conduiraient pas à la modification de la base amortissable existante.

### 2.4. – Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit, les entités du Crédit Agricole et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée résiduelle ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit
- comptes ordinaires, comptes et avances à terme
- comptes d'épargne à régime spécial et autres dettes pour la clientèle (celles-ci incluent notamment la clientèle financière).

Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

## **2.5. – Dettes représentées par un titre**

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire, titres de créances négociables, emprunts obligataires et autres titres de dette, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés dans la rubrique du passif « Dettes subordonnées ».

Les intérêts courus non échus sont enregistrés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties sur la durée de vie des emprunts concernés, la charge correspondante est inscrite dans la rubrique « Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

Les primes de remboursement et les primes d'émission des dettes représentées par des titres sont amorties selon la méthode de l'amortissement actuariel.

CACEIS applique également la méthode d'étalement des frais d'emprunts dans ses comptes individuels.

Les commissions de services financiers sont comptabilisées en charges dans la rubrique « Commissions (charges) ».

## **2.6. – Provisions**

CACEIS applique le règlement ANC 2014-03 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux engagements de retraite et de congés fin de carrière, aux litiges et aux risques divers.

Les provisions incluent également les risques-pays. L'ensemble de ces risques fait l'objet d'un examen trimestriel.

Les risques pays sont provisionnés après analyse des types d'opérations, de la durée des engagements, de leur nature (créances, titres, produits de marché) ainsi que de la qualité du pays.

CACEIS a partiellement couvert les provisions constituées sur ces créances libellées en monnaies étrangères par achat de devises pour limiter l'incidence de la variation des cours de change sur le niveau de provisionnement.

## **2.7. – Opérations sur les Instruments financiers à terme et conditionnels**

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement ANC 2014-07.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors-bilan pour la valeur nominale des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours.

Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie :

### **▪ Opérations de couverture**

Les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées (catégorie « b » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global de Crédit Agricole S.A (catégorie « c » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont inscrits prorata temporis dans la rubrique « Intérêts et produits (charges) assimilé(e)s – Produit (charge) net(te) sur opérations de macro-couverture ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

### **▪ Opérations de marché**

Les opérations de marché regroupent :

- Les positions ouvertes isolées (catégorie « a » de l'article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) ;
- La gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction (catégorie « d » de l'article 2522 du règlement ANC 2014-07).

Elles sont évaluées par référence à leur valeur de marché à la date de clôture.

Celle-ci est déterminée à partir des prix de marché disponibles, s'il existe un marché actif, ou à l'aide de méthodologies et de modèles de valorisation internes, en l'absence de marché actif.

Lorsque les prix de marché des instruments ne sont pas directement issus d'une cotation accessible à tous, la description des modalités de détermination de la valorisation comptable est précisée (actualisation des flux futurs suivant la méthode dite du taux zéro coupon...)

Pour les instruments :

- En position ouverte isolée négociés sur des marchés organisés ou assimilés, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé ;
- En position ouverte isolée négociés sur des marchés de gré à gré, les charges et produits sont inscrits en résultat prorata temporis. De plus, seules les pertes latentes éventuelles sont constatées via une provision. Les plus et moins-values réalisées sont comptabilisées en résultat au moment du dénouement ;
- Faisant partie d'un portefeuille de transaction, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé.

## **2.8. – Opérations en devises**

A chaque arrêté, les créances et les dettes ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors bilan libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date d'arrêté.

Les produits perçus et les charges payées sont enregistrés au cours du jour de la transaction. Les produits et charges courus non échus sont convertis au cours de clôture.

Les actifs en devises détenus de façon durable, comprenant les immobilisations, les titres de filiale et de participation en devises financés en euros restent convertis au cours du jour d'acquisition (historique). Cependant, une provision peut être constituée lorsque l'on constate une dépréciation durable du cours de change relative aux participations à l'étranger.

A chaque arrêté, les opérations de change à terme sont évaluées au cours à terme restant à courir de la devise concernée. Les gains ou les pertes constatés sont portés au compte de résultat sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de négociation – Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés ».

Dans le cadre de l'application du règlement ANC 2014-07, CACEIS a mis en place une comptabilité multidevises lui permettant un suivi de sa position de change et la mesure de son exposition à ce risque.

## **2.9. – Engagements hors-bilan**

Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

Le cas échéant, les engagements donnés font l'objet d'une provision lorsqu'il existe une probabilité de mise en jeu entraînant une perte pour CACEIS.

Le hors-bilan publiable ne fait mention ni des engagements sur instruments financiers à terme, ni des opérations de change. De même, il ne comporte pas les engagements reçus concernant les Bons du Trésor, les valeurs assimilées et les autres valeurs données en garantie.

## **2.10. – Participation des salariés aux fruits de l'expansion et intéressement**

La participation des salariés aux fruits de l'expansion est constatée dans le compte de résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né.

La participation et l'intéressement (couvert par un accord) figurent dans les « Frais de personnel ».

## **2.11. – Avantages au personnel postérieurs à l'emploi**

### **Engagements en matière de retraite, de pré-retraite et d'indemnités de fin de carrière – régimes à prestations définies**

CACEIS a appliqué la recommandation 2013-02 de l'Autorité des normes comptables relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires, recommandation abrogée et intégrée dans le règlement ANC 2014-03.

Cette recommandation a été modifiée par l'ANC le 5 novembre 2021. Elle permet, pour les régimes à prestations définies conditionnant l'octroi d'une prestation à la fois en fonction de l'ancienneté, pour un montant maximal plafonné et au fait qu'un membre du personnel soit employé par l'entité lorsqu'il atteint l'âge de la retraite, de déterminer la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de :

- soit la date de prise de service du membre du personnel
- soit la date à partir de laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation

En application de ce règlement, CACEIS provisionne ses engagements de retraite et avantages similaires relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques et selon la méthode dite des Unités de Crédits Projetés. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Depuis 2021, CACEIS applique la détermination de la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de la date à laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation (i.e. convergence avec la décision IFRS IC d'avril 2021 portant sur IAS 19).

CACEIS a opté pour la méthode qui prévoit la comptabilisation des profits ou pertes constatés au titre des modifications des régimes à prestations définies au moment où se produit la réduction ou la liquidation.

CACEIS a fait le choix de comptabiliser les écarts actuariels immédiatement en résultat, par conséquent le montant de la provision est égal à :

- la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par le règlement,
- diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs du régime. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une telle police, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

### Plans de retraite – régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Par conséquent, CACEIS n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

Le montant des cotisations au titre de ces régimes de retraite est enregistré en « Frais de personnel ».

### 2.12. – Charges et produits exceptionnels

Ils représentent les charges et produits qui surviennent de manière exceptionnelle et qui sont relatifs à des opérations ne relevant pas du cadre des activités courantes de CACEIS.

### 2.13. – Impôt sur les bénéfices (charge fiscale)

La charge d'impôt comprend deux éléments :

- l'impôt courant

La charge d'impôt courant figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre la contribution sociale sur les bénéfices (après application d'un abattement de 763 K€).

- l'impôt différé

Conformément à la recommandation de l'OEC n°1-20 de février 1987, CACEIS a choisi de comptabiliser des impôts différés calculés sur la base de toutes les différences entre les valeurs comptables des actifs et passifs figurant au bilan et leurs valeurs fiscales respectives, lorsque ces différences ont une incidence sur les paiements futurs d'impôts.

Les impôts différés sont calculés sur la base du taux d'impôt voté qui devrait être en vigueur au moment où la différence temporaire se retournera. Lors d'un changement de taux d'imposition, l'effet correspondant est enregistré en résultat dans la rubrique « charges fiscale différée ». Les impôts différés actifs ne sont effectivement comptabilisés que lorsqu'une imputation sur les résultats fiscaux futurs est estimée probable à un horizon jugé raisonnable, conformément aux règles du groupe Crédit Agricole SA. Ces impôts sont calculés avec la méthode du report variable, en prenant en compte le taux de l'impôt en vigueur (y compris les majorations temporaires) l'année de l'imputation sur le résultat fiscal.

### Note 3. – Créances sur les établissements de crédit – Analyse par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	31/12/2024							31/12/2023
	≤3mois	>3mois ≤1an	>1 an ≤5 ans	>5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Établissements de crédit								
Comptes et prêts :								
à vue	212 050				212 050		212 050	32 316
à terme	212 050				212 050		212 050	32 316

Valeurs reçues en pension								
Titres reçus en pension livrée								
Prêts subordonnés	0		0	997 291	997 291	7 297	1 004 588	1 282 592
Total	212 050	0	0	997 291	1 209 341	7 297	1 216 638	1 314 907
Dépréciations					0			0
Valeur au bilan	212 050	0	0	997 291	1 209 341	7 297	1 216 638	1 314 907

## Note 4. – Créances sur la clientèle

**4.1. – Opérations avec la clientèle – analyse par durée résiduelle**

(En milliers d'euros.)	31/12/2024							31/12/2023
	≤3mois	>3mois ≤1an	>1 an ≤5 ans	>5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Créances commerciales								
Autres concours à la clientèle	0				0	0	0	1 779
Valeurs reçues en pension livrée								
Comptes ordinaires débiteurs								
Créances douteuses								
Dépréciations								0
Valeur au bilan	0	0	0	0	0	0	0	1 779

**4.2. – Opérations avec la clientèle – Analyse par zone géographique**

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
France (y compris DOM-TOM)		
Autres pays de L'U.E.		
Autres pays d'Europe		
Amérique du Nord	0	1 694
Amérique Centrale et du Sud		
Afrique et Moyen-Orient		
Asie et Océanie (hors Japon)		
Japon		
Non ventilés et organismes internationaux		
Total en principal	0	1 694
Créances rattachées	0	85
Dépréciations		
Valeur nette au bilan	0	1 779

Le prêt de 2,48 millions de Dollars canadiens accordé à CACEIS Canada Asset Services Ltd au taux de 5,02 % a été remboursé le 4 janvier 2024.

**4.3. – Opérations avec la clientèle – Encours douteux et dépréciations par zone géographique**

(En milliers d'euros.)	31/12/2024				
	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dont dépréciations des encours douteux compromis
France (y compris DOM-TOM)	0				
Autres pays de L'U.E.					
Autres pays d'Europe					
Amérique du Nord	0				
Amérique Centrale et du Sud					
Afrique et Moyen-Orient					
Asie et Océanie (hors Japon)					
Japon					
Non ventilés et organismes internationaux					
Total	0				



(En milliers d'euros.)	31/12/2023				
	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dont dépréciations des encours douteux compromis
France (y compris DOM-TOM)	0				
Autres pays de L'U.E.					
Autres pays d'Europe					
Amérique du Nord	1 779				
Amérique centrale et du Sud					
Afrique et Moyen-Orient					
Asie et Océanie (hors Japon)					
Japon					
Non ventilés et organismes internationaux					
Total	1 779				

#### 4.4. – Opérations avec la clientèle – Analyse par agents économiques

(En milliers d'euros.)	31/12/2024				
	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dont dépréciations des encours douteux compromis
Particuliers					
Autres professionnels					
Clientèles financières					
Entreprises	0				
Collectivités publiques					
Autres agents économiques	0				
Total	0				

(En milliers d'euros.)	31/12/2023				
	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dont dépréciations des encours douteux compromis
Particuliers					
Autres professionnels					
Clientèles financières					
Entreprises	1 779				
Collectivités publiques					
Autres agents économiques	0				
Total	1 779				

#### Note 5. – Titres de transaction, de placement, d'investissement et titres de l'activité de portefeuille

(En milliers d'euros.)	31/12/2024					31/12/2023
	Transaction	Placement	Titres de l'activité de portefeuille	Investissement	Total	Total
Effets publics et valeurs assimilées :					0	0
- Dont surcote restant à amortir					0	0
- Dont décote restant à amortir					0	0
Créances rattachées					0	0
Dépréciations					0	0
Valeur nette au bilan			0		0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe :		110 000		498 604	608 604	578 778

Emis par organismes publics					0	0
Autre émetteur (CACEIS BANK)		110 000		498 604	608 604	578 778
- Dont surcote restant à amortir					0	0
- Dont décote restant à amortir					0	0
Créances rattachées		198		6 954	7 152	7 200
Dépréciations					0	0
Valeur nette au bilan		110 198	0	505 559	615 756	585 979
Actions et autres titres à revenu variable					0	0
Créances rattachées					0	0
Dépréciations					0	0
Valeur nette au bilan			0	0	0	0
Total	0	110 198	0	505 559	615 756	585 979
Valeurs estimatives	0	110 198	0	505 559	615 756	585 979

Le solde au 31/12/2024 se compose :

- De placements dans des obligations senior non préférées de 110 millions d'euros (échéance 15/12/2027) émises par CACEIS BANK.
- D'un investissement dans une Note Tier 2 de 518 millions de dollars (reconductible annuellement jusqu'au 20/05/2025 au plus tôt).

**5.1. – Titres de transaction, de placement, d'investissement et titres de l'activité de portefeuille (hors effets publics) : ventilation par grandes catégories de contrepartie**

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Administration et banques centrales (y compris Etats)		
Etablissements de crédit	110 000	110 000
Clientèle financière	498 604	468 778
Collectivités locales		
Entreprises, assurances et autres clientèles		
Divers et non ventilés		
Total en principal	608 604	578 778
Créances rattachées	7 152	7 200
Dépréciations		
Valeur nette au bilan	615 756	585 978

**Ventilation des titres cotés et non cotés à revenu fixe ou variable**

(En milliers d'euros.)	31/12/2024				31/12/2023			
	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total
Titres à revenu fixe ou variable	608 604			608 604	578 778			578 778
dont titres cotés	110 000			110 000	110 000			110 000
dont titres non cotés	498 604			498 604	468 778			468 778
Créances rattachées	7 152			7 152	7 200			7 200
Dépréciations	0			0				
Valeur nette au bilan	615 756			615 756	585 978			585 978

**5.2. – Effets Publics, obligations et autres titres à revenu fixe : analyse par durée résiduelle**

(En milliers d'euros.)	31/12/2024							31/12/2023
	≤3mois	>3mois ≤1an	>1 an ≤5 ans	>5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0	110 000	498 604	608 604	7 152	615 756	585 978
Valeur Brute			110 000	498 604	608 604	7 152	615 756	585 978
Dépréciations Effets publics et valeurs assimilées								
Valeur Brute Dépréciations								
Valeur nette au bilan	0	0	110 000	498 604	608 604	7 152	615 756	585 978

**5.3. – Effets Publics, obligations et autres titres à revenu fixe : analyse par zone géographique**

(En milliers d'euros.)	31/12/2024		31/12/2023	
	Encours bruts	dont encours douteux	Encours bruts	dont encours douteux
France (y compris DOM-TOM)	110 000		110 000	
Autres pays de l'U.E.	498 604		468 778	
Autres pays d'Europe				
Amérique du Nord				
Amérique centrale et du Sud				
Afrique et Moyen-Orient				
Asie et Océanie (hors Japon)				
Japon				
Total en principal	608 604		578 778	0
Créances rattachées	7 152		7 200	
Dépréciations				
Valeur nette au bilan	615 756		585 978	0

**Note 6. – Titres de participations et de filiales**

(En milliers d'euros.)	Devise de l'entité	Capital	Capitaux propres autres que le capital (hors AT1) (Normes IFRS)	Quote-part de capital détenue (En %)	Valeurs comptables des titres détenus	
					Brutes	Nettes
Participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de CACEIS (supérieures à 9 410 K€)						
Parts dans les entreprises liées établissements de crédit						
- CACEIS Bank	EUR	1 280 678	1 537 822	100 %	1 983 032	1 983 032
- CACEIS SWITZERLAND	CHF	5 313	15 003	100 %	19 314	19 314
- CACEIS Bank Spain	EUR	20 050	344 490	100 %	897 128	897 128
- CACEIS UK Trustee and Depositary Services	GBP	12 054	-127	100 %	12 060	12 060
Autres parts dans les entreprises liées						
- CACEIS FUND ADMINISTRATION	EUR	5 784	11 574	76 %	32 659	15 430
Autres titres de participations						
- Santander Securities Services Latam Holding SL (palier)	EUR	5 000	422 440	50 %	350 094	350 094
- UPTEVIA	EUR	15 048	8 804	50 %	20 363	20 363
Participations dont la valeur d'inventaire est inférieure à 1 % du capital de CACEIS						
Parts dans les entreprises liées dans les établissements de crédit	EUR & CAD	6 275	-234	11 %-100 %	5 823	5 823
Autres parts dans les entreprises liées	EUR & GBP	1 603	2 522	100 %	7 577	7 577
Autres titres de participations	HKD	248	2 101	20 %	546	186
Total parts dans les entreprises liées et participations					3 328 597	3 311 008

(En milliers d'euros.)	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	PNB ou chiffre d'affaires hors taxes 2024 (normes IFRS) (% détenu)	Résultats 2024 (bénéfice ou perte du dernier exercice clos - normes IFRS) (% détenu)	Dividendes encaissés par CACEIS au cours de l'exercice
Participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de CACEIS (supérieures à 9 410 K€)				
Parts dans les entreprises liées établissements de crédit				
- CACEIS Bank	1 316 619	1 643 073	412 196	279 659
- CACEIS SWITZERLAND	158	11 518	67	
- CACEIS Bank Spain	2 318	167 105	80 850	62 876
- CACEIS UK Trustee and Depositary Services	20	2 510	-157	
Autres parts dans les entreprises liées				
- CACEIS FUND ADMINISTRATION	16 033	105 189	1 002	
Autres titres de participations				
- Santander Securities Services Latam Holding SL (palier)	64 165	10 361	24 741	
- UPTEVIA	4 914	34 627	4 241	
Participations dont la valeur d'inventaire est inférieure à 1 % du capital de CACEIS				
Parts dans les entreprises liées dans les établissements de crédit	2 564	24 480	-10 305	

Autres parts dans les entreprises liées	199	7 969	-2 502	
Autres titres de participations		577	-47	
Total parts dans les entreprises liées et participations	1 406 991			342 535

**Valeur estimative des titres de participation (voir Annexe 7.1)**

(En milliers d'euros.)	31/12/2024		31/12/2023	
	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
Parts dans les entreprises liées				
Titres non cotés	3 328 597	3 311 008	4 524 614	4 509 013
Titres cotés				
Avances consolidables				
Créances rattachées				
Dépréciations	-17 589		-15 601	
Valeur nette au bilan	3 311 008	3 311 008	4 509 013	4 509 013
Titres de participation et autres titres détenus à long terme				
Titres de participation				
Titres non cotés	0	0	0	0
Titres cotés				
Avances consolidables				
Créances rattachées				
Dépréciations				
Sous-total titres de participation	0	0	0	0
Autres titres détenus à long terme				
Titres non cotés	0	0	0	0
Titres cotés				
Avances consolidables				
Créances rattachées				
Dépréciations				
Sous-total autres titres détenus à long terme	0	0	0	0
Valeur nette au bilan	0	0	0	0
Total des titres de participation	3 311 008	3 311 008	4 509 013	4 509 013

**Note 7. – Variation de l'actif immobilisé****7.1. – Immobilisations financières**

La variation des investissements en Titres Non Cotés est due aux opérations suivantes :

- Le 31 mai 2024, dans le cadre du processus d'intégration des activités de CACEIS Investor Services Bank au sein du Groupe CACEIS, CACEIS a cédé à CACEIS Bank l'intégralité des actions CACEIS Investor Services Bank S.A. qu'elle détenait, soit pour un montant de 1 198 323 153 €.
- Le 18 novembre 2024, CACEIS S.A. a souscrit à l'intégralité de l'augmentation de capital réalisée par CACEIS (Canada) Asset Servicing, soit un investissement complémentaire de 1 873 160 €, afin de l'accompagner dans son développement. La société a transféré son siège social et sa principale place d'activité de Toronto à Montréal.

La variation de la Dépréciation est due à :

- l'augmentation de la provision pour dépréciation de l'investissement dans CACEIS Fund Administration à hauteur de 2 547 000 €.
- la constatation d'une provision pour dépréciation de la participation dans CACEIS Hong Kong Trust Company Limited pour 359 914 €.
- la reprise du solde de la provision pour dépréciation de Uptevia, devenue sans objet, pour un montant de 919 005 €.

Les autres mouvements correspondent aux effets de la conversion des titres acquis en devises.

(En milliers d'euros.)	01/01/2024	Augmentations (acquisitions) Dotations	Diminutions (cessions, échéance) Reprises	Autres Mouvements	31/12/2024
Parts dans les entreprises liées					
Valeurs brutes	4 524 614	1 873	-1 198 323	433	3 328 597
Avances consolidables					
Créances rattachées					
Dépréciations	- 15 601	- 2 891	919	-16	-17 589
Valeur nette au bilan	4 509 013	-1 018	-1 197 404	417	3 311 008
Titres de participation et autres titres détenus à long terme					
Titres de participation					
Valeurs brutes					
Avances consolidables					
Créances rattachées					
Dépréciations					
Sous-total titres de participation	0				0
Autres titres détenus à long terme					
Valeurs brutes					
Avances consolidables					
Créances rattachées					
Dépréciations					
Sous-total autres titres détenus à long terme	0				0
Valeur nette au bilan	0				0
Total	4 509 013	- 1 018	-1 197 404	417	3 311 008

(En milliers d'euros.)	01/01/2024	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	31/12/2024
Sur opérations interbancaires et assimilés						
Sur créances clientèle						
Sur opérations sur titres						
Sur valeurs immobilisées	- 15 601	-2 891		919	-16	-17 589
Sur autres actifs						
Total	- 15 601	-2 891		919	-16	-17 589

## 7.2. – Immobilisations corporelles et incorporelles

(En milliers d'euros.)	01/01/2024	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements	31/12/2024
Immobilisations corporelles					
Valeurs brutes	51 692	3 147			54 839
Amortissements et dépréciations	- 7 121	-5 610			-12 731
Mali technique de fusion sur Immobilisations corporelles					
Valeurs brutes					
Amortissements et dépréciations					
Valeur nette au bilan	44 571	-2 463			42 108
Immobilisations incorporelles					
Valeurs brutes	32 812	8 150			40 962
Amortissements et dépréciations	- 11 272	-4 729			-16 001
Mali technique de fusion sur Immobilisations incorporelles					
Valeurs brutes					
Amortissements et dépréciations					
Valeur nette au bilan	21 540	3 421			24 961
Total	66 111	958			67 069

## Note 8. – Comptes de régularisation et actif divers

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Autres actifs		
Instruments conditionnels achetés		
Comptes de stock et emplois divers		
Débiteurs divers	53 893	43 695
Comptes de règlement		
Valeur nette au bilan	53 893	43 695

Comptes de régularisation		
Comptes d'encaissement et de transfert		
Comptes d'ajustement et comptes d'écart		
Pertes latentes et pertes à étaler sur instruments financiers		
Charges constatées d'avance	18 220	12 676
Produits à recevoir sur engagements sur instruments financiers à terme	1 739	63
Autres produits à recevoir	138 870	108 242
Charges à répartir		
Autres comptes de régularisation	0	236
Valeur nette au bilan	158 830	121 217
Total	212 722	164 912

## Note 9. – Dettes envers les établissements de crédit - Analyse par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	31/12/2024							31/12/2023
	≤3mois	>3mois ≤1an	>1 an ≤5 ans	>5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Établissements de crédit								
Comptes et emprunts :								
à vue	4 111				4 111		4 111	1 594
à terme	838 847	512 956	200 000	0	1 551 803	15 731	1 567 534	2 456 865
Autres sommes dues								
Valeurs données en pension								
Titres donnés en pension livrée								
Valeur au bilan	842 958	512 956	200 000	0	1 555 914	15 731	1 571 646	2 458 459

La diminution des emprunts est principalement expliquée par le remboursement d'un emprunt de 893 millions d'euros intervenu le 3 juillet 2024 auprès de CACEIS Bank.

CACEIS a souscrit plusieurs renouvellements d'emprunts auprès de CACEIS Bank :

- 3,4 millions de HKD à taux fixe 3 mois échéance 28/02/2025
- 340 millions d'euros à Euribor 6 mois échéance 08/01/2025
- 350 millions d'euros à Euribor 6 mois échéance 24/03/2025
- 100 millions d'euros à Euribor 6 mois échéance 08/01/2025
- 1 043 millions de MXN à 3 mois échéance 18/03/2025
- 4,5 millions de GBP à taux fixe échéance 15/07/2025
- 518 millions d'USD à SOFR + 20 bp à 6 mois échéance 20/05/2025
- 5,5 millions de GBP à taux fixe échéance 25/07/2025

et a souscrit un nouvel emprunt auprès de CACEIS Bank pour 1,9 million de GBP à taux fixe 1 an échéance 23/12/2025

## Note 10. – Dettes représentées par un titre

## 10.1. – Dettes représentées par un titre - analyse par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	31/12/2024							31/12/2023
	≤3mois	>3mois ≤1an	>1 an ≤5 ans	>5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Bons de caisse								
Titres du marché interbancaire								
Titres de créances négociables								
Emprunts obligataires			110 000	0	110 000	198	110 198	110 252
Autres dettes représentées par un titre								
Valeur au bilan	0	0	110 000	0	110 000	198	110 198	110 252

Emission d'obligations seniors non préférées à taux EURIBOR 3 mois majoré (échéance 15 décembre 2027).

## 10.2. – Emprunts obligataires par monnaie d'émission

(En milliers d'euros.)	31/12/2024				31/12/2023
	Durée résiduelle ≤1an	Durée résiduelle >1an ≤5 ans	Durée résiduelle >5ans	Encours	Encours
Euro		110 000		110 000	110 000
Taux fixe					
Taux variable		110 000		110 000	110 000
Autres devises de l'Union Européenne					
Taux fixe					
Taux variable					
Dollar					
Taux fixe					
Taux variable					
Yen					
Taux fixe					
Taux variable					
Autres devises					
Taux fixe					
Taux variable					
Total principal		110 000		110 000	110 000
Taux fixe		0		0	0
Taux variable		110 000		110 000	110 000
Dettes rattachées				198	252
Valeur au bilan		110 000		110 198	110 252

Emprunt obligataire en Euro à taux EURIBOR 3 mois majoré (échéance 15 décembre 2027).

#### Note 11. – Comptes régularisation et passifs divers

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Autres passifs		
Opérations de contrepartie (titres de transaction)		
Dettes représentatives de titres empruntés		
Instruments conditionnels vendus		
Comptes de règlement et de négociation		
Créditeurs divers (1)	50 741	46 601
Versements restant à effectuer sur titres		
Valeur au bilan	50 741	46 601
Comptes de régularisation		
Comptes d'encaissement et de transfert		
Comptes d'ajustement et comptes d'écart	2 438	
Gains latents et gains à étaler sur instruments financiers		
Produits constatés d'avance		
Charges à payer sur engagements sur instruments financiers à terme		
Autres charges à payer	28 623	30 879
Autres comptes de régularisation	193	
Valeur au bilan	31 254	30 879
Total	81 995	77 480

(1) Dont la dette née dans le cadre de l'intégration fiscale pour un montant de 9 M€ au 31/12/2024

#### Note 12. – Provisions

(En milliers d'euros.)	01/01/2024	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	31/12/2024
Provisions pour engagements de retraite et assimilés	1 910	221		-72	76	2 135
Provisions pour autres engagements sociaux	134	16	-8	-9		133
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature	0					0
Provisions pour litiges fiscaux	500		-178	-322		0
Provisions pour autres litiges	0	996				996
Provision pour risques pays	0					0
Provisions pour risques de crédit	1		-1			0
Provisions pour restructurations	0					0
Provisions sur participations	0					0
Provisions pour risques opérationnels	0					0
Provisions pour risque de déséquilibre du contrat épargne logement	0					0
Autres provisions	76				-76	0
Valeur au bilan	2 622	1 233	-187	-403	0	3 264

### Enquêtes, demandes d'information et procédures contentieuses

Dans le cadre habituel de ses activités CACEIS fait régulièrement l'objet de procédures contentieuses, ainsi que de demandes d'informations, d'enquêtes, de contrôles et autres procédures de nature réglementaire ou judiciaire de la part de différentes institutions en France et à l'étranger. Les provisions comptabilisées reflètent la meilleure appréciation de la Direction, compte tenu des éléments en sa possession à la date d'arrêté des comptes, sur les risques non couverts par des garanties d'actif et de passif, notamment celles obtenues dans le cadre d'opérations de croissance externe.

Note 13. – Engagements sociaux : avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies

### Variations de la dette actuarielle

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Dette actuarielle au 31/12/N-1	2 443	2 460
Coût des services rendus sur l'exercice	109	105
Coût financier	58	66
Cotisations employés		
Modifications, réductions et liquidations de régime		-188
Variation de périmètre		
Indemnités de cessation d'activité		
Autres mouvements / changement de méthode comptable		
Prestations versées (obligatoire)		
(Gains) / pertes actuariels	-18	
Dette actuarielle au 31/12/N	2 592	2 443

### Détail de la charge comptabilisée au compte de résultat

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Coût des services rendus	-109	-105
Modifications, réductions et liquidations de régime		+188
Coût financier	-58	-66
Rendement attendu des actifs		
Coût des services passés		
Amortissement des (Gains) / pertes actuariels net		
(Gains) / pertes sur réductions et liquidations de régimes	18	
(Gains) / pertes du(e)s au changement de limitation d'actif		
Charge nette comptabilisée au compte de résultat (+ produits / - charges)	-148	+17

### Variations de juste valeur des actifs des régimes



(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Juste valeur des actifs / droits à remboursement au 31/12/N-1	457	457
Rendement attendu des actifs		
Gains / (pertes) actuariels		
Cotisations payées par l'employeur		
Cotisations payées par les employés		
Modifications, réductions et liquidations de régime		
Variation de périmètre		
Indemnités de cessation d'activité		
Prestations payées par le fonds		
Juste valeur des actifs / droits à remboursement au 31/12/N	457	457

**Variations de la provision**

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Dette actuarielle au 31/12/N	2 592	2 443
Impact de la limitation d'actifs		
Gains et (pertes) actuariels restant à étaler		
Juste valeur des actifs fin de période	-457	- 457
Position nette (Passif) / Actifs au 31/12/N	2 135	1 986

Le taux d'actualisation retenu pour l'évaluation des indemnités de fin de carrière est de 3,38 % au 31/12/2024 contre 3,17 % au 31/12/2023. Au 31 décembre 2024, les taux de sensibilité démontrent que :

- Une variation de plus 50bp des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de -4,34 %
- Une variation de moins 50bp des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de 4,64 %

## Note 14. – Dettes subordonnées : Analyse par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	31/12/2024							31/12/2023
	≤ 3 mois	>3 mois ≤1an	>1 an ≤5 ans	>5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Dettes subordonnées à terme								
Euro								
Autres devises de l'Union Européenne								
Franc Suisse								
Dollar								
Yen Autres devises								
Titres et emprunts participatifs								
Autres emprunts subordonnés à terme								276 340
Dettes subordonnées à durée indéterminée				995 000	995 000	7 498	1 002 498	1 006 396
Euro				995 000	995 000	7 498	1 002 498	1 006 396
Autres devises de l'Union Europ. Franc Suisse								
Dollar								
Yen Autres devises								
Dépôts de Garantie à caractère mutuel								
Valeur au bilan				995 000	995 000	7 498	1 002 498	1 282 736

La durée résiduelle des dettes subordonnées à durée indéterminée est positionnée par défaut à plus de 5 ans.

## Note 15. – Variation des capitaux propres (avant répartition)

(En milliers d'euros.)	Capitaux propres					
	Capital	Réserve légale	Primes, autres réserves et report à nouveau	Provisions réglementées & subventions d'investissement	Résultat	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2022	941 008	86 995	1 303 710	10 206	158 686	2 500 606
Dividendes versés au titre de 2022						

Variation de capital						
Variation des primes et réserves						
Affectation du résultat social 2022		7 106	151 580		-158 686	207 408
Résultat de l'exercice					207 408	207 408
Autres variations				3 139		3 139
Solde au 31 décembre 2023	941 008	94 101	1 455 290	13 345	207 408	2 711 153
Dividendes versés au titre de 2023						
Variation de capital						
Variation des primes et réserves						
Affectation du résultat social 2023			-166 691		-207 408	-374 099
Résultat de l'exercice					317 481	317 481
Autres variations				-942		-942
Solde au 31 décembre 2024	941 008	94 101	1 288 599	12 403	317 481	2 653 594

Le dividende payé en 2024 au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2023 s'est élevé à 374 099 milliers d'euros.

#### Note 16. – Composition des fonds propres

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Capitaux propres	2 653 594	2 711 152
Fonds pour risques bancaires généraux		
Dettes subordonnées et titres participatifs	1 002 498	1 282 736
Dépôts de garantie à caractère mutuel		
Total des fonds propres	3 656 092	3 993 888

#### Note 17. – Engagements de financement et de garantie et autres garanties

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Engagements donnés		
Engagements de financement	-	-
. Engagements en faveur d'établissements de crédit		
. Engagements en faveur de la clientèle		
Ouverture de crédits confirmés		
Autres engagements en faveur de la clientèle	-	-
Engagements de garantie	-	-
. Engagements d'ordre d'établissement de crédit		
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires		
Autres garanties		
. Engagements d'ordre de la clientèle		
Cautions immobilières		
Autres garanties d'ordre de la clientèle		
Engagements sur titres	-	-
. Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise		
. Autres engagements à donner		
Engagements reçus		
Engagements de financement	-	-
. Engagements reçus d'établissements de crédit		
. Swap euros contre devises à livrer	-	-
. Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	2 700 000	2 700 000
. Engagements reçus d'établissements de crédit	2 700 000	2 700 000
. Engagements reçus de la clientèle		
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées		
Autres garanties reçues		
Engagements sur titres	2 332	1 514
. Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise		
. Autres engagements reçus	2 332	1 514

## Note 18. – Produits nets d'intérêts et revenus assimilés

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Sur opérations avec les établissements de crédit	101 363	103 638
Sur opérations avec la clientèle	1	86
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	46 050	26 020
Produit net sur opérations de macro-couverture		
Sur dettes représentées par un titre		
Autres intérêts et produits assimilés		
Intérêts et produits assimilés	147 414	129 744
Sur opérations avec les établissements de crédit	-184 471	- 169 608
dont intérêt sur emprunt subordonné CACEIS	-84 004	- 90 515
Sur opérations avec la clientèle		
Charge nette sur opérations de macro-couverture		
Sur obligations et autres titres à revenu fixe		
Sur dettes représentées par un titre	-5 046	- 4 422
Autres intérêts et charges assimilées	78	31
Intérêts et charges assimilées	-189 439	- 173 999
Total produits nets d'intérêts et revenus assimilés	-42 025	- 44 255

## Note 19. – Revenus des titres

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme	343 135	268 933
Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille		
Opérations diverses sur titres		
Total des revenus des titres à revenus variables	343 135	268 933

## Note 20. – Produit net des commissions

CACEIS n'a enregistré aucune commission, charge ou produit, au titre des exercices 2023 et 2024.

## Note 21. – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Solde des opérations sur titres de transaction		
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés		
Solde des autres opérations sur instruments financiers à terme	12 170	- 12 073
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	12 170	- 12 073

## Note 22. – Charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Frais de personnel		
Salaires et traitements	-12 665	- 11 101
Charges sociales	-5 693	- 4 733
Intéressement et participation	-980	- 1 402
Impôts et taxes sur rémunérations	-340	1 354
Total frais de personnel	-19 679	- 15 882
Frais administratifs		

Impôts et taxes	-13	-324
Services extérieurs, autres frais administratifs et contributions réglementaires	-109 120	-86 331
Total des charges administratives	-107 537	-86 655
Refacturation et transferts de charges administratives et de personnel	127 866	111 055
Charges générales d'exploitation	-946	8 518

## Note 23. – Effectifs et rémunérations

Catégories de personnel	31/12/2024	31/12/2023
Cadres CDI	74,2	77,1
Total	74,2	77,1

CACEIS n'a versé de rémunération (ex jetons de présence) à aucun administrateur salarié des groupes Crédit Agricole et Banco Santander au titre de l'exercice 2024.

Les rémunérations allouées aux membres de la Direction Générale et aux mandataires sociaux salariés des sociétés du Groupe CACEIS sont mentionnées dans les comptes consolidés de CACEIS.

## Note 24. – Résultats des activités bancaires

## 24.1. – Formation du produit net bancaire par secteur d'activité

Au 31 décembre 2024

Secteur d'activité Formation du PNB (En milliers d'euros.)	31/12/2024						Ensemble des métiers
	Banque de proximité en France	Services financiers spécialisés	Gestion de l'épargne	Grandes clientèles	Banque de proximité à l'international	Activités hors métiers	
Produits nets d'intérêts			-42 025				-42 025
Revenus des titres à revenus variables			343 135				343 135
Produits nets des commissions							0
Produits nets sur opérations financières			12 170				12 170
Autres produits nets d'exploitation			19 112				19 112
Produit net bancaire			332 391				332 391

Au 31 décembre 2023

Secteur d'activité Formation du PNB (En milliers d'euros.)	31/12/2023						Ensemble des métiers
	Banque de proximité en France	Services financiers spécialisés	Gestion de l'épargne	Grandes clientèles	Banque de proximité à l'international	Activités hors métiers	
Produits nets d'intérêts			- 44 255				- 44 255
Revenus des titres à revenus variables			268 933				268 933
Produits nets des commissions							
Produits nets sur opérations financières			- 12 073				-12 073
Autres produits nets d'exploitation							
Produit net bancaire			212 605				212 605

## 24.2. – Produit net bancaire par secteur d'activité et par zone géographique

Au 31 décembre 2024

(En milliers d'euros.)	31/12/2024						Ensemble des métiers
	Banque de proximité en France	Services financiers spécialisés	Gestion de l'épargne	Grandes clientèles	Banque de proximité à l'international	Activités hors métiers	
France (y compris DOM-TOM)			332 391				332 391
Autres pays de l'U.E.							

Autres pays d'Europe							
Amérique du Nord							
Amérique centrale et du Sud							
Afrique et Moyen-Orient							
Asie et Océanie (hors Japon)							
Japon							
Produit net bancaire			332 391				332 391

**Au 31 décembre 2023**

(En milliers d'euros.)	31/12/2023						Ensemble des métiers
	Banque de proximité en France	Services financiers spécialisés	Gestion de l'épargne	Grandes clientèles	Banque de proximité à l'international	Activités hors métiers	
France (y compris DOM-TOM)			212 605				212 605
Autres pays de l'U.E.							
Autres pays d'Europe							
Amérique du Nord							
Amérique centrale et du Sud							
Afrique et Moyen-Orient							
Asie et Océanie (hors Japon)							
Japon							
Produit net bancaire			212 605				212 605

**24.3. – Formation du résultat courant par secteur d'activité****Au 31 décembre 2024**

(En milliers d'euros.)	31/12/2024						Ensemble des métiers
	Banque de proximité en France	Services financiers spécialisés	Gestion de l'épargne	Grandes clientèles	Banque de proximité à l'international	Activités hors métiers	
Produit net bancaire			332 391				332 391
Charges d'exploitation			-946				-946
Dotations aux amortissements et dépréciations			-10 340				-10 340
Résultat brut d'exploitation			321 106				321 106
Coût du risque			1				1
Résultat d'exploitation			321 107				321 107
Résultat net sur actifs immobilisés			-9 296				-9 296
Résultat courant avant impôt			311 812				311 812

**Au 31 décembre 2023**

(En milliers d'euros.)	31/12/2023						Ensemble des métiers
	Banque de proximité en France	Services financiers spécialisés	Gestion de l'épargne	Grandes clientèles	Banque de proximité à l'international	Activités hors métiers	
Produit net bancaire			212 605				212 605
Charges d'exploitation			8 517				8 517
Dotations aux amortissements et dépréciations			- 8 580				- 8 580
Résultat brut d'exploitation			212 542				212 542
Coût du risque			- 1				- 1
Résultat d'exploitation			212 541				212 541
Résultat net sur actifs immobilisés			- 13 094				- 13 094
Résultat courant avant impôt			199 447				199 447

**24.4. – Résultat courant par zone géographique****Au 31 décembre 2024**

(En milliers d'euros.)	31/12/2024							
	PNB	Charges d'exploitation	Dotation aux amortissements et dépréciations	RBE	Coût du risque	Résultat d'exploitation	Résultat net sur actifs immobilisés	Résultat courant avant impôt
France (y compris DOM-TOM)	332 391	-946	-10 340	321 106	1	321 107	-9 296	311 812
Autres pays de l'U.E.								
Autres pays d'Europe								
Amérique du Nord								
Amérique centrale et du Sud								
Afrique et Moyen-Orient								
Asie et Océanie (hors Japon)								
Japon								
Produit net bancaire	332 391	-946	-10 340	321 106	1	321 107	-9 296	311 812

**Au 31 décembre 2023**

(En milliers d'euros.)	31/12/2023							
	PNB	Charges d'exploitation	Dotation aux amortissements et dépréciations	RBE	Coût du risque	Résultat d'exploitation	Résultat net sur actifs immobilisés	Résultat courant avant impôt
France (y compris DOM-TOM)	212 605	8 517	- 8 580	212 542	- 1	212 541	-13 094	199 447
Autres pays de l'U.E.								
Autres pays d'Europe								
Amérique du Nord								
Amérique centrale et du Sud								
Afrique et Moyen-Orient								
Asie et Océanie (hors Japon)								
Japon								
Produit net bancaire	212 605	8 517	- 8 580	212 542	- 1	212 541	- 13 094	199 447

## Note 25. – Résultat sur actif net immobilisé

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Immobilisations financières		
Dotations aux dépréciations	-2 891	- 14 682
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-2 891	-14 682
Reprises de dépréciations	919	2 137
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	919	2 137
Dotation ou reprise nette aux dépréciations	-1 972	- 12 544
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-1 972	- 12 544
Plus-values de cessions réalisées		77
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme		77
Moins-values de cessions réalisées	-7 323	
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-7 323	
Solde des plus et moins-values de cessions	-7 323	77
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-7 323	77
Solde en perte ou en bénéfice	-9 296	- 12 466
Immobilisations corporelles et incorporelles		-628
Plus-values de cessions		

Moins-values de cessions		-628
Solde en perte ou en bénéfice		-628
Résultat net sur actifs immobilisés	-9 296	- 13 094

La moins-value de cession sur titres de participation réalisée pour un montant de 7 323 millions d'euros est relative à l'opération de cession des titres CACEIS Investor Services Bank S.A. à CACEIS Bank (voir Note 1 PRINCIPALES OPERATIONS DE STRUCTURE ET EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA PERIODE).

#### Note 26. – Impôt sur les bénéfices

Pour mémoire, suite au changement d'actionnaire de CACEIS le 23 décembre 2019, CACEIS étant détenue à hauteur de 69,5 % par Crédit Agricole S.A. et 30,5 % par Santander, CACEIS et ses filiales situées en France sont sorties de l'intégration fiscale dont Crédit Agricole S.A. est tête de groupe avec un effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Un groupe d'intégration fiscale a été mis en place en France à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 avec pour entité tête de groupe CACEIS. Les filiales françaises détenue à 100 % par CACEIS, à savoir CACEIS Bank, CACEIS Fund Administration et CACEIS Corporate Trust faisaient partie de ce groupe d'intégration fiscale.

Compte-tenu de la création de la Joint-venture Uptevia entre CACEIS et BNP Paribas le 3 janvier 2023, UPTEVIA (ex CACEIS Corporate Trust) est sorti de l'intégration fiscale CACEIS en 2023.

#### Note 27. – Evènements postérieurs à la clôture

Aucun évènement significatif n'est intervenu postérieurement au 31 décembre 2024.

#### Note 28. – Affectation des résultats

Le Conseil d'administration de CACEIS a décidé de proposer aux actionnaires que le résultat net de CACEIS au titre de l'exercice 2024, d'un montant de 317 481 440 euros, soit affecté de la façon suivante :

(En euros.)		
<b>Résultat net 2024</b>		<b>317 481 439,64</b>
<b>Dotation à la réserve légale</b>		<b>0,00</b>
Bénéfice 2024 distribuable après dotation à la réserve légale	317 481 439,64	
Report à nouveau	128 275 152,99	
Montant distribuable au 31/12/2024 avant acompte	445 756 592,63	
Acompte sur dividende versé	0,00	
<b>Montant distribuable au 31/12/2024 après acompte</b>	<b>445 756 592,63</b>	
<b>Affectation du montant distribuable :</b>		
<b>Autres réserves</b>		<b>0,00</b>
<b>A titre de dividende en numéraire</b>		<b>367 985 508,15</b>
<b>A titre de dividende (avec option de paiement en actions)</b>		<b>0,00</b>
Nombre d'actions composant le capital social		23 513 451
Soit par action (En euros)		15,65
<b>Au Report à nouveau pour le solde</b>		<b>77 771 084,48</b>

#### Note 29. – Implantation dans des états ou territoires non coopératifs

CACEIS ne détient aucune implantation directe ou indirecte dans un Etat ou un territoire non coopératif au sens de l'article 238-0 A du Code général des impôts.

#### IV. – Affectation du résultat

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide de l'affectation du résultat net de l'exercice clos au 31 décembre 2024, soit 317 481 439,64 €, comme indiqué dans le tableau ci-après :

(En euros.)		
<b>Résultat net 2024</b>		<b>317 481 439,64</b>
<b>Dotation à la réserve légale</b>		<b>0,00</b>
Bénéfice 2024 distribuable après dotation à la réserve légale	317 481 439,64	
Report à nouveau	128 275 152,99	
Montant distribuable au 31/12/2024 avant acompte	445 756 592,63	
Acompte sur dividende versé	0,00	
<b>Montant distribuable au 31/12/2024 après acompte</b>	<b>445 756 592,63</b>	
<b>Affectation du montant distribuable :</b>		
<b>Autres réserves</b>		<b>0,00</b>
<b>A titre de dividende en numéraire</b>		<b>367 985 508,15</b>
<b>A titre de dividende (avec option de paiement en actions)</b>		<b>0,00</b>
Nombre d'actions composant le capital social		23 513 451
Soit par action (En euros)		15,65
<b>Au Report à nouveau pour le solde</b>		<b>77 771 084,48</b>

Le dividende payé au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2024 est ainsi fixé à 367 985 508,15 €. Il sera mis en paiement au plus tard dans les 9 mois après la clôture de l'exercice.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, il est précisé que les sommes distribuées au titre des dividendes au cours des trois derniers exercices sont comme suit :

- 0 € au titre des exercices 2021 et 2022.
- 374 099 005,41 € au titre de l'exercice 2023.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

## V. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société CACEIS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

### Fondement de l'opinion

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

### Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives



qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### ***Evaluation des titres de participation et de filiales***

#### **Risque identifié**

Les titres de participation sont comptabilisés à leur date d'entrée pour leur prix d'acquisition frais inclus. A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette valeur d'utilité. Celle-ci représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir compte tenu de ses objectifs de détention.

L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise liée, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou la valeur mathématique qui résultent des trajectoires d'activité établies par ces entités.

Lorsque la valeur d'utilité des titres de participation est inférieure au coût historique, ces moins-values latentes font l'objet de dépréciations sans compensation avec les plus-values latentes.

Nous avons considéré que l'évaluation des titres de participation et de filiales est un point clé de l'audit.

En effet, de par sa nature même, la détermination des valeurs d'utilité requiert l'exercice de jugement en ce qui concerne les hypothèses retenues notamment pour la détermination des scénarii économiques selon leur implantation géographique, des trajectoires financières ou des taux d'actualisation.

Les titres de participation et de filiales inscrits au bilan s'élèvent en valeur nette à € 3,3 milliards au 31 décembre 2024. Se référer aux notes 2.2 et 6 de l'annexe aux comptes annuels.

#### **Notre réponse**

Nous avons pris connaissance des processus mis en place pour déterminer la valeur d'utilité, et les dépréciations liées, des titres de participation et de filiales dont l'estimation fait appel au jugement. Nous avons inclus, dans nos équipes d'audit, des spécialistes en évaluation pour examiner les hypothèses utilisées pour déterminer les taux d'actualisation et les taux de croissance à l'infini retenus ainsi que les modèles de calculs des flux de trésorerie actualisés. Les calculs ont été testés et les principales hypothèses (taux d'actualisation, taux de croissance, etc.) confrontées à des sources externes.

Les trajectoires financières préparées par la direction et utilisées dans le modèle ont été examinées pour :

- Contrôler leur cohérence avec celles qui ont été présentées aux conseils d'administration des entités, et la justification des éventuels retraitements opérés ;
- Apprécier les principales hypothèses sous-jacentes y compris pour la prolongation des trajectoires financières au-delà de la période de trois ans. Ces hypothèses ont été notamment appréciées au regard de l'environnement économique, des trajectoires financières élaborées au cours des exercices passés et des performances effectivement réalisées ;
- Effectuer des analyses de sensibilité des valeurs d'utilité à certaines hypothèses (notamment le taux d'actualisation, le taux de croissance à l'infini et le taux de change).

Les informations figurant dans l'annexe aux comptes annuels sur la valeur d'utilité des titres de participation et de filiales dont l'estimation fait appel au jugement ont également été examinées par nos soins.

#### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### ***Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires***

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

**Informations relatives au gouvernement d'entreprise**

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

**Autres informations**

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

**Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société CACEIS par l'assemblée générale du 10 mai 2024 pour le cabinet Forvis Mazars et du 16 mai 2011 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit.

Au 31 décembre 2024, le cabinet Forvis Mazars était dans la 1<sup>ère</sup> année de sa mission et le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit dans la 14<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise  
relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

**Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

### Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Courbevoie et Neuilly-sur-Seine, le 28 avril 2025  
Les Commissaires aux comptes,

Forvis Mazars  
Matthew Brown  
Associé

PricewaterhouseCoopers Audit  
Bara Naija  
Associé

## B. – Comptes consolidés

### I. – Bilan au 31 décembre 2024

(En milliers d'euros)

(En milliers d'euros.)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Caisse, banques centrales	6.1	20 299 513	26 310 385
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3.1-3.2-6.2-6.6	844 299	1 015 645
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		825 109	977 059
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat		19 190	38 586
Instruments dérivés de couverture	3.2-3.4	2 003 948	2 580 565
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3.1-3.2-6.4-6.6	1 645 147	1 834 866
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		1 644 647	1 834 366
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables		500	500
Actifs financiers au coût amorti	3.1-3.2-6.4-6.6	87 306 858	77 978 549
Prêts et créances sur les établissements de crédit		32 207 871	30 967 881
Prêts et créances sur la clientèle		9 789 491	7 263 480
Titres de dettes		45 309 496	39 747 188
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux			
Actifs d'impôts courants et différés	6.9	367 254	403 109

Comptes de régularisation et actifs divers	6.10	3 169 310	3 738 218
Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées	6.11		
Participation dans les entreprises mises en équivalence	13.2	389 994	420 678
Immeubles de placement			
Immobilisations corporelles	6.13	329 389	318 722
Immobilisations incorporelles	6.13	473 608	535 159
Ecarts d'acquisition	6.14	1 196 199	1 194 945
Total de l'actif		118 025 521	116 330 842

(En milliers d'euros.)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Banques centrales	6.1	12 716	244 359
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	6.2	752 741	1 091 452
Passifs financiers détenus à des fins de transaction		752 741	1 091 452
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option			
Instruments dérivés de couverture	3.3-3.5	682 807	297 904
Passifs financiers au coût amorti		103 690 150	101 424 143
Dettes envers les établissements de crédit	3.4-6.7	9 015 946	11 058 636
Dettes envers la clientèle	3.1-3.4-6.7	94 564 060	90 255 295
Dettes représentées par un titre	3.3-6.8	110 144	110 212
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		0	-8 379
Passifs d'impôts courants et différés	6.10	125 725	202 606
Comptes de régularisation et passifs divers	6.11	7 901 124	7 887 742
Dettes liées aux actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées	6.11		
Provisions	6.15	137 130	138 717
Dettes subordonnées	3.4-6.16		276 148
Total dettes		113 302 392	111 554 692
Capitaux propres		4 723 129	4 776 150
Capitaux propres part du Groupe		4 723 129	4 776 150
Capital et réserves liées		3 096 334	3 096 334
Réserves consolidées		1 232 663	1 293 382
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		-60 837	-5 890
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées			
Résultat de l'exercice		454 969	392 324
Participations ne donnant pas le contrôle			
Total du passif		118 025 521	116 330 842

## II. – Compte de résultat

(En milliers d'euros.)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et produits assimilés	4.1	5 889 424	5 037 031
Intérêts et charges assimilées	4.1	-5 158 946	-4 421 210
Commissions (produits)	4.2	1 423 692	1 188 222
Commissions (charges)	4.2	-303 260	-275 056
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	4.3	339 658	209 944
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction		188 727	-62 287
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat		150 931	272 231
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	4.4	0	0
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables			
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)			

Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	4.5	-36 267	-1 771
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat			
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat			
Produits des autres activités	4.6	21 017	25 424
Charges des autres activités	4.6	-92 238	-84 713
Produit net bancaire		2 083 081	1 677 871
Charges générales d'exploitation	4.7	-1 371 607	-1 099 051
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	4.8	-108 292	-84 543
Résultat brut d'exploitation		603 181	494 277
Coût du risque	4.9	-30 354	-9 123
Résultat d'exploitation		572 828	485 153
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		26 282	21 406
Gains ou pertes nets sur autres actifs	4,11	-1 868	2 913
Variations de valeur des écarts d'acquisition	6.14		
Résultat avant impôt		597 241	509 473
Impôts sur les bénéfices	4.12	-142 273	-117 149
Résultat net d'impôts des activités abandonnées			
Résultat net		454 969	392 324
Participations ne donnant pas le contrôle			
Résultat net part du groupe		454 969	392 324
Résultat par action (en euros) (1)	6.17	15,95	13,62
Résultat dilué par action (en euros) (1)	6.17	15,95	13,62

(1) Correspond au résultat y compris Résultat net des activités abandonnées.

### III. – Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

(En milliers d'euros.)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Résultat net		454 969	392 324
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	4,13	-359	-6 677
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre	4,13		
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	4,13		
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	4,13	-359	-6 677
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	4,13	199	-281
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	4,13	-169	1 663
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	4,13	-35	74
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	4,13		
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	4,13	-363	-5 221
Gains et pertes sur écarts de conversion	4,13	12 431	-8 385
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	4,13	-11 864	-16 178
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	4,13	0	27
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	4,13	567	-24 536
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	4,13	-57 204	20 563
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	4,13	2 054	3 287
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	4,13		
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	4,13		
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	4,13	-54 583	-686
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	4,13	-54 947	-5 907
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		400 022	386 417

Dont part du Groupe		400 022	386 417
Dont participations ne donnant pas le contrôle			
(1) Montant du transfert en réserves d'éléments non recyclables - 4.13			

## IV. – Tableau de variation des capitaux propres

(En milliers d'euros.)	Part du Groupe				
	Capital et réserves liées				
	Capital	Primes et réserves consolidées liées au capital	Elimination des titres autodétenus	Autres instruments de capitaux propres	Total Capital et réserves consolidées
Capitaux propres au 1 <sup>er</sup> janvier 2023 Publiés	941 008	2 523 930	0	995 000	4 459 938
Impacts nouvelles normes, décisions / interprétations IFRIC (2)					
Capitaux propres au 1 <sup>er</sup> janvier 2023 Retraités	941 008	2 523 930	0	995 000	4 459 938
Augmentation / réduction de capital					
Variation des titres autodétenus					
Emissions / remboursements d'instruments de capitaux propres					
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres		-72 138			-72 138
Dividendes versés en 2023					
Effet des acquisitions complémentaires / cessions partielles de titres de filiales sans perte de contrôle					
Mouvements liés aux paiements en actions		1 915			1 915
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires		-70 223			-70 223
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves					
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves					
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence					
Résultat 2023					
Autres variations					
Capitaux propres au 31 décembre 2023	941 008	2 453 707	0	995 000	4 389 715
Affectation du résultat 2023		392 324			392 324
Capitaux propres au 1 <sup>er</sup> janvier 2024	941 008	2 846 031	0	995 000	4 782 039
Capitaux propres au 1 <sup>er</sup> janvier 2024 retraité	941 008	2 846 031	0	995 000	4 782 039
Augmentation / réduction de capital					
Variation des titres autodétenus					
Emissions / remboursements d'instruments de capitaux propres					
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres		-79 976			-79 976
Dividendes versés en 2024		-374 222			-374 222
Effet des acquisitions complémentaires / cessions partielles de titres de filiales sans perte de contrôle					
Mouvements liés aux paiements en actions		1 798			1 798
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires		-452 400			-452 400
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves					
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves					
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence					
Résultat 2024					
Autres variations		-642			-642
Capitaux propres au 31 décembre 2024	941 008	2 392 989	0	995 000	4 328 997

(1) Réserves consolidées avant élimination des titres d'autocontrôle.

(2) Impact capitaux propres des normes d'application rétrospective

(3) Impact capitaux propres des normes d'application prospective

(En milliers d'euros.)	Part du Groupe				
	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Résultat net	Capitaux propres
	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		
Capitaux propres au 1 <sup>er</sup> janvier 2023 Publiés	720	-703	17	0	4 459 954
Impacts nouvelles normes, décisions / interprétations IFRIC (2)					
Capitaux propres au 1 <sup>er</sup> janvier 2023 Retraités	720	-703	17	0	4 459 954
Augmentation / réduction de capital					
Variation des titres auto détenus					
Emissions / remboursements d'instruments de capitaux propres					
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres					-72 138
Dividendes versés en 2023					
Effet des acquisitions complémentaires / cessions partielles de titres de filiales sans perte de contrôle					
Mouvements liés aux paiements en actions					1 915
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires					-70 223
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-685	-5 221	-5 905		-5 905
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur	-685	-5 221	-5 905		
par capitaux propres non recyclables transférés en réserves					
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves					
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence					
Résultat 2023				392 324	392 324
Autres variations					
Capitaux propres au 31 décembre 2023	35	-5 924	-5 888	392 324	4 776 149
Affectation du résultat 2023				-392 324	
Capitaux propres au 1 <sup>er</sup> janvier 2024	35	-5 924	-5 888	0	4 776 149
Capitaux propres au 1 <sup>er</sup> janvier 2024 retraité	35	-5 924	-5 888	0	4 776 150
Augmentation / réduction de capital					
Variation des titres auto détenus					
Emissions / remboursements d'instruments de capitaux propres					
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres					-79 976
Dividendes versés en 2024					-374 222
Effet des acquisitions complémentaires / cessions partielles de titres de filiales sans perte de contrôle					
Mouvements liés aux paiements en actions					1 798
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires					-452 400
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-54 588	-361	-54 949		-54 949
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur					
par capitaux propres non recyclables transférés en réserves					
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves					
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence					
Résultat 2024				454 969	454 969
Autres variations					-642
Capitaux propres au 31 décembre 2024	-54 553	-6 285	-60 837	454 969	4 723 128

(1) Réserves consolidées avant élimination des titres d'autocontrôle.  
(2) Impact capitaux propres des normes d'application rétrospective  
(3) Impact capitaux propres des normes d'application prospective

(En milliers d'euros.)	Participations ne donnant pas le contrôle				
	Capital, réserves liées et résultat	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Capitaux propres consolidés
		Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	
Capitaux propres au 1 <sup>er</sup> janvier 2023 Publiés	0	0	0	0	4 459 954
Impacts nouvelles normes, décisions / interprétations IFRIC (2)					
Capitaux propres au 1 <sup>er</sup> janvier 2023 Retraités	0	0	0	0	4 459 954
Augmentation / réduction de capital					
Variation des titres auto détenus					

Emissions / remboursements d'instruments de capitaux propres						0
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres						-72 138
Dividendes versés en 2023						
Effet des acquisitions complémentaires / cessions partielles de titres de filiales sans perte de contrôle						
Mouvements liés aux paiements en actions						1 915
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires						-70 223
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres						-5 905
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves						
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves						
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence						
Résultat 2023						392 324
Autres variations						0
Capitaux propres au 31 décembre 2023	0	0	0	0	0	4 776 150
Affectation du résultat 2023						
Capitaux propres au 1 <sup>er</sup> janvier 2024	0	0	0	0	0	4 776 149
Capitaux propres au 1 <sup>er</sup> janvier 2024 retraité	0	0	0		0	4 776 150
Augmentation / réduction de capital						
Variation des titres auto détenus						
Emissions / remboursements d'instruments de capitaux propres						
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres						-79 976
Dividendes versés en 2024						
Effet des acquisitions complémentaires / cessions partielles de titres de filiales sans perte de contrôle						
Mouvements liés aux paiements en actions						1 798
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires						-452 400
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres						-54 949
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves						0
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves						
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence						
Résultat 2024						454 969
Autres variations						-642
Capitaux propres au 31 décembre 2024	0	0	0	0	0	4 723 128
(1) Réserves consolidées avant élimination des titres d'autocontrôle.						
(2) Impact capitaux propres des normes d'application rétrospective						
(3) Impact capitaux propres des normes d'application prospective						

## V. – Tableau des flux de trésorerie

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les activités opérationnelles sont représentatives des activités génératrices de produits de CACEIS.

Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les activités d'investissement représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles. Les titres de participation stratégiques inscrits dans les rubriques « Juste valeur par résultat » ou « Juste valeur par capitaux propres non recyclables » sont compris dans ce compartiment.

Les activités de financement résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

Les flux de trésorerie nets attribuables aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement des activités abandonnées sont présentés dans des rubriques distinctes dans le tableau de flux de trésorerie.

La notion de trésorerie nette comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

(En milliers d'euros.)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Résultat avant impôt		597 241	509 473
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		106 547	84 540
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	6.16		
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions		12 905	-9 445
Quote-part de résultat liée aux entreprises mises en équivalence		-26 282	-21 406
Résultat net des activités d'investissement		1 849	-4 018



Résultat net des activités de financement	16 862	20 913
Autres mouvements	-105 948	152 980
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements	5 935	223 563
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	-3 202 926	3 499 441
Flux liés aux opérations avec la clientèle	1 908 764	-19 973 857
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-4 600 375	-774 753
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	722 017	-1 605 735
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence	0	0
Impôts versés	-184 707	-132 117
Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	-5 357 226	-18 987 021
Flux provenant des activités abandonnées		
Total flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)	-4 754 050	-18 253 985
Flux liés aux participations (1)	18 993	10 968 833
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-47 020	-54 296
Flux provenant des activités abandonnées		
Total flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)	-28 026	10 914 537
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (2)	-454 199	-72 138
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (3)	-330 044	-53 900
Flux provenant des activités abandonnées		
Total flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)	-784 243	-126 038
Effet de la variation des taux de changes sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)	-36 387	78 205
Augmentation/(Diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D)	-5 602 707	-7 387 281
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	25 283 567	32 670 848
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	26 055 729	32 926 972
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	-772 162	-256 124
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	19 680 859	25 283 567
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	20 285 590	26 055 729
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	-604 731	-772 162
Variation de la trésorerie nette et des équivalents de trésorerie	-5 602 707	-7 387 281

\* Composé du solde net du poste "Caisse et banques centrales", hors intérêts courus et y compris trésorerie des entités reclassées en activités abandonnées.

\*\* Composé du solde des postes "Comptes ordinaires débiteurs non douteux" et "Comptes et prêts au jour le jour non douteux" tels que détaillés en note 6.5 et des postes "Comptes ordinaires créditeurs" et "Comptes et emprunts au jour le jour" tels que détaillés en note 6.8 (hors intérêts courus);

Conformément à la norme IAS 7, il est à préciser que les soldes de trésorerie sont disponibles pour le groupe CACEIS et ne font l'objet d'aucune restriction.

(1) Flux liés aux participations : correspond essentiellement aux effets nets sur la trésorerie des acquisitions de titres de participation soit :

- Impact net de -1,9 millions d'euros sur la trésorerie du Groupe lié à l'augmentation de capital de CACEIS CANADA
- Impact net de 20,9 millions sur la trésorerie du Groupe lié à la cession des titres Euroclear chez CBF

(2) Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires, il comprend :

- Des intérêts AT1 pour 79,9 milliers d'euros
- Le paiement de dividendes de Crédit agricole SA & Santander pour 374 milliers d'euros

(3) Autres flux nets de trésorerie provenant des flux liés aux opérations de financement, ce poste intègre :

- Le remboursement de la dette locative IFRS 16 pour -36,7 millions d'euros
- Des décaissements d'intérêts relatifs IFRS 16 pour -3,8 millions d'euros
- Le remboursement et versements d'intérêts sur les dettes subordonnées et obligataires pour -273 milliers d'euros
- Les autres emprunts & dettes pour -16,3 millions d'euros

## VI. – Cadre général

### Présentation juridique de CACEIS

CACEIS, société mère du groupe CACEIS, est une société anonyme à conseil d'administration immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 437 580 160 (code NAF : 6430Z) et dont le siège social est situé au 89-91 rue Gabriel Péri, 92120 MONTRouGE.

CACEIS, société holding, n'a pas d'activité commerciale ou industrielle propre. Conformément à son objet social (article 2 des statuts), elle détient directement ou indirectement des « entités françaises ou étrangères » exerçant « en France ou à l'étranger une activité de services financiers aux investisseurs institutionnels et aux émetteurs ».

### Statut de la société Holding CACEIS

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, la société holding CACEIS a le statut de Compagnie financière holding et, à ce titre, le groupe CACEIS est assujéti à une surveillance prudentielle sur base consolidée vis-à-vis de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR).

CACEIS est également une entité directement assujettie à la BCE (inscription sur la liste des « significant supervised entities » de la BCE en 2015).

Conformément aux dispositions de l'article L. 513-13 du Code monétaire et financier, la BCE a décidé, le 22 mai 2023, d'approuver CACEIS en qualité de compagnie financière holding.

La gestion de CACEIS repose sur quatre dirigeants effectifs :

- Jean-Pierre Michalowski, Directeur Général, nommé pour un mandat de trois ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle des actionnaires appelée à statuer en 2026 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025
- Frédéric Coudreau, Directeur Général Délégué, nommé pour un mandat de trois ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle des actionnaires appelée à statuer en 2026 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025
- Philippe Renard, Directeur Général Délégué, nommé pour un mandat de trois ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle des actionnaires appelée à statuer en 2026 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025
- Carlos Rodríguez de Robles, Directeur Général Délégué, nommé pour un mandat de trois ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle des actionnaires appelée à statuer en 2026 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Depuis le 20 décembre 2019 :

- le capital social de CACEIS est fixé à 941 008 309,02 euros, divisé en 23 513 451 actions, toutes de même catégorie et entièrement libérées,
- il est détenu à 69,5 % par Crédit Agricole SA et à 30,5 % par Santander Investment, S.A., elle-même filiale à 100 % de Banco Santander, S.A.

### **Filiales et participations**

L'organigramme du Groupe CACEIS au 31 décembre 2024 est présenté en annexe.

Au 31 décembre 2024, CACEIS, par le biais de ses filiales et succursales en Europe, en Amérique latine et en Asie, exerce les activités principales suivantes :

- Banque dépositaire - Conservateur
  - Filiales
    - en France : CACEIS Bank
    - en Espagne : CACEIS Bank Spain, S.A.U.
    - au Royaume-Uni : CACEIS UK Trustee and Depositary Limited
    - au Brésil : S3 CACEIS Brasil DTVM S.A.
    - au Mexique : Banco S3 CACEIS México, S.A., Institución de Banca Múltiple
    - en Colombie : Santander CACEIS Colombia, S.A., Sociedad Fiduciaria
  - Succursales de CACEIS Bank
    - au Luxembourg : CACEIS Bank, Luxembourg Branch
    - en Allemagne : CACEIS Bank S.A., Germany Branch avec le nom commercial CACEIS Bank, Germany Branch
    - en Irlande : CACEIS Bank avec le nom commercial CACEIS Bank, Ireland Branch
    - aux Pays-Bas : CACEIS Bank avec le nom commercial CACEIS Bank, Netherlands Branch
    - en Belgique : CACEIS Bank, Belgium Branch
    - en Italie : CACEIS Bank, Italy Branch
    - au Royaume-Uni : CACEIS Bank, UK Branch
    - en Suisse : CACEIS Bank, Montrouge, succursale de Nyon/Suisse avec le nom commercial CACEIS Bank, Switzerland Branch
    - en Suisse : CACEIS Bank, Montrouge, succursale de Zurich/Suisse avec le nom commercial CACEIS Bank, Zurich Branch.
- Bureau de représentation
  - CACEIS Bank, New York Representative Office
- Services aux Emetteurs
  - en France : Uptevia (Joint-venture avec BNPP)

## — Administration de Fonds

- en France : CACEIS Fund Administration
- en Espagne : CACEIS Fund Services Spain, S.A.U.
- à Jersey : CACEIS Fund Administration Jersey (CI) Limited
- en Suisse : CACEIS (Switzerland) S.A.
- en Belgique : CACEIS Bank, Belgium Branch
- en Irlande : CACEIS Ireland Limited
- en Allemagne : CACEIS Fonds Service GMBH
- à Hong Kong : CACEIS Hong Kong Trust Company Limited (en liquidation depuis le 31 juillet 2024 – non consolidée)

## — Fourniture de services administratifs

- en Malaisie : CACEIS Malaysia Sdn. Bhd.
- en Espagne : CACEIS Fund Administration, Sucursal en España
- au Canada : CACEIS (Canada) Asset Servicing Limited (non consolidée)

**Relations Intra CACEIS**

Dans le cadre de sa fonction de holding, CACEIS apporte une assistance technique à ses filiales dans le but d'assurer le suivi et la coordination des fonctions exercées au travers de la Gouvernance des Filiales et des directions transversales suivantes : Direction des Services d'Information, Direction commerciale, Direction Finances et Administration, Direction des ressources humaines, Direction des Risques, Direction de la Conformité, Direction de l'Inspection Générale.

Par ailleurs, des relations de clients à fournisseurs existent entre les filiales. Ces relations internes au groupe CACEIS ont donné lieu à divers contrats et à la comptabilisation :

- de facturation ou refacturation de prestations de services ;
- de refacturation de redevances ;
- de produits ou frais financiers ;
- de management fees.

**Parties liées**

Les parties liées au groupe CACEIS sont les sociétés consolidées au sein du groupe CACEIS, les principaux dirigeants du groupe CACEIS et les entités entrant dans le périmètre de consolidation du groupe Crédit Agricole S.A.

Les transactions réalisées et les encours existant en fin de période entre les sociétés du groupe CACEIS étant éliminés, seules les transactions réalisées avec les sociétés du groupe Crédit Agricole S.A. sont reprises dans le tableau ci-dessous. Les effets des transactions réalisées avec ces entités au cours de la période sont sans impact significatif sur le Compte de résultat.

Il n'y a pas de transactions significatives entre CACEIS et ses principaux dirigeants, leurs familles ou les sociétés qu'ils contrôlent et qui ne rentrent pas dans le périmètre de consolidation du Groupe CACEIS.

Les encours correspondants, dans le bilan et le hors bilan consolidés au 31 décembre 2024 au titre des parties liées, sont présentés ci-dessous :

(En milliers d'euros.)		31/12/2024
		Crédit Agricole
Actif	Actifs financiers à la JV par résultat par nature	2 066 514
	Titres JVOCI	1 092 493
	Prêts et créances sur les EC	18 855 084
	Prêts et créances sur la clientèle	4 556
	Titres coût amorti	32 953 678
	Comptes de régularisation et actifs divers	173 072
	Total	55 145 397
Passif	Instruments dérivés de transaction passif	260 013
	Instruments dérivés de couverture passif	682 807
	Dettes envers les EC	557 731
	Dettes envers la clientèle	226 389
	Comptes de régularisation et passifs divers	1 464 613
Total		3 191 553

Hors Bilan	Engagements de garantie	2 929 433
	Instruments financiers à terme de couverture	52 698 900
	Instruments financiers à terme de transaction	61 037 273
	Total	116 665 606

La nature des transactions réalisées avec les parties liées mentionnées, ci-dessus, est détaillée comme suit :

- Les éléments de bilan affectés aux parties liées sont issus :
  - Du remplacement de l'excédent des dépôts de la clientèle de CACEIS ;
  - Des émissions CACEIS de titres subordonnés ;
  - Des éléments de bilan nés des opérations courantes issues de l'activité normale de CACEIS ;
  - Des instruments de dérivés.
- Le hors bilan fait apparaître le retournement de positions auprès des banques de marché des parties liées à CACEIS et du change à terme de la clientèle de CACEIS.

## VII. – Notes annexes aux états financiers

### 1. – Principes et méthodes applicables dans le groupe, jugements et estimations utilisés

#### 1.1. – Normes applicables et comparabilité

Sauf mention contraire, tous les montants indiqués dans le présent rapport financier sont exprimés en euros et sont indiqués en milliers, sans décimale. Les arrondis au millier d'euros le plus proche peuvent, dans certains cas, conduire à des écarts non significatifs au niveau des totaux et des sous-totaux figurant dans les tableaux.

En application du règlement CE n°1606/2002, les comptes consolidés ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC applicables au 31 décembre 2024 et telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite carve out), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne, à l'adresse suivante : [https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting\\_en](https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_en). Les normes et interprétations sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers du Groupe au 31 décembre 2023.

Elles ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2024 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2024.

Par ailleurs, il est rappelé que lorsque l'application anticipée de normes et interprétations adoptées par l'Union européenne est optionnelle sur une période, l'option n'est pas retenue par le Groupe, sauf mention spécifique.

#### Normes et interprétations non encore adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2024

Les normes et interprétations publiées par l'IASB au 31 décembre 2024 mais non encore adoptées par l'Union européenne ne sont pas applicables par le Groupe. Elles n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de la date prévue par l'Union européenne et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 31 décembre 2024.

#### IFRS 18. – Présentation et informations à fournir dans les états financiers

La norme IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers » publiée en avril 2024 remplacera la norme IAS 1 « Présentation des états financiers » et sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027, sous réserve d'adoption par l'Union européenne.

La norme IFRS 18 imposera une nouvelle structure du compte de résultat et des sous-totaux obligatoires avec un classement des produits et charges dans 3 catégories : « exploitation », « investissement » et « financement » dans l'état du compte de résultat.

La norme IFRS 18 imposera également de décrire dans les notes annexes les mesures de performance définies par la Direction et utilisées dans la communication publique hors des états financiers IFRS.

Les travaux d'analyse et de préparation de mise en œuvre au sein du Groupe sont en cours.

#### IFRS 9 / IFRS 7. – Classement et évaluation des instruments financiers

Les amendements aux normes IFRS 9 et IFRS 7, publiés en mai 2024 et applicables aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026, sous réserve d'adoption par l'Union européenne, viennent notamment clarifier le classement des actifs

financiers assortis de caractéristiques conditionnelles, telles que des caractéristiques environnementales, sociales et de gouvernance d'entreprise (ESG), dans le cadre du test SPPI.

Ces amendements requerront des informations supplémentaires concernant les placements dans des instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et les instruments financiers assortis de caractéristiques conditionnelles.

Les travaux d'analyse et de préparation de mise en œuvre au sein du Groupe sont en cours.

### Décisions IFRS IC, finalisées et approuvées par l'IASB, pouvant affecter le Groupe (CACEIS)

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication	Effet significatif potentiel pour le Groupe
IAS 27 Fusion entre une société mère et sa filiale dans des états financiers individuels	30-janv-24	Non
IAS 37 Engagements liés au climat	29-avr-24	Non (*)
IFRS 3 Paiements subordonnés à l'emploi continu pendant les périodes de transfert	29-avr-24	Non
IFRS 8 Disclosure des revenus et des dépenses pour les segments à présenter	29-juil-24	Non
(*) Compte tenu des engagements pris par CACEIS au 31/12/2024 aucune provision n'est à comptabiliser		

## 1.2. – Principes et méthodes comptables

### Utilisation de jugements et estimations dans la préparation des états financiers

Etant donné leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des états financiers exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Les réalisations futures peuvent être influencées par de nombreux facteurs, notamment :

- les activités des marchés nationaux et internationaux ;
- les fluctuations des taux d'intérêt et de change ;
- la conjoncture économique et politique dans certains secteurs d'activité ou pays ;
- les modifications de la réglementation ou de la législation.

Cette liste n'est pas exhaustive.

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- les instruments financiers évalués à leur juste valeur (y compris les participations non consolidées) ;
- les régimes de retraites et autres avantages sociaux futurs ;
- les dépréciations d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
- les provisions ;
- les dépréciations des écarts d'acquisition ;
- les actifs d'impôts différés ;
- les dépréciations d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
- la valorisation des entreprises mises en équivalence.

Les modalités de recours à des jugements ou à des estimations sont précisées dans les paragraphes concernés ci-après.

### Instruments financiers (IFRS9, IFRS 13, IAS 32 et 39)

#### Définitions

La norme IAS 32 définit un instrument financier comme tout contrat qui donne lieu à un actif financier d'une entité et à un passif financier ou à un instrument de capitaux propres d'une autre entité, c'est-à-dire tout contrat représentant les droits ou obligations contractuels de recevoir ou de payer des liquidités ou d'autres actifs financiers.

Les actifs et passifs financiers sont traités dans les états financiers selon les dispositions de la norme IFRS 9 telle qu'adoptée par l'Union européenne.

Les instruments dérivés sont des actifs ou passifs financiers dont la valeur évolue en fonction de celle d'un sous-jacent (à condition que, dans le cas d'une variable non financière, celle-ci ne soit pas spécifique à l'une des parties au contrat), qui requièrent un investissement initial faible ou nul, et dont le règlement intervient à une date future.

La norme IFRS 9 définit les principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation / provisionnement du risque de crédit et de comptabilité de couverture, hors opérations de macro-couverture.

Il est toutefois précisé que CACEIS utilise l'option de ne pas appliquer le modèle général de couverture d'IFRS 9. L'ensemble des relations de couverture reste en conséquence dans le champ d'IAS 39 en attendant les futures dispositions relatives à la macro-couverture.

Les actifs financiers dits « verts » ou « ESG » et les passifs financiers dits « green bonds » comprennent des instruments variés ; ils portent notamment sur des prêts ou emprunts permettant de financer des projets environnementaux ou de transition écologique. Il est rappelé que l'ensemble des instruments financiers portant ces qualifications ne présentent pas nécessairement une rémunération variant en fonction de critères ESG. Cette terminologie est susceptible d'évoluer en fonction de la réglementation européenne relative à la finance durable. Ces instruments sont comptabilisés conformément à IFRS 9 selon les principes énoncés ci-après. Notamment, les prêts dont l'indexation de la rémunération du critère ESG n'introduit pas d'effet levier ou est considérée comme non matérielle en termes de variabilité des flux de trésorerie de l'instrument ne sont pas considérés comme échouant au test SPPI (analyse des clauses contractuelles) sur la base de ce seul critère.

#### Conventions d'évaluation des actifs et passifs financiers

##### — Evaluation initiale

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13.

La juste valeur telle que définie par IFRS 13 correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

##### — Evaluation ultérieure

Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de leur classement soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) pour les instruments de dette, soit à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13. Les instruments dérivés sont toujours évalués à leur juste valeur.

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux qui actualise les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs prévus sur la durée de vie attendue de l'instrument financier ou, selon le cas, sur une période plus courte de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

Le coût amorti correspond au montant auquel est évalué l'actif financier ou le passif financier lors de sa comptabilisation initiale, en intégrant les coûts de transaction directement attribuables à leur acquisition ou à leur émission, diminué des remboursements en principal, majoré ou diminué de l'amortissement cumulé calculé par la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) de toute différence (décote ou prime) entre le montant initial et le montant à l'échéance. Dans le cas d'un actif financier au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant peut être ajusté si nécessaire au titre de la correction pour pertes de valeur (Cf. paragraphe « Provisionnement pour risque de crédit »).

#### Actifs financiers

##### — Classement et évaluation des actifs financiers

Les actifs financiers non dérivés (instruments de dette ou de capitaux propres) sont classés au bilan dans des catégories comptables qui déterminent leur traitement comptable et leur mode d'évaluation ultérieur.

Les critères de classement et d'évaluation des actifs financiers dépendent de la nature de l'actif financier, selon qu'il est qualifié :

- d'instruments de dette (par exemple des prêts et titres à revenu fixe ou déterminable)  
ou
- d'instruments de capitaux propres (par exemple des actions).

Ces actifs financiers sont classés dans l'une des trois catégories suivantes :

- actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- actifs financiers au coût amorti (instruments de dette uniquement) ;
- actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres (recyclables pour les instruments de dette, non recyclables pour les instruments de capitaux propres).

##### – Instruments de dette

Le classement et l'évaluation d'un instrument de dette dépendent de deux critères réunis : le modèle de gestion défini au niveau portefeuille et l'analyse des caractéristiques contractuelles (test SPPI) déterminée par instrument de dette sauf utilisation de l'option à la juste valeur.

Les trois modèles de gestion :

Le modèle de gestion est représentatif de la stratégie que suit le management de CACEIS pour la gestion de ses actifs financiers, dans l'atteinte de ses objectifs. Le modèle de gestion est spécifié pour un portefeuille d'actifs et ne constitue pas une intention au cas par cas pour un actif financier isolé.

On distingue trois modèles de gestion :

- Le modèle « Collecte » dont l'objectif est de collecter les flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs ; ce modèle n'implique pas systématiquement de détenir la totalité des actifs jusqu'à leur échéance contractuelle ; toutefois, les ventes d'actifs sont strictement encadrées ;
- Le modèle « Collecte et Vente » dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie sur la durée de vie et de céder les actifs ; dans ce modèle, la vente d'actifs financiers et la perception de flux de trésorerie sont toutes les deux essentielles ; et
- Le modèle de « autre/vente » dont l'objectif principal est de céder les actifs.  
Il concerne notamment les portefeuilles dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie via les cessions, les portefeuilles dont la performance est appréciée sur la base de sa juste valeur, les portefeuilles d'actifs financiers détenus à des fins de transaction.  
Lorsque la stratégie que suit le management pour la gestion d'actifs financiers ne correspond ni au modèle collecte, ni au modèle collecte et vente, ces actifs financiers sont classés dans un portefeuille dont le modèle de gestion est autre / vente.

Les caractéristiques contractuelles (test « Solely Payments of Principal & Interests » ou test « SPPI ») :

Le test « SPPI » regroupe un ensemble de critères, examinés cumulativement, permettant d'établir si les flux de trésorerie contractuels respectent les caractéristiques d'un financement simple (remboursements de nominal et versements d'intérêts sur le nominal restant dû).

Le test est satisfait lorsque le financement donne droit seulement au remboursement du principal et lorsque le versement des intérêts perçus reflète la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable.

Dans un financement simple, l'intérêt représente le coût du passage du temps, le prix du risque de crédit et de liquidité sur la période, et d'autres composantes liées au coût du portage de l'actif (ex : coûts administratifs...).

Dans certains cas, cette analyse qualitative ne permettant pas de conclure, une analyse quantitative (ou Benchmark test) est effectuée. Cette analyse complémentaire consiste à comparer les flux de trésorerie contractuels de l'actif étudié et les flux de trésorerie d'un actif de référence.

Si la différence entre les flux de trésorerie de l'actif financier et celui de référence est jugée non significative, l'actif est considéré comme un financement simple.

Par ailleurs, une analyse spécifique sera menée dans le cas où l'actif financier est émis par des entités ad hoc établissant un ordre de priorité de paiement entre les porteurs des actifs financiers en liant de multiples instruments entre eux par contrat et créant des concentrations de risque de crédit (des « tranches »).

Chaque tranche se voit attribuer un rang de subordination qui précise l'ordre de distribution des flux de trésorerie générés par l'entité structurée.

Dans ce cas le test « SPPI » nécessite une analyse des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif concerné et des actifs sous-jacents selon l'approche « look-through » et du risque de crédit supporté par les tranches souscrites comparé au risque de crédit des actifs sous-jacents.

Le mode de comptabilisation des instruments de dette résultant de la qualification du modèle de gestion couplée au test « SPPI » peut être présenté sous la forme du diagramme ci-après :

Instruments de dette		Modèles de gestion		
		Collecte	Collecte et vente	Autre / Vente
Test SPPI	Satisfait	Coût amorti	Juste valeur par capitaux propres recyclables	Juste valeur par résultat (Test SPPI N/A)
	Non satisfait	Juste valeur par résultat	Juste valeur par résultat	

- Instruments de dette au coût amorti  
Initialement évalués à la juste valeur, les instruments de dette sont évalués ultérieurement au coût amorti s'ils sont éligibles au modèle « Collecte » et s'ils respectent le test « SPPI ».  
Ils sont enregistrés à la date de règlement-livraison et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction.  
L'amortissement des éventuelles surcotes / décotes et des frais de transaction des prêts et créances, et des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.  
Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet d'ajustements au titre des pertes attendues (ECL) dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique « Dépréciation / Provisionnement pour risque de crédit ».
- Instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables

Initialement évalués à la juste valeur, les instruments de dette sont évalués ultérieurement à la juste valeur par capitaux propres recyclables s'ils sont éligibles au modèle « Collecte et Vente » et s'ils respectent le test « SPPI ».

Ils sont enregistrés à la date de négociation et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction. L'amortissement des éventuelles surcotes / décotes et des frais de transaction des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ces actifs financiers sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres recyclables en contrepartie du compte d'encours (hors intérêts courus comptabilisés en résultat selon la méthode du TIE).

En cas de cession, ces variations sont transférées en résultat.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet d'ajustements au titre des pertes attendues (ECL) dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique « Dépréciation / Provisionnement pour risque de crédit » (sans que cela n'affecte la juste valeur au bilan).

- Instruments de dette à la juste valeur par résultat

Les instruments de dette sont évalués en juste valeur par résultat dans les cas suivants :

- Les instruments sont classés dans des portefeuilles constitués d'actifs financiers détenus à des fins de transaction ou dont l'objectif principal est la cession ;

Les actifs financiers détenus à des fins de transaction sont des actifs acquis ou gérés par l'entreprise principalement dans l'objectif de les céder à court terme ou qui font partie d'un portefeuille d'instruments gérés en commun dans le but de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme ou à une marge d'arbitragiste. Bien que les flux de trésorerie contractuels soient perçus pendant le temps durant lequel CACEIS détient les actifs, la perception de ces flux de trésorerie contractuels n'est pas essentielle mais accessoire.

- Les instruments de dette qui ne respectent pas les critères du test « SPPI ». C'est notamment le cas des OPC (Organismes de Placement Collectif) ;

- Les instruments financiers classés dans des portefeuilles pour lesquels CACEIS choisit la valorisation à la juste valeur afin de réduire une différence de traitement comptable au compte de résultat. Dans ce cas, il s'agit d'un classement sur option à la juste valeur par résultat.

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat) et coupons courus inclus.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en « Produit Net Bancaire », en contrepartie du compte d'encours. Les intérêts de ces instruments sont comptabilisés dans la rubrique « gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ». Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation au titre du risque de crédit.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature dont le modèle de gestion est « Autre / Vente » sont enregistrés à la date de règlement-livraison.

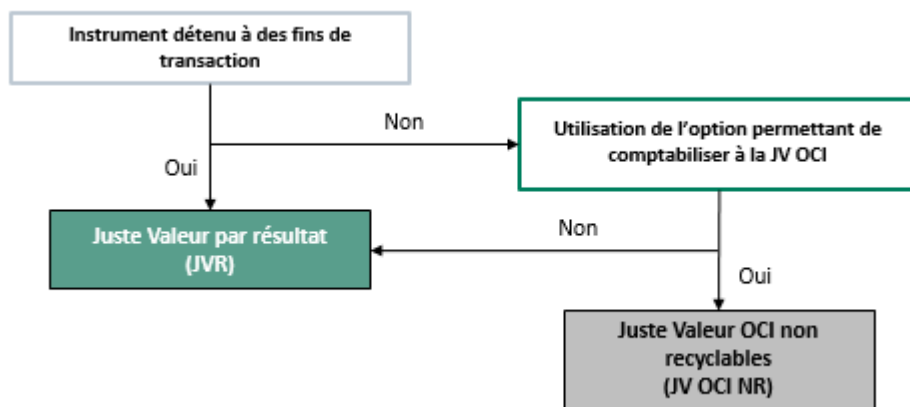
Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat sur option sont enregistrés à la date de négociation.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature, par échec au test SPPI, sont enregistrés à la date de règlement-livraison.

- Instruments de capitaux propres

Les instruments de capitaux propres sont par défaut comptabilisés à la juste valeur par résultat, sauf option irrévocable pour un classement et une évaluation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction.





- Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat  
Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat). Les instruments de capitaux propres détenus à des fins de transaction sont enregistrés à la date de négociation. Les instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par résultat et non détenus à des fins de transaction sont enregistrés en date de règlement-livraison. Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en « Produit Net Bancaire », en contrepartie du compte d'encours.  
Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.
  - Instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sur option irrévocable)  
L'option irrévocable de comptabiliser les instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables est retenue au niveau transactionnel (ligne par ligne) et s'applique à la date de comptabilisation initiale. Ces titres sont enregistrés à la date de négociation.  
La juste valeur initiale intègre les coûts de transaction.  
Lors des évaluations ultérieures, les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres non recyclables. En cas de cession, ces variations ne sont pas recyclées en résultat, le résultat de cession est comptabilisé en capitaux propres.  
Seuls les dividendes sont reconnus en résultat si :
    - le droit de l'entité d'en percevoir le paiement est établi ;
    - il est probable que les avantages économiques associés aux dividendes iront à l'entité ;
    - le montant des dividendes peut être évalué de façon fiable.
 Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.
- Reclassement d'actifs financiers  
En cas de changement important de modèle économique dans la gestion des actifs financiers (nouvelle activité, acquisition d'entités, cession ou abandon d'une activité significative), un reclassement de ces actifs financiers est nécessaire. Le reclassement s'applique à la totalité des actifs financiers du portefeuille à partir de la date de reclassement.  
Dans les autres cas, le modèle de gestion reste inchangé pour les actifs financiers existants. Si un nouveau modèle de gestion est identifié, il s'applique de manière prospective, aux nouveaux actifs financiers, regroupés dans un nouveau portefeuille de gestion.
- Acquisition et cession temporaire de titres  
Les cessions temporaires de titres (prêts de titres, titres donnés en pension livrée) ne remplissent généralement pas les conditions de décomptabilisation.  
Les titres prêtés ou mis en pension sont maintenus au bilan. Dans le cas de titres mis en pension, le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan par le cédant.  
Les titres empruntés ou reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan du cessionnaire.  
Dans le cas de titres pris en pension, une créance à l'égard du cédant est enregistrée au bilan du cessionnaire en contrepartie du montant versé. En cas de revente ultérieure du titre, le cessionnaire enregistre un passif évalué à la juste valeur qui matérialise son obligation de restituer le titre reçu en pension.  
Les produits et charges relatifs à ces opérations sont rapportés au compte de résultat prorata temporis sauf en cas de classement des actifs et passifs à la juste valeur par résultat.

#### — Décomptabilisation des actifs financiers

Un actif financier (ou groupe d'actifs financiers) est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie qui lui sont liés arrivent à expiration ;
- ou sont transférés ou considérés comme tels parce qu'ils appartiennent de fait à un ou plusieurs bénéficiaires et lorsque la quasi-totalité des risques et avantages liés à cet actif financier est transférée.

Dans ce cas, tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et en passifs.

Lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie sont transférés mais que seule une partie des risques et avantages, ainsi que le contrôle, sont conservés, CACEIS continue à comptabiliser l'actif financier dans la mesure de son implication continue dans cet actif.

Les actifs financiers renégociés pour raisons commerciales en l'absence de difficultés financières de la contrepartie et dans le but de développer ou conserver une relation commerciale sont décomptabilisés en date de renégociation. Les nouveaux prêts accordés aux clients sont enregistrés à leur juste valeur à la date de renégociation. La comptabilisation ultérieure dépend du modèle de gestion et du test « SPPI ».

#### Passifs financiers

#### — Classement et évaluation des passifs financiers

Les passifs financiers sont classés au bilan dans les deux catégories comptables suivantes :

- passifs financiers à la juste valeur par résultat, par nature ou sur option ;
- passifs financiers au coût amorti.

##### – Passifs financiers à la juste valeur par résultat par nature

Les instruments financiers émis principalement en vue d'être rachetés à court terme, les instruments faisant partie d'un portefeuille d'instruments financiers identifiés qui sont gérés ensemble et qui présentent des indications d'un profil récent de prise de bénéfice à court terme, et les dérivés (à l'exception de certains dérivés de couverture) sont évalués à la juste valeur par nature.

Les variations de juste valeur de ce portefeuille sont constatées en contrepartie du compte de résultat.

##### – Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

Les passifs financiers répondant à l'un des trois cas prévus par la norme ci-après, peuvent être évalués à la juste valeur par résultat sur option : émissions hybrides comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés séparables, réduction ou élimination de distorsion de traitement comptable ou groupes de passifs financiers gérés et dont la performance est évaluée à la juste valeur.

Cette option est irrévocable et s'applique obligatoirement à la date de comptabilisation initiale de l'instrument.

Lors des évaluations ultérieures, ces passifs financiers sont évalués à la juste valeur en contrepartie du résultat pour les variations de juste valeur non liées au risque de crédit propre et en contrepartie des capitaux propres non recyclables pour les variations de valeur liées au risque de crédit propre sauf si cela aggrave la non-concordance comptable (auquel cas les variations de valeur liées au risque de crédit propre sont enregistrées en résultat, comme prévu par la norme).

##### – Passifs financiers évalués au coût amorti

Tous les autres passifs répondant à la définition d'un passif financier (hors dérivé) sont évalués au coût amorti.

Ces passifs sont enregistrés en juste valeur à l'origine (produits et coûts de transaction inclus) puis sont comptabilisés ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

#### — Reclassement de passifs financiers

Le classement initial des passifs financiers est irrévocable. Aucun reclassement ultérieur n'est autorisé.

#### — Distinction dettes – capitaux propres

La distinction entre instruments de dette et instruments de capitaux propres est fondée sur une analyse de la substance des dispositifs contractuels.

Un passif financier est un instrument de dette s'il inclut une obligation contractuelle :

- de remettre à une autre entité de la trésorerie, un autre actif financier ou un nombre variable d'instruments de capitaux propres ; ou
- d'échanger des actifs et des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables.

Un instrument de capitaux propres est un instrument financier non remboursable qui offre une rémunération discrétionnaire mettant en évidence un intérêt résiduel dans une entreprise après déduction de tous ses passifs financiers (actif net) et qui n'est pas qualifié d'instrument de dette.

— Décomptabilisation et modification des passifs financiers

Un passif financier est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsqu'il arrive à extinction ; ou
- lorsque les analyses quantitative ou qualitative concluent qu'il a été substantiellement modifié en cas de restructuration.

Une modification substantielle d'un passif financier existant doit être enregistré comme une extinction du passif financier initial et la comptabilisation d'un nouveau passif financier (la novation). Tout différentiel entre la valeur comptable du passif éteint et du nouveau passif sera enregistré immédiatement au compte de résultat.

Si le passif financier n'est pas décomptabilisé, le TIE d'origine est maintenu. Une décote / surcote est constatée immédiatement au compte de résultat en date de modification puis fait l'objet d'un étalement au TIE d'origine sur la durée de vie résiduelle de l'instrument.

Intérêts négatifs sur actifs et passifs financiers

Conformément à la décision de l'IFRS IC de janvier 2015, les produits d'intérêt négatifs (charges) sur actifs financiers ne répondant pas à la définition d'un revenu au sens d'IFRS 15 sont comptabilisés en charges d'intérêts en compte de résultat, et non en réduction du produit d'intérêts. Il en est de même pour les charges d'intérêts négatives (produits) sur passifs financiers.

Dépréciation/provisionnement pour risque de crédit

— Champ d'application

Conformément à IFRS 9, CACEIS comptabilise une correction de valeur au titre des pertes de crédit attendues (« Expected Credit Losses » ou « ECL ») sur les encours suivants :

- les actifs financiers d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables (prêts et créances, titres de dette) ;
- les engagements de financement qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- les engagements de garantie relevant d'IFRS 9 et qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- les créances locatives relevant de la norme IFRS 16 ; et
- les créances commerciales générées par des transactions de la norme IFRS 15.

Les instruments de capitaux propres (à la juste valeur par résultat ou à la juste valeur par OCI non recyclables) ne sont pas concernés par les dispositions en matière de dépréciation.

Les instruments dérivés et les autres instruments financiers évalués à la juste valeur par résultat font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie qui n'est pas visé par le modèle ECL. Ce calcul est décrit dans le chapitre 5 « Risque et Pilier 3 » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.

— Risque de crédit et étapes de dépréciation/provisionnement

Le risque de crédit se définit comme le risque de pertes lié au défaut d'une contrepartie entraînant son incapacité à faire face à ses engagements vis-à-vis du Groupe.

Le processus de provisionnement du risque de crédit distingue trois étapes (Stages) :

- 1<sup>ère</sup> étape (Stage 1) : dès la comptabilisation initiale de l'instrument financier (crédit, titre de dette, garantie ...), CACEIS comptabilise les pertes de crédit attendues sur 12 mois ;
- 2<sup>ème</sup> étape (Stage 2) : si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, CACEIS comptabilise les pertes attendues à maturité ;
- 3<sup>ème</sup> étape (Stage 3) : dès lors qu'un ou plusieurs événements de défaut sont intervenus sur la transaction ou sur la contrepartie en ayant un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés, CACEIS comptabilise une perte de crédit avérée à maturité. Par la suite, si les conditions de classement des instruments financiers en Stage 3 ne sont plus respectées, les instruments financiers sont reclassés en Stage 2, puis en Stage 1 en fonction de l'amélioration ultérieure de la qualité de risque de crédit.

– Définition du défaut

La définition du défaut pour les besoins du provisionnement ECL est identique à celle utilisée en gestion et pour les calculs de ratios réglementaires. Ainsi, un débiteur est considéré en situation de défaut, lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;

- CACEIS estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours en défaut (Stage 3) est dit déprécié lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de cet actif financier. Les indications de dépréciation d'un actif financier englobent les données observables au sujet des événements suivants :

- des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- l'octroi, par le ou les prêteurs à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- la probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- la disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- l'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Il n'est pas nécessairement possible d'isoler un événement en particulier, la dépréciation de l'actif financier pouvant résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

La contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation (90 jours) qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation de défaut (appréciation par la Direction des Risques).

— La notion de perte de crédit attendue « ECL »

L'ECL se définit comme la valeur probable espérée pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

— Gouvernance et mesure des ECL

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres IFRS 9 s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif Bâlois. La Direction des Risques du Groupe est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de provisionnement des encours.

Le Groupe s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus Bâlois actuels pour générer les paramètres IFRS 9 nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, doivent être retenues.

La formule de calcul intègre les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Ces calculs s'appuient largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des retraitements pour déterminer une ECL économique. La norme IFRS 9 préconise une analyse en date d'arrêt (Point in Time) tout en tenant compte de données de pertes historiques et des données prospectives macro-économiques (Forward Looking), alors que la vue prudentielle s'analyse à travers le cycle (Through The Cycle) pour la probabilité de défaut (PD) et en bas de cycle (Downturn) pour la perte en cas de défaut.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les floors qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut (« Loss Given Default » ou « LGD »).

Les modalités de calcul de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : instruments financiers et instruments hors bilan.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir (Stage 1) sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie (Stage 2 et 3), et elles représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'instrument financier est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les douze mois. Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'instrument financier.

Les modalités de mesure des ECL tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que CACEIS ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties. Conformément à la norme IFRS 9, la prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Le backtesting des modèles et paramètres utilisés est réalisé a minima à fréquence annuelle.

Les données macro-économiques prospectives (Forward Looking) sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- au niveau du Groupe dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du Forward Looking dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;
- au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles.

#### — Dégradation significative du risque de crédit

Toutes les entités du Groupe doivent apprécier, pour chaque instrument financier, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêté. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (Stages).

Afin d'apprécier la dégradation significative, le Groupe prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- un premier niveau dépendant de règles et de critères relatifs et absolus Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe (Forward Looking Central) ;
- un second niveau lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre du Forward Looking local, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement en Stage 2 (basculer de portefeuille ou sous-portefeuille d'ECL à 12 mois en ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque instrument financier. Aucune contagion n'est requise pour le passage de Stage 1 à Stage 2 des instruments financiers d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

L'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit au titre du premier niveau défini ci-dessus pour les encours avec un modèle de notation repose sur les deux critères suivants :

##### 1. Critère relatif

Pour apprécier le caractère significatif de la dégradation relative du risque de crédit, des seuils sont calibrés régulièrement en fonction des probabilités de défaut à maturité qui incluent l'information prospective en date de clôture et en date de comptabilisation initiale.

Ainsi, un instrument financier est classé en Stage 2, si le ratio entre la probabilité de défaut de l'instrument en date de clôture d'une part et celle en date de comptabilisation initiale d'autre part est supérieur au seuil multiplicatif défini par le Groupe.

Ces seuils sont déterminés par portefeuille homogène d'instruments financiers en s'appuyant sur la segmentation du dispositif prudentiel de gestion des risques.

Le Groupe décline également systématiquement en Stage 2 dès lors que la probabilité de défaut à date est supérieure à 3 fois la probabilité de défaut à l'origine et si la probabilité de défaut à date est supérieure à 0,3 %.

Ce critère en variation relative est complété par un critère en variation absolue de la probabilité de défaut de +30bps. Lorsque la probabilité de défaut à un an est inférieure 0,3 %, le risque de crédit est considéré « non significatif ».

##### 2. Critère absolu

- Compte tenu des pratiques de gestion du risque de crédit du groupe Crédit Agricole, quand la probabilité de défaut à 1 an en date de clôture est supérieure à 15 % pour la clientèle de détail et 12 % pour la grande clientèle, la dégradation du risque est considérée comme significative et l'instrument financier classé en Stage 2.
- Le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil de dégradation significative et de classement en Stage 2
- L'instrument financier est classé en Stage 2 en cas de restructuration en raison de difficultés financières.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en Stage 2.

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (Stage 1).

Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- le type d'instrument ;
- la note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- le type de garantie ;
- la date de comptabilisation initiale ;

- la durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- le secteur d'activité ;
- l'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- la valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- le circuit de distribution, l'objet du financement, ...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, ...).

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur une base de portefeuille homogène peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Pour les titres, CACEIS utilise l'approche qui consiste à appliquer un niveau absolu de risque de crédit, conformément à IFRS 9, en deçà duquel les expositions seront classées en Stage 1 et provisionnées sur la base d'un ECL à 12 mois. Ainsi, les règles suivantes s'appliqueront pour le suivi de la dégradation significative des titres :

- les titres notés " Investment Grade ", en date d'arrêté, seront classés en Stage 1 et provisionnés sur la base d'une ECL à 12 mois ;
- les titres notés " Non-Investment Grade " (NIG), en date d'arrêté, devront faire l'objet d'un suivi de la dégradation significative, depuis l'origine, et être classés en Stage 2 (ECL à maturité) en cas de dégradation significative du risque de crédit.

La détérioration relative doit être appréciée en amont de la survenance d'une défaillance avérée (Stage 3).

#### — Restructurations pour cause de difficultés financières

Les instruments de dette restructurés pour difficultés financières sont ceux pour lesquels CACEIS a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, maturité, etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi, ils concernent tous les instruments de dette, quelle que soit la catégorie de classement de l'instrument de dette en fonction de la dégradation du risque de crédit observée depuis la comptabilisation initiale.

Conformément à la définition de l'ABE (Autorité Bancaire Européenne) précisée dans le chapitre « Gestion des risques » Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A., les restructurations de créances pour difficultés financières du débiteur correspondent à l'ensemble des modifications apportées à un ou à des contrats de crédit à ce titre, ainsi qu'aux refinancements accordés en raison des difficultés financières rencontrées par le client.

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- Des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- Un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Par « modification de contrat », sont visées par exemple les situations dans lesquelles :

- Il existe une différence en faveur de l'emprunteur entre le contrat modifié et les conditions antérieures au contrat ;
- Les modifications apportées au contrat conduisent à des conditions plus favorables pour l'emprunteur concerné que ce qu'auraient pu obtenir, au même moment, d'autres emprunteurs de la banque ayant un profil de risque similaire.

Par « refinancement », sont visées les situations dans lesquelles une dette nouvelle est accordée au client pour lui permettre de rembourser totalement ou partiellement une autre dette dont il ne peut assumer les conditions contractuelles en raison de sa situation financière.

Une restructuration de prêt (sain ou en défaut) indique une présomption d'existence d'un risque de perte avérée (Stage 3).

La nécessité de constituer une dépréciation sur l'exposition restructurée doit donc être analysée en conséquence (une restructuration n'entraîne pas systématiquement la constitution de dépréciation pour perte avérée et un classement en défaut).

La qualification de « créance restructurée » est temporaire.

Dès lors que l'opération de restructuration au sens de l'ABE a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de « restructurée » pendant une période minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements (nouveaux incidents par exemple).

En l'absence de décomptabilisation liée à ce type d'événement, la réduction des flux futurs accordée à la contrepartie ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration donne lieu à l'enregistrement d'une décote en coût du risque.

Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisé au taux effectif d'origine.

Elle est égale à l'écart constaté entre :

- La valeur comptable de la créance ;
- Et la somme des flux futurs de trésorerie théoriques du prêt « restructurés », actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

En cas d'abandon d'une partie du capital, ce montant constitue une perte à enregistrer immédiatement en coût du risque.

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque.

Lors de la reprise de la décote, la part due à l'effet de l'écoulement du temps est enregistrée en « Produit Net Bancaire ».

#### — Irrécouvrabilité

Lorsqu'une créance est jugée irrécouvrable, c'est-à-dire qu'il n'y a plus d'espoir de la récupérer en tout ou partie, il convient de décomptabiliser du bilan et de passer en perte le montant jugé irrécouvrable.

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'expert. Chaque entité doit donc le fixer, avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité. Avant tout passage en perte, une dépréciation en Stage 3 aura dû être constituée (à l'exception des actifs à la juste valeur par résultat).

Pour les crédits au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant passé en perte est enregistré en coût du risque pour le nominal, en Produit Net bancaire (PNB) pour les intérêts.

### Instruments financiers dérivés

#### — Classement et évaluation

Les instruments dérivés sont des actifs ou des passifs financiers classés par défaut en instruments dérivés détenus à des fins de transaction sauf à pouvoir être qualifiés d'instruments dérivés de couverture.

Ils sont enregistrés au bilan pour leur juste valeur initiale à la date de négociation.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur.

A chaque arrêté comptable, la contrepartie des variations de juste valeur des dérivés au bilan est enregistrée :

- en résultat s'il s'agit d'instruments dérivés détenus à des fins de transaction ou de couverture de juste valeur ;
- en capitaux propres recyclables s'il s'agit d'instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie ou d'un investissement net dans une activité à l'étranger, pour la part efficace de la couverture.

#### — La comptabilité de couverture

##### - Cadre général

Conformément à la décision du Groupe, CACEIS n'applique pas le volet « comptabilité de couverture » d'IFRS 9 suivant l'option offerte par la norme. L'ensemble des relations de couverture reste documenté selon les règles de la norme IAS 39, et ce au plus tard jusqu'à la date d'application du texte sur la macro-couverture lorsqu'il sera adopté par l'Union européenne. Néanmoins, l'éligibilité des instruments financiers à la comptabilité de couverture selon IAS 39 prend en compte les principes de classement et d'évaluation des instruments financiers de la norme IFRS 9.

Sous IFRS 9, et compte-tenu des principes de couverture d'IAS 39, sont éligibles à la couverture de juste valeur et à la couverture de flux de trésorerie, les instruments de dette au coût amorti et à la juste valeur par capitaux propres recyclables.

##### - Documentation

Les relations de couverture doivent respecter les principes suivants :

- la couverture de juste valeur a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme non comptabilisé, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut affecter le résultat (par exemple, couverture de tout ou partie des variations de juste valeur dues au risque de taux d'intérêt d'une dette à taux fixe) ;
- la couverture de flux de trésorerie a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de flux de trésorerie futurs d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'une transaction prévue hautement probable, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut ou pourrait (dans le cas d'une transaction prévue mais non réalisée) affecter le résultat (par exemple, couverture des variations de tout ou partie des paiements d'intérêts futurs sur une dette à taux variable) ;
- la couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger a pour objet de se prémunir contre le risque de variation défavorable de la juste valeur liée au risque de change d'un investissement réalisé à l'étranger dans une monnaie autre que l'euro, monnaie de présentation de CACEIS.

Dans le cadre d'une intention de couverture, les conditions suivantes doivent également être respectées afin de bénéficier de la comptabilité de couverture :

- éligibilité de l'instrument de couverture et de l'instrument couvert ;

- documentation formalisée dès l'origine, incluant notamment la désignation individuelle et les caractéristiques de l'élément couvert, de l'instrument de couverture, la nature de la relation de couverture et la nature du risque couvert ;
- démonstration de l'efficacité de la couverture, à l'origine et rétrospectivement, à travers des tests effectués à chaque arrêté.

Pour les couvertures d'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'actifs financiers ou de passifs financiers, le groupe CACEIS privilégie une documentation de couverture en juste valeur telle que permise par la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne (version dite carve out). Notamment :

- le Groupe documente ces relations de couverture sur la base d'une position brute d'instruments dérivés et d'éléments couverts ;
- la justification de l'efficacité de ces relations de couverture s'effectue par le biais d'échéanciers.

#### — Evaluation

L'enregistrement comptable de la réévaluation du dérivé à sa juste valeur se fait de la façon suivante :

- Couverture de juste valeur : la réévaluation du dérivé et la réévaluation de l'élément couvert à hauteur du risque couvert sont inscrites symétriquement en résultat. Il n'apparaît, en net en résultat, que l'éventuelle inefficacité de la couverture ;
- Couverture de flux de trésorerie : la réévaluation du dérivé, hors intérêts courus et échus, est portée au bilan en contrepartie d'un compte spécifique de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables pour la partie efficace et la partie inefficace de la couverture est, le cas échéant, enregistrée en résultat. Les profits ou pertes sur le dérivé accumulés en capitaux propres sont ensuite recyclés en résultat au moment où les flux couverts se réalisent ;
- Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger : la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte d'écarts de conversion en capitaux propres recyclables et la partie inefficace de la couverture est enregistrée en résultat.

Lorsque les conditions ne sont plus respectées pour bénéficier de la comptabilité de couverture, le traitement comptable qui suit doit être appliqué prospectivement, sauf en cas de disparition de l'élément couvert :

- Couverture de juste valeur : seul l'instrument dérivé continue à être réévalué en contrepartie du résultat. L'élément couvert est intégralement comptabilisé conformément à son classement. Pour les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, les variations de juste valeur postérieures à l'arrêt de la relation de couverture, sont enregistrées en capitaux propres en totalité. Pour les éléments couverts évalués au coût amorti, qui étaient couverts en taux, le stock d'écart de réévaluation est amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;
- Couverture de flux de trésorerie : l'instrument de couverture est valorisé à la juste valeur par résultat. Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres jusqu'à ce que les flux couverts de l'élément couvert affectent le résultat. Pour les éléments qui étaient couverts en taux, le résultat est affecté au fur et à mesure du versement des intérêts. Le stock d'écart de réévaluation est en pratique amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;
- Couverture d'investissement net à l'étranger : Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres tant que l'investissement net est détenu. Le résultat est constaté lorsque l'investissement net à l'étranger sort du périmètre de consolidation.

#### — Dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride qui répond à la définition d'un produit dérivé. Cette désignation s'applique uniquement aux passifs financiers et aux contrats non financiers. Le dérivé incorporé doit être comptabilisé séparément du contrat hôte si les trois conditions suivantes sont remplies :

- le contrat hybride n'est pas évalué à la juste valeur par résultat ;
- séparé du contrat hôte, l'élément incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé ;
- les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celles du contrat hôte.

#### Détermination de la juste valeur des instruments financiers

La juste valeur des instruments financiers est déterminée en maximisant le recours aux données d'entrée observables. Elle est présentée selon la hiérarchie définie par IFRS 13.

IFRS 13 définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

La juste valeur s'applique à chaque actif financier ou passif financier à titre individuel. Par exception, elle peut être estimée par portefeuille, si la stratégie de gestion et de suivi des risques le permet et fait l'objet d'une documentation appropriée.



Ainsi, certains paramètres de la juste valeur sont calculés sur une base nette lorsqu'un groupe d'actifs financiers et de passifs financiers est géré sur la base de son exposition nette aux risques de marché ou de crédit.

CACEIS considère que la meilleure indication de la juste valeur est la référence aux cotations publiées sur un marché actif. En l'absence de telles cotations, la juste valeur est déterminée par l'application de techniques d'évaluation qui maximisent l'utilisation des données observables pertinentes et minimisent celle des données non observables.

Lorsqu'une dette est évaluée à la juste valeur par résultat (par nature ou sur option), la juste valeur tient compte du risque de crédit propre de l'émetteur.

#### — Hiérarchie de la juste valeur

La norme classe les justes valeurs selon trois niveaux en fonction de l'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation.

##### – Niveau 1 : justes valeurs correspondant à des cours (non ajustés) sur des marchés actifs

Sont présentés en niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques auxquels CACEIS peut avoir accès à la date d'évaluation. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif, des parts de fonds d'investissement cotées sur un marché actif et des dérivés contractés sur un marché organisé, notamment les futures.

Un marché est considéré comme actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles ayant cours régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Sur les actifs et passifs financiers présentant des risques de marché qui se compensent, CACEIS retient des cours mid-price comme base de l'établissement de la juste valeur de ces positions. Pour les positions nettes vendeuses, les valeurs de marché retenues sont celles aux cours acheteurs et pour les positions nettes acheteuses, il s'agit des cours vendeurs.

##### – Niveau 2 : justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1

Ces données sont directement observables (à savoir des prix) ou indirectement observables (données dérivées de prix) et répondent généralement aux caractéristiques suivantes : il s'agit de données qui ne sont pas propres à CACEIS, qui sont disponibles / accessibles publiquement et fondées sur un consensus de marché.

Sont présentés en niveau 2 :

- les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs, le modèle de Black & Scholes) et fondée sur des données de marché observables ;
- les instruments négociés de gré à gré pour lesquels la valorisation est faite à l'aide de modèles qui utilisent des données de marchés observables, c'est-à-dire qui peuvent être obtenues à partir de plusieurs sources externes, indépendantes des sources internes et ce de façon régulière. Par exemple, la juste valeur des swaps de taux d'intérêt est généralement déterminée à l'aide de courbes de taux fondées sur les taux d'intérêt du marché observés à la date d'arrêt.

Lorsque CACEIS utilise des modèles standards, et sur des paramètres de marchés observables (tels que les courbes de taux ou les nappes de volatilité implicite), la marge à l'origine dégagée sur les instruments ainsi valorisés est constatée en compte de résultat dès l'initiation.

Niveau 3 : justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité

La détermination de la juste valeur de certains instruments complexes de marché, non traités sur un marché actif repose sur des techniques de valorisation utilisant des hypothèses qui ne sont pas étayées par des données observables sur le marché pour le même instrument. Ces produits sont présentés en niveau 3.

Il s'agit pour l'essentiel de produits complexes de taux, de dérivés actions et de produits structurés de crédit dont la valorisation requiert, par exemple, des paramètres de corrélation ou de volatilité non directement comparables à des données de marché.

Le prix de transaction à l'origine est réputé refléter la valeur de marché et la reconnaissance de la marge initiale est différée.

La marge dégagée sur ces instruments financiers structurés est généralement constatée en résultat par étalement sur la durée pendant laquelle les paramètres sont jugés inobservables. Lorsque les données de marché deviennent « observables », la marge restant à étaler est immédiatement reconnue en résultat.

Les méthodologies et modèles de valorisation des instruments financiers présentés en niveau 2 et niveau 3 intègrent l'ensemble des facteurs que les acteurs du marché utilisent pour calculer un prix. Ils doivent être au préalable validés par un contrôle indépendant. La détermination des justes valeurs de ces instruments tient compte notamment du risque de liquidité et du risque de contrepartie.

#### Compensation des actifs et passifs financiers

Conformément à la norme IAS 32, CACEIS compense un actif et un passif financier et présente un solde net si et seulement si elle a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et le passif simultanément.

Les instruments dérivés et les opérations de pension traités avec des chambres de compensation dont les principes de fonctionnement répondent aux deux critères requis par la norme IAS 32 font l'objet d'une compensation au bilan.

#### Gains ou pertes nets sur instruments financiers

- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat  
Pour les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :
  - les dividendes et autres revenus provenant d'actions et autres titres à revenu variable classés dans les actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
  - les variations de juste valeur des actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat ;
  - les plus et moins-values de cession réalisées sur des actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
  - les variations de juste valeur et les résultats de cession ou de rupture des instruments dérivés n'entrant pas dans une relation de couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie.Ce poste comprend également l'inefficacité résultant des opérations de couverture.
- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres  
Pour les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur en capitaux propres, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :
  - les dividendes provenant d'instruments de capitaux propres classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres non recyclables ;
  - les plus et moins-values de cession ainsi que les résultats liés à la rupture de la relation de couverture sur les instruments de dette classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
  - les résultats de cession ou de rupture des instruments de couverture de juste valeur des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres lorsque l'élément couvert est cédé.

#### Engagements de financement et garanties financières donnés

Les engagements de financement qui ne sont pas désignés comme actifs à la juste valeur par résultat ou qui ne sont pas considérés comme des instruments dérivés au sens de la norme IFRS 9 ne figurent pas au bilan. Ils font toutefois l'objet de provisions pour risque de crédit conformément aux dispositions de la norme IFRS 9.

Un contrat de garantie financière est un contrat qui impose à l'émetteur d'effectuer des paiements spécifiés pour rembourser son titulaire d'une perte qu'il subit en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié qui n'effectue pas un paiement à l'échéance selon les conditions initiales ou modifiées d'un instrument de dette.

Les contrats de garantie financière sont évalués initialement à la juste valeur puis ultérieurement au montant le plus élevé entre :

- le montant de la correction de valeur pour pertes déterminée selon les dispositions de la norme IFRS 9, chapitre « Dépréciation » ; ou
- le montant initialement comptabilisé diminué, s'il y a lieu, du cumul des produits comptabilisés selon les principes d'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients ».

#### **Provisions (dont IAS 37)**

CACEIS identifie les obligations (juridiques ou implicites), résultant d'un événement passé, dont il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour les régler, dont l'échéance ou le montant sont incertains mais dont l'estimation peut être déterminée de manière fiable. Ces estimations sont le cas échéant actualisées dès lors que l'effet est significatif. Au titre des obligations autres que celles liées au risque de crédit, CACEIS a constitué des provisions qui couvrent notamment :

- Les risques opérationnels ;
- Les avantages au personnel ;
- Les risques d'exécution des engagements par signature ;

- Les litiges et garanties de passif ;
- Les risques fiscaux (hors impôt sur le résultat) ;

L'évaluation des provisions suivantes peut également faire l'objet d'estimations :

- La provision pour risques opérationnels, pour lesquels un recensement des risques avérés, et une appréciation par la Direction de la fréquence de l'incident et le montant de l'impact financier potentiel sont pris en compte.
- Les provisions pour risques juridiques qui résultent de la meilleure appréciation de la Direction, compte tenu des éléments en sa possession à la date d'arrêté des comptes.

Des informations détaillées sont fournies en note 6.15 « Provisions ».

### **Avantages au personnel (IAS 19)**

Les avantages au personnel, selon la norme IAS 19, se regroupent en quatre catégories :

- Les avantages à court terme
- Les avantages postérieurs à l'emploi, classés eux-mêmes en deux catégories décrites ci-après : les régimes à prestations définies et les régimes à cotisations définies.
- Les autres avantages à long terme (médailles du travail, primes et rémunérations payables douze mois ou plus à la clôture de l'exercice) ;
- Les indemnités de cessation d'emploi.

#### Avantages à court terme

Les avantages à court terme sont ceux accordés aux salariés pendant leur période d'activité, et dont on s'attend à ce qu'ils soient réglés intégralement dans les 12 mois suivant l'exercice au cours duquel les services ont été rendus, tels que les salaires, les primes, les congés annuels rémunérés, les charges sociales et fiscales afférentes, ainsi que la participation et l'intéressement des salariés.

#### Avantages postérieurs à l'emploi

- Régimes à prestations définies

CACEIS détermine à chaque arrêté ses engagements de retraite et avantages similaires ainsi que l'ensemble des avantages sociaux accordés au personnel et relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Conformément à la norme IAS 19, ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques, et selon la méthode dite des Unités de Crédit Projetées. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraites et avantages sociaux futurs sont établis en se fondant sur des hypothèses de taux d'actualisation, de taux de rotation du personnel ou d'évolution des salaires et charges sociales élaborées par la Direction. (cf. note 7.4 « Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies »). Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de turnover. Le sous-jacent utilisé est le taux d'actualisation par référence à l'indice iBoxx AA.

Conformément à la norme IAS 19, CACEIS impute la totalité des écarts actuariels constatés en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables. Les écarts actuariels sont constitués des ajustements liés à l'expérience (différence entre ce qui a été estimé et ce qui s'est produit) et de l'effet des changements apportés aux hypothèses actuarielles.

Le rendement attendu des actifs de régimes est déterminé sur la base des taux d'actualisation retenus pour évaluer l'obligation au titre de prestations définies. La différence entre le rendement attendu et le rendement réel des actifs de régimes est constatée en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables.

Le montant de la provision est égal à :

- La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par la norme IAS 19 ;
- Diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs alloués à la couverture de ces engagements. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une police d'assurance correspondant exactement, par son montant et sa période, à tout ou partie des prestations payables en vertu du régime, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

- Régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant

aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, CACEIS n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé qui constituent des charges de l'exercice.

#### Autres avantages à long terme

Les autres avantages à long terme sont les avantages à verser aux salariés, autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrats, mais non intégralement dus dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lesquels les services correspondants ont été rendus.

Sont notamment concernés les bonus et autres rémunérations différés versés douze mois ou plus après la fin de l'exercice au cours duquel ils ont été acquis, mais qui ne sont pas indexés sur des actions.

La méthode d'évaluation est similaire à celle utilisée par le Groupe pour les avantages postérieurs à l'emploi relevant de la catégorie de régimes à prestations définies.

#### Indemnités de cessation d'emploi

Les « indemnités de cessation d'emploi » résultent, soit de la décision de mettre fin à l'emploi du salarié avant l'âge normal de départ à la retraite, soit de la décision de ce dernier d'accepter les indemnités offertes par l'entité en échange de la cessation de son emploi (offre faite aux salariés visant à encourager les départs volontaires).

### **Paiements fondés sur des actions (IFRS 2)**

La norme IFRS 2 Paiements fondés sur des actions impose l'évaluation des transactions rémunérées par paiements en actions et assimilés dans les résultats et au bilan de l'entreprise. Cette norme s'applique aux transactions effectuées avec les salariés et plus précisément :

- Aux transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en instruments de capitaux propres ;
- Aux transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie.

Les plans de paiements fondés sur des actions initiés par le Groupe Crédit Agricole S.A. éligibles à la norme IFRS 2 sont principalement du type de ceux dont le dénouement est réalisé par attribution d'instruments de capitaux propres (stock-options, attribution d'actions gratuites, rémunérations variables versées en cash indexé ou en actions, etc.).

Aucun plan de stock-options n'a été octroyé aux salariés du groupe CACEIS.

Les souscriptions d'actions proposées aux salariés dans le cadre du plan d'épargne entreprise relèvent également des dispositions de la norme IFRS 2. Les actions sont proposées avec une décote. Ces plans ne comportent pas de période d'acquisition des droits mais sont grevés d'une période d'incessibilité de cinq ans. L'avantage consenti aux salariés se mesure comme étant la différence entre la juste valeur de l'action acquise en date d'attribution et le prix d'acquisition payé par le salarié à la date de souscription multipliée par le nombre d'actions souscrites. Cet avantage ne tient pas compte d'une décote d'incessibilité.

La charge relative aux plans d'attribution d'actions dénoués par instruments de capitaux propres de Crédit agricole S.A. L'impact s'inscrit en charge de personnel en contrepartie d'une augmentation des Réserves consolidées part du Groupe. La charge relative aux plans d'attribution d'actions dénoués en trésorerie est comptabilisée dans les comptes des entités employeur des bénéficiaires de plans en charge de rémunération et étalée linéairement sur la période d'acquisition des droits, avec une contrepartie en dette vis-à-vis du personnel. Cette dette est réévaluée par résultat périodiquement jusqu'à la date de règlement. Ce principe de comptabilisation s'applique notamment aux plans de rémunération variable versée en cash indexé sur le cours de l'action.

### **Impôts sur le résultat (IAS12)**

Conformément à la norme IAS 12, l'impôt sur le résultat comprend tous les impôts assis sur le résultat, qu'ils soient exigibles ou différés.

Pour rappel, IAS 12 impose que les passifs et actifs d'impôts exigibles et différés doivent être évalués en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés. En France, un texte est quasi adopté après le vote favorable de l'Assemblée nationale et du Sénat et après approbation du Conseil constitutionnel ou dès que le délai de saisine du Conseil constitutionnel a expiré.

Lundi 2 décembre 2024, la responsabilité du gouvernement français a été engagée par le déclenchement de l'article 49.3 de la Constitution concernant le Projet de Loi de Finances de la Sécurité Sociale 2025. Mercredi 4 décembre 2024, une des motions de censure déposées a été adoptée, aboutissant à la démission du gouvernement et à la suspension des travaux de l'Assemblée nationale, notamment la Loi de Finance 2025 qui prévoyait initialement des contributions exceptionnelles additionnelles à l'impôt sur les Sociétés.

À la suite de ces événements et à ce stade, les différentes options au niveau législatif possibles conduisent à reconduire le budget 2024 en 2025 dans l'attente de discussions législatives.

Ainsi à date, il convient alors de considérer un maintien du taux d'IS à 25,83 % (conformément au budget 2024) pour l'évaluation des passifs et actifs d'impôts exigibles et différés au 31 décembre 2024.

### Impôts exigibles

La norme IAS 12 définit l'impôt exigible comme « le montant des impôts sur le bénéfice payables (récupérables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'une période ». Le bénéfice imposable est le bénéfice (ou la perte) d'un exercice déterminé selon les règles établies par les administrations fiscales et sur la base desquelles l'impôt sur le résultat doit être payé (recouvré).

Les taux et règles applicables pour déterminer la charge d'impôt exigible sont ceux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du Groupe.

L'impôt exigible concerne tout impôt sur le résultat, dû ou à recevoir, et dont le paiement n'est pas subordonné à la réalisation d'opérations futures, même si le règlement est étalé sur plusieurs exercices.

L'impôt exigible, tant qu'il n'est pas payé, doit être comptabilisé en tant que passif. Si le montant déjà payé au titre de l'exercice et des exercices précédents excède le montant dû pour ces exercices, l'excédent doit être comptabilisé en tant qu'actif.

Les crédits d'impôts sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique « Impôts sur les bénéfices » du compte de résultat.

### Impôts différés

Certaines opérations réalisées par CACEIS peuvent générer des impôts sur le résultat payables ou recouvrables au cours de périodes futures. Les différences entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif et sa base fiscale sont qualifiées par la norme IAS 12 de différences temporelles.

La norme impose la comptabilisation d'impôts différés dans les cas suivants :

- Un passif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, sauf dans la mesure où le passif d'impôt différé est généré par :
  - La comptabilisation initiale de l'écart d'acquisition ;
  - La comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale) à la date de la transaction.
- Un actif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, dans la mesure où il est jugé probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible.
- Un actif d'impôt différé doit également être comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

Le calcul des impôts différés tient compte des taux d'impôts de chaque pays et ne doit pas faire l'objet d'une actualisation.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si, et seulement si :

- CACEIS a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible ; et
- Les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale, soit sur la même entité imposable, soit sur les entités imposables différentes, qui ont l'intention, soit de régler les passifs et actifs d'impôts exigibles sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément, lors de chaque exercice futur au cours duquel on s'attend à ce que des montants importants d'actifs ou de passifs d'impôts différés soient réglés ou récupérés.

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés dans le résultat net de l'exercice sauf dans la mesure où l'impôt est généré :

- Soit par une transaction ou un événement qui est comptabilisé directement en capitaux propres, dans le même exercice ou un exercice différent, auquel cas il est directement débité ou crédité dans les capitaux propres ;
- Soit par un regroupement d'entreprises.

#### « Plus-values sur titres »

Les plus-values latentes sur titres, lorsqu'elles sont taxables, ne génèrent pas de différences temporelles imposables entre la valeur comptable à l'actif et la base fiscale. Elles ne donnent donc pas lieu à constatation d'impôts différés. A noter : Lorsque les titres concernés sont classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, les plus et moins-values latentes sont comptabilisées en contrepartie des capitaux propres. Aussi, par symétrie, la charge d'impôt ou l'économie d'impôt réel supportée par CACEIS au titre de ces plus-values ou moins-values latentes est reclassée en déduction des capitaux propres.

En France, les plus-values sur les titres de participation, tels que définis par le Code général des impôts, et relevant du régime fiscal du long terme, sont exonérées d'impôts sur les sociétés (à l'exception d'une quote-part de frais, taxée au taux de droit commun). Aussi, les plus-values latentes constatées à la clôture de l'exercice génèrent-elles une différence temporelle donnant lieu à la constatation d'impôts différés à hauteur de cette quote-part de frais.

## « Contrats de location IFRS 16 »

Dans le cadre des contrats de location IFRS 16, un impôt différé passif est comptabilisé sur le droit d'utilisation et un impôt différé actif sur la dette locative pour les contrats de location dont le Groupe est preneur.

Risques fiscaux

Les risques fiscaux portant sur l'impôt sur le résultat donnent lieu à la comptabilisation d'une créance ou d'une dette d'impôt lorsque la probabilité de recevoir l'actif ou de payer le passif est jugée plus probable qu'improbable. Ces risques sont par ailleurs pris en compte dans l'évaluation des actifs et passifs d'impôts courants et différés.

L'interprétation IFRIC 23 portant sur l'évaluation des positions fiscales incertaines s'applique dès lors qu'une entité a identifié une ou des incertitudes à propos de positions fiscales prises concernant ses impôts sur le résultat. Elle apporte également des précisions sur leurs estimations :

- L'analyse doit être fondée sur une détection à 100 % de l'administration fiscale ;
- Le risque fiscal doit être comptabilisé au passif dès lors qu'il est plus probable qu'improbable que les autorités fiscales remettent en cause le traitement retenu, pour un montant reflétant la meilleure estimation de la Direction ;
- En cas de probabilité supérieure à 50 % de remboursement par l'administration fiscale, une créance doit être comptabilisée.

**Traitement des immobilisations (IAS 16, 36, 38, 40)**

CACEIS applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de la norme IAS 16, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition, diminué des dépréciations éventuelles.

Les immeubles d'exploitation, ainsi que le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constituées depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Outre les logiciels, les immobilisations incorporelles comprennent principalement les actifs acquis lors de regroupements d'entreprises résultant de droits contractuels (accord de distribution par exemple). Ceux-ci ont été évalués en fonction des avantages économiques futurs correspondants ou du potentiel des services attendus.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

Le groupe Crédit Agricole applique la comptabilisation des immobilisations corporelles et incorporelles par composants.

Les composants et durées d'amortissement sont adaptés à la nature de la construction et la localisation et sont définis comme suit :

Composant	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	30 à 80 ans
Second œuvre	8 à 40 ans
Installations techniques	5 à 25 ans
Agencements	5 à 15 ans
Matériel informatique	4 à 7 ans
Matériel spécialisé	4 à 5 ans

De la même façon, on retient à titre d'exemple, les durées suivantes généralement pratiquées par les différents types d'immobilisations incorporelles :

Catégorie d'immobilisation	Durée d'amortissement
Brevet, licences	5 ans
Logiciels	3 à 5 ans

**Opérations en devises (IAS 21)**

En date de clôture, les actifs et passifs libellés en monnaie étrangère sont convertis en euros, monnaie fonctionnelle du groupe Crédit Agricole.

En application de la norme IAS 21, une distinction est effectuée entre les éléments monétaires (ex : instruments de dette) et non monétaires (ex : instruments de capitaux propres).

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de change de clôture. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Cette règle comporte trois exceptions :

- Sur les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti est comptabilisée en résultat ; le complément est enregistré en capitaux propres recyclables ;
- Sur les éléments désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère, les écarts de change sont comptabilisés en capitaux propres recyclables pour la part efficace ;
- Sur les passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option, les écarts de change liés aux variations de juste de valeur du risque de crédit propre sont enregistrées en capitaux propres non recyclables.

Les traitements relatifs aux éléments non monétaires diffèrent selon le traitement comptable de ces éléments avant conversion :

- Les éléments au coût historique restent évalués au cours de change du jour de la transaction (cours historique) ;
- Les éléments à la juste valeur sont convertis au cours de change à la date de clôture.

Les écarts de change sur éléments non monétaires sont comptabilisés :

- En résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat ;
- En capitaux propres non recyclables si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en capitaux propres non recyclables.

### **Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients (IFRS 15)**

Les produits et charges de commissions sont enregistrés en résultat en fonction de la nature des prestations auxquelles ils se rapportent.

Les commissions qui font partie intégrante du rendement d'un instrument financier sont comptabilisées comme un ajustement de la rémunération de cet instrument et intégrées à son taux d'intérêt effectif (en application d'IFRS 9).

Concernant les autres natures de commissions, leur comptabilisation au compte de résultat doit refléter le rythme de transfert au client du contrôle du bien ou du service vendu :

- Le résultat d'une transaction associée à une prestation de services est comptabilisé dans la rubrique Commissions, lors du transfert du contrôle de la prestation de service au client s'il peut être estimé de façon fiable. Ce transfert peut intervenir au fur et à mesure que le service est rendu (service continu) ou à une date donnée (service ponctuel).
  - a) Les commissions rémunérant des services continus (droits de garde, fonction dépositaire, tenue de comptes par exemple) sont enregistrées en résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation rendue.
  - b) Les commissions perçues ou versées en rémunération de services ponctuels (clearing, moyens de paiement,...) sont, quant à elles, intégralement enregistrées en résultat lorsque la prestation est rendue.

Les commissions à verser ou à recevoir sous condition de réalisation d'un objectif de performance sont comptabilisées à hauteur du montant pour lequel il est hautement probable que le revenu ainsi comptabilisé ne fera pas ultérieurement l'objet d'un ajustement significatif à la baisse lors de la résolution de l'incertitude. Cette estimation est mise à jour à chaque clôture. En pratique, cette condition a pour effet de différer l'enregistrement de certaines commissions de performance jusqu'à l'expiration de la période d'évaluation de performance et jusqu'à ce qu'elles soient acquises de façon définitive.

### **Contrats de location (IFRS 16)**

Le Groupe peut être bailleur ou preneur d'un contrat de location.

#### Contrats de location dont le Groupe est bailleur

Les opérations de location sont classées selon les cas, soit en opérations de location-financement si le contrat de location transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sous-jacent, soit en opérations de location simple si l'essentiel des risques et avantages de l'actif mis en location n'est pas transféré au preneur.

S'agissant d'opérations de location-financement, elles sont assimilées à une vente d'immobilisation au preneur financée par un crédit accordé par le bailleur à ce dernier. Le bailleur constate ainsi une créance financière sur le preneur, comptabilisée en « actifs financiers au coût amorti » pour une valeur égale à la valeur actualisée au taux implicite du contrat des paiements de location à recevoir, majorée de toute valeur résiduelle non garantie revenant au bailleur.

Les loyers perçus sont décomposés entre d'une part les intérêts enregistrés au compte de résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés », et d'autre part l'amortissement du capital, de façon que le revenu net représente un taux de rentabilité constant sur l'encours résiduel.

Pour les créances de location-financement, CACEIS applique l'approche générale de dépréciation des actifs financiers au coût amorti d'IFRS 9.

— S'agissant d'opérations de location simple, le bailleur comptabilise les biens loués parmi les « immobilisations corporelles » à l'actif de son bilan et les amortit linéairement sur leur durée d'utilité hors valeur résiduelle. Les loyers sont également comptabilisés en résultat de manière linéaire sur la durée des contrats de location.

Les produits de location et les dotations aux amortissements sont enregistrés au compte de résultat parmi les « produits des autres activités » et les « charges des autres activités ».

#### Contrats de location dont le Groupe est preneur

Les opérations de location sont comptabilisées dans le bilan à la date de mise à disposition de l'actif loué. Le preneur constate un actif représentatif du droit d'utilisation de l'actif loué parmi les immobilisations corporelles pendant la durée estimée du contrat et une dette au titre de l'obligation de paiement des loyers parmi les passifs divers sur cette même durée.

La durée de location d'un contrat correspond à la durée non résiliable du contrat de location ajustée des options de prolongation du contrat que le preneur est raisonnablement certain d'exercer et option de résiliation que le preneur est raisonnablement certain de ne pas exercer.

En France, le principe Groupe applicable aux contrats à durée indéterminée ou renouvelables par tacite prolongation est de retenir la première option de sortie post 5 ans. La durée retenue pour les baux commerciaux dits « 3/6/9 » est généralement de 9 ans avec une période initiale non résiliable de 3 ans. Lorsque le preneur estime qu'il est raisonnablement certain ne pas exercer l'option de sortie au bout de 3 ans, le principe Groupe sera appliqué aux baux commerciaux français dans la majeure partie des cas, à la date de début du contrat de location. Ainsi, la durée sera estimée à 6 ans. La principale exception sera le cas d'un bail dans lequel les options de sortie intermédiaires ont été abandonnées (par exemple en contrepartie d'une réduction de loyers) ; dans ce cas, on retiendra une durée de location initiale de 9 ans par application du principe Groupe.

La dette locative est comptabilisée pour un montant égal à la valeur actualisée des paiements de loyers sur la durée du contrat. Les paiements de loyers comprennent les loyers fixes, les loyers variables basés sur un taux ou un indice et les paiements que le preneur s'attend à payer au titre des garanties de valeur résiduelle, d'option d'achat ou de pénalité de résiliation anticipée. Les loyers variables qui ne dépendent pas d'un indice ou d'un taux et la TVA non déductible sur les loyers sont exclus du calcul de la dette et sont comptabilisés en charges générales d'exploitation.

Le taux d'actualisation applicable pour le calcul du droit d'utilisation et du passif de location est par défaut le taux d'endettement marginal du preneur sur la durée du contrat à la date de signature du contrat, lorsque le taux implicite n'est pas aisément déterminable. Le taux d'emprunt marginal tient compte de la structure de paiement des loyers. Il reflète les conditions du bail (durée, garantie, environnement économique...).

La charge au titre des contrats de location est décomposée entre d'une part les intérêts et d'autre part l'amortissement du capital.

Le droit d'utilisation de l'actif est évalué à la valeur initiale de la dette locative augmentée des coûts directs initiaux, des paiements d'avance et des coûts de remise en état. Il est amorti sur la durée estimée du contrat.

La dette locative et le droit d'utilisation peuvent être ajustés en cas de modification du contrat de location, de réestimation de la durée de location ou de révision des loyers liée à l'application d'indices ou de taux.

Des impôts différés sont comptabilisés au titre des différences temporelles des droits d'utilisation et des passifs de location chez le preneur.

Conformément à l'exception prévue par la norme, les contrats de location à court terme (durée initiale inférieure à douze mois) et les contrats de location dont la valeur à neuf du bien loué est de faible valeur ne sont pas comptabilisés au bilan. Les charges de location correspondantes sont enregistrées de manière linéaire dans le compte de résultat parmi les charges générales d'exploitation.

Selon les dispositions prévues par la norme, le Groupe n'applique pas la norme IFRS 16 aux contrats de location d'immobilisations incorporelles.

#### **Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées (IFRS 5)**

Un actif non courant (ou un groupe destiné à être cédé) est considéré comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une vente plutôt que par l'utilisation continue.

Pour que tel soit le cas, l'actif (ou le groupe destiné à être cédé) doit être disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel et sa vente doit être hautement probable.

Les actifs et passifs concernés sont isolés au bilan sur les postes « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » et « Dettes liées aux actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées ». Ces actifs non courants (ou groupe d'actifs destiné à être cédé) classés comme détenus en vue de la vente sont évalués au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. En cas de moins-value latente, une dépréciation est enregistrée en résultat. Par ailleurs, les actifs non courants correspondant à des immobilisations amortissables cessent d'être amortis à compter de leur déclassement.

Pour les participations mises en équivalence, la quote-part de résultat à hauteur du pourcentage détenu en vue de la vente cesse d'être comptabilisée. Si la juste valeur du groupe d'actifs destiné à être cédé diminuée des coûts de la vente est



inférieure à sa valeur comptable après dépréciation des actifs non courants, la différence est allouée aux autres actifs du groupe d'actifs destiné à être cédé y compris les actifs financiers.

Est considérée comme activité abandonnée toute composante dont le Groupe s'est séparée ou qui est classée comme détenue en vue de la vente, et qui est dans une des situations suivantes :

- Elle représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte ;
- Elle fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'une ligne d'activité ou d'une région géographique principale et distincte ;
- Elle est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

Sont présentés sur une ligne distincte du compte de résultat :

- Le résultat net après impôt des activités abandonnées ;
- Le profit ou la perte après impôt résultant de la cession ou de l'évaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente des actifs et passifs constituant les activités abandonnées.

### **1.3. – Principes et méthodes de consolidation (IFRS 10, IFRS 11, IAS 28)**

#### **Périmètre de consolidation**

Les états financiers consolidés incluent les comptes de CACEIS et ceux de toutes les sociétés sur lesquelles, selon les dispositions des normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28, CACEIS dispose d'un pouvoir de contrôle, d'un contrôle conjoint ou d'une influence notable, hormis ceux présentant un caractère non significatif par rapport à l'ensemble des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation.

#### Notions de contrôle

Conformément aux IFRS, toutes les entités contrôlées, sous contrôle conjoint ou sous influence notable sont consolidées, sous réserve qu'elles n'entrent pas dans le cadre des exclusions évoquées ci-après.

Le contrôle sur une entité est présumé exister lorsque CACEIS est exposée ou a droit à des rendements variables résultant de son implication dans l'entité et si le pouvoir qu'elle détient sur cette dernière lui permet d'influer sur ces rendements. Pour apprécier la notion de pouvoir, seuls les droits (de vote ou contractuels) substantifs sont examinés. Les droits sont substantifs lorsque leur détenteur a la capacité, en pratique, de les exercer, lors de la prise de décision concernant les activités pertinentes de l'entité.

Le contrôle d'une filiale régie par les droits de vote est établi lorsque les droits de vote détenus confèrent à CACEIS la capacité actuelle de diriger les activités pertinentes de la filiale. CACEIS contrôle généralement la filiale lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de la moitié des droits de vote existants ou potentiels d'une entité, sauf s'il peut être clairement démontré que cette détention ne permet pas de diriger les activités pertinentes. Le contrôle existe également lorsque CACEIS détient la moitié ou moins de la moitié des droits de vote, y compris potentiels, d'une entité mais dispose en pratique de la capacité de diriger seule les activités pertinentes en raison notamment de l'existence d'accords contractuels, de l'importance relative des droits de vote détenus au regard de la dispersion des droits de vote détenus par les autres investisseurs ou d'autres faits et circonstances.

Le contrôle d'une entité structurée ne s'apprécie pas uniquement sur la base du pourcentage des droits de vote. L'analyse du contrôle tient compte des accords contractuels et des risques encourus par CACEIS, mais également de l'implication et des décisions de CACEIS lors de la création de l'entité, des accords conclus à la création et des risques encourus par CACEIS, des droits résultants d'accords qui confèrent à l'investisseur le pouvoir de diriger les activités pertinentes uniquement lorsque des circonstances particulières se produisent ainsi que des autres faits ou circonstances qui indiquent que l'investisseur a la possibilité de diriger les activités pertinentes de l'entité.

Ainsi, au moment où les décisions relatives aux activités pertinentes de l'entité doivent être prises, les indicateurs à analyser pour définir si une entité agit en tant qu'agent ou en tant que principal sont l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant sur l'entité, les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels mais aussi les droits substantifs pouvant affecter la capacité du décideur détenus par les autres parties impliquées dans l'entité et, l'exposition à la variabilité des rendements tirés d'autres intérêts détenus dans l'entité.

Le contrôle conjoint s'exerce lorsqu'il existe un partage contractuel du contrôle sur une activité économique. Les décisions affectant les activités pertinentes de l'entité requièrent l'unanimité des parties partageant le contrôle.

Dans les entités traditionnelles, l'influence notable résulte du pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise sans en détenir le contrôle que celui-ci soit exclusif ou conjoint. CACEIS est présumée exercer une influence notable lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par le biais de filiales, 20 % ou plus des droits de vote dans une entité.

#### **Méthodes de consolidation**

Les méthodes de consolidation sont fixées respectivement par les normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28. Elles résultent de la nature du contrôle exercé par CACEIS sur les entités consolidables, quelle qu'en soit l'activité et qu'elles aient ou non la personnalité morale :

- l'intégration globale, pour les entités contrôlées, y compris les entités à structure de comptes différente, même si leur activité ne se situe pas dans le prolongement de celle de CACEIS ;
- la mise en équivalence, pour les entités sous influence notable et les coentreprises (hors activités conjointes).

L'intégration globale consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale. La part des participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres et dans le résultat apparaît distinctement au bilan et au compte de résultat consolidés.

Les participations ne donnant pas le contrôle sont telles que définies par la norme IFRS 10 et intègrent les instruments qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation et les autres instruments de capitaux propres émis par la filiale et non détenus par le Groupe.

Les participations dans des entreprises associées ou contrôlées conjointement sont comptabilisées comme un élément distinct au bilan dans la rubrique "Participations dans les entreprises mises en équivalence". La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur des titres la quote-part du Groupe dans les capitaux propres et le résultat des sociétés concernées.

Lors d'acquisitions complémentaires ou de cessions partielles avec maintien du contrôle conjoint ou de l'influence notable CACEIS constate :

- en cas d'augmentation du pourcentage d'intérêts, un écart d'acquisition complémentaire ;
- en cas de diminution du pourcentage d'intérêts, une plus ou moins-value de cession/dilution en résultat.

### **Retraitements et éliminations**

Conformément à IFRS 10, CACEIS effectue les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés consolidées.

L'effet sur le bilan et le compte de résultat consolidé des opérations internes au Groupe est éliminé pour les entités intégrées globalement.

Dans les comptes de l'entité consolidante, les plus ou moins values provenant de cessions d'actifs entre les entreprises consolidées sont éliminées ; la présence de moins-values chez le cédant peut entraîner la constatation d'une dépréciation de l'actif cédé à l'occasion de cette cession interne.

### **Conversion des états financiers des activités à l'étranger (IAS 21)**

Les états financiers des entités représentant une « activité à l'étranger » (filiale, succursale, entreprise associée ou coentreprise) sont convertis en euros en deux étapes :

- Conversion de la monnaie locale de tenue de compte en monnaie fonctionnelle (monnaie de l'environnement économique principal dans lequel opère l'entité) : la conversion se fait comme si les éléments avaient été comptabilisés initialement dans la monnaie fonctionnelle (mêmes principes de conversion que pour les transactions en monnaie étrangère ci-avant) ;
- Conversion de la monnaie fonctionnelle en euros, monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe : les actifs et les passifs, y compris les écarts d'acquisition, sont convertis au cours de clôture. Les éléments de capitaux propres, tels que le capital social ou les réserves, sont convertis au cours de change historique. Les produits et les charges du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en tant que composante distincte des capitaux propres. Ces écarts de conversion sont comptabilisés en résultat en cas de sortie de l'activité à l'étranger (cession, remboursement de capital, liquidation, abandon d'activité) ou en cas de déconsolidation due à une perte de contrôle (même sans cession) lors de la comptabilisation du résultat de sortie ou de perte de contrôle.

### **Regroupements d'entreprises – Ecart d'acquisition**

#### Evaluation et comptabilisation des écarts d'acquisition

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, conformément à IFRS 3, à l'exception des regroupements sous contrôle commun qui sont exclus du champ d'application d'IFRS 3. En l'absence d'une norme IFRS ou d'une interprétation spécifiquement applicable à une opération, la norme IAS 8 Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs laisse la possibilité de se référer aux positions officielles d'autres organismes de normalisation. Ainsi, le Groupe a choisi d'appliquer la norme américaine ASU 805-50, qui apparaît conforme aux principes généraux IFRS, pour le traitement des regroupements d'entreprise sous contrôle commun aux valeurs comptables selon la méthode de la mise en commun d'intérêts.

A la date de prise de contrôle, les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation de la norme IFRS 3 sont comptabilisés à leur juste valeur.

Les clauses d'ajustement de prix sont comptabilisées pour leur juste valeur même si leur réalisation n'est pas probable. Les variations ultérieures de la juste valeur des clauses qui ont la nature de dettes financières sont constatées en résultat. Seules les clauses d'ajustement de prix relatives à des opérations dont la prise de contrôle est intervenue au plus tard au 31 décembre 2009 peuvent encore être comptabilisées par la contrepartie de l'écart d'acquisition car ces opérations ont été comptabilisées selon la norme IFRS 3 non révisée (2004).

La part des participations ne donnant pas le contrôle qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation peut être évaluée, au choix de l'acquéreur, de deux manières :

- à la juste valeur à la date d'acquisition (méthode du « goodwill complet ») ;
- à la quote-part dans les actifs et passifs identifiables de l'acquise réévalués à la juste valeur (méthode du « goodwill partiel »).

Cette option peut être exercée acquisition par acquisition.

L'évaluation initiale des actifs, passifs et passifs éventuels peut être modifiée dans un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition.

La contrepartie transférée à l'occasion d'un regroupement d'entreprises (le coût d'acquisition) est évaluée comme le total des justes valeurs transférées par l'acquéreur, à la date d'acquisition en échange du contrôle de l'entité acquise (par exemple : trésorerie, instruments de capitaux propres...).

Les coûts directement attribuables au regroupement considéré sont comptabilisés en charges, séparément du regroupement. Dès lors que l'opération d'acquisition est hautement probable, ils sont enregistrés dans la rubrique « Gains ou pertes nets sur autres actifs », sinon ils sont enregistrés dans le poste « Charges générales d'exploitation ».

L'écart entre la somme de la contrepartie transférée et des participations ne donnant pas le contrôle et le solde net, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris, évalués à la juste valeur est inscrit, quand il est positif, à l'actif du bilan consolidé, dans la rubrique « Ecart d'acquisition ». Lorsque cet écart est négatif, il est immédiatement enregistré en résultat.

Les écarts d'acquisition sont inscrits au bilan à leur coût initial libellé dans la devise de l'entité acquise et convertis sur la base du cours de change à la date de clôture.

En cas de prise de contrôle par étapes, l'écart d'acquisition est calculé en une seule fois sur la totalité de la participation détenue après la prise de contrôle, à partir de la juste valeur à la date d'acquisition des actifs acquis et des passifs repris. En cas de perte de contrôle, le résultat de cession est calculé sur l'intégralité de l'entité cédée et l'éventuelle part d'investissement conservée est comptabilisée au bilan pour sa juste valeur à la date de perte de contrôle.

#### Dépréciation des écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices objectifs de perte de valeur et au minimum une fois par an.

Les choix et les hypothèses d'évaluation des participations ne donnant pas le contrôle à la date d'acquisition peuvent influencer le montant de l'écart d'acquisition initial et de la dépréciation éventuelle découlant d'une perte de valeur.

Pour les besoins de ces tests de dépréciation, chaque écart d'acquisition est réparti entre les différentes unités génératrices de trésorerie (UGT) du Groupe qui vont bénéficier des avantages attendus du regroupement d'entreprises. Les UGT ont été définies, au sein des grands métiers du Groupe, comme le plus petit groupe identifiable d'actifs et de passifs fonctionnant selon un modèle économique propre. Lors des tests de dépréciation, la valeur comptable de chaque UGT, y compris celle des écarts d'acquisition qui lui sont affectés, est comparée à sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable de l'UGT est définie comme la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité est calculée comme la valeur actuelle de l'estimation des flux futurs dégagés par l'UGT, tels qu'ils résultent des plans à moyen terme établis pour les besoins du pilotage du Groupe.

Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, l'écart d'acquisition rattaché à l'UGT est déprécié à due concurrence. Cette dépréciation est irréversible.

#### Variation du pourcentage d'intérêt post-acquisition et écarts d'acquisition

En cas d'augmentation ou de diminution du pourcentage d'intérêt de CACEIS dans une entité déjà contrôlée sans perte de contrôle, il n'y a pas d'impact sur le montant d'écart d'acquisition comptabilisé à l'origine du regroupement d'entreprises.

Dans le cas d'une augmentation du pourcentage d'intérêt de CACEIS dans une entité déjà contrôlée, l'écart entre le coût d'acquisition et la quote-part d'actif net acquis est constaté dans le poste « Réserves consolidées » part du Groupe.

En cas de diminution du pourcentage d'intérêt de CACEIS dans une entité restant contrôlée, l'écart entre le prix de cession et la valeur comptable de la quote-part de la situation nette cédée est également constaté directement en « Réserves consolidées » part du Groupe. Les frais liés à ces opérations sont comptabilisés en capitaux propres.

#### Options de vente accordées aux actionnaires minoritaires

Le traitement comptable des options de vente accordées aux actionnaires minoritaires est le suivant :

- Lorsqu'une option de vente est accordée à des actionnaires minoritaires d'une filiale consolidée par intégration globale, une dette est enregistrée au passif du bilan ; sa comptabilisation initiale intervient pour la valeur présente estimée du prix d'exercice des options consenties aux actionnaires minoritaires. En contrepartie de cette dette, la quote-part d'actif net revenant aux minoritaires concernés est ramenée à zéro et le solde est inscrit en réduction des capitaux propres ;
- Les variations ultérieures de la valeur estimée du prix d'exercice modifient le montant de la dette enregistrée au passif, en contrepartie de l'ajustement des capitaux propres. Symétriquement, les variations ultérieures de la quote-part d'actif net revenant aux actionnaires minoritaires sont annulées par contrepartie des capitaux propres.

## 2. – Principales opérations de structure et événements significatifs de la période

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 31 décembre 2024 sont présentés de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 13 « Périmètre de consolidation au 31 décembre 2024 ».

### **Signature par Crédit Agricole S.A. d'un accord en vue de l'acquisition de la participation de 30,5 % détenue par Santander Investment, S.A. dans le capital social CACEIS**

Le 19 décembre 2024, Crédit Agricole S.A., CACEIS, Banco Santander, S.A. et Santander Investment, S.A. ont conclu un accord en vue de l'acquisition par Crédit Agricole S.A. de la participation de 30,5 % de Santander Investment, S.A. dans le capital de CACEIS. A l'issue de cette transaction, Crédit Agricole S.A. portera sa participation de 69,5 % à 100 % du capital social de CACEIS.

Conformément à sa stratégie, Crédit Agricole S.A. continue à renforcer la position de CACEIS comme l'un des acteurs européens majeurs de l'asset servicing accompagnant les objectifs de développement commercial de ses clients.

La transaction est soumise aux conditions suspensives usuelles y compris les approbations réglementaires applicables et sa réalisation devrait intervenir en 2025.

Parallèlement à la transaction envisagée, CACEIS et Santander maintiennent leur partenariat à long terme via leur joint-venture en Amérique Latine (Santander CACEIS Latam Holding 1, S.L. et ses filiales au Mexique, Brésil et Colombie) qui restera sous contrôle conjoint.

### **Mise en œuvre de l'intégration de CACEIS Investor Services BANK**

À la suite de l'acquisition le 3 juillet 2023 par CACEIS du groupe CACEIS Investor Services Bank (préalablement RBC Investor Services Bank), la rationalisation des structures juridiques a été finalisée en juin 2024.

Le groupe CACEIS a lancé l'intégration des activités des entités du groupe CACEIS Investor Services Bank dans le groupe CACEIS.

Dans le cadre de cette intégration, les opérations de réorganisation juridique des entités du groupe CACEIS Investor Services Bank ont pris effet le 31 mai 2024, l'ensemble des conditions préalables étant réalisées, dont les autorisations réglementaires requises, excepté les autorisations pour le bureau de représentation à New York dont les autorisations ont été obtenues le 12 décembre 2024.

Les opérations de réorganisation juridique intervenues le 31 mai 2024 ont été les suivantes :

- La fusion par absorption de CACEIS Investor Services Ireland Limited dans CACEIS Ireland Limited
- La cession par CACEIS à CACEIS Bank des actions de CACEIS Investor Services Bank S.A.

Le 1<sup>er</sup> juin 2024, les réorganisations juridiques ont été les suivantes :

- La dissolution sans liquidation de CACEIS Investor Services Bank S.A. a entraîné la disparition de la société CACEIS Investor Services Bank S.A. et le transfert de tous ses actifs et passifs à CACEIS Bank, selon les modalités suivantes :
  - le transfert des actifs et passifs de sa succursale irlandaise CACEIS Investor Services Bank S.A., Dublin Branch à CACEIS Bank, Ireland Branch ;
  - le transfert des actifs et passifs de sa succursale italienne CACEIS Investor Services Bank S.A., Milano Branch à CACEIS Bank, Italy Branch ;
  - l'ouverture d'une seconde succursale de CACEIS Bank en Suisse, CACEIS Bank, Zurich Branch, et le transfert des actifs et passifs de CACEIS Investor Services Bank S.A., Zurich Branch à CACEIS Bank, Zurich Branch ;
  - l'ouverture d'un bureau de représentation à New York, CACEIS Bank, New York Representative Office, et le transfert des actifs et passifs de CACEIS Investor Services Bank S.A., New York Representative Office à CACEIS Bank, New York Representative Office.
- La fusion par absorption de CACEIS Investor Services Belgium dans CACEIS Bank et le transfert subséquent de tous les actifs et passifs de CACEIS Investor Services Belgium à la succursale belge de CACEIS Bank dénommée CACEIS Bank, Belgium Branch.
- La fusion par absorption de CACEIS Investor Services Bank France S.A. dans CACEIS Bank et le transfert subséquent de tous les actifs et passifs de CACEIS Investor Services Bank France S.A. à CACEIS Bank.
- La fusion par absorption de CACEIS Investor Services France S.A. dans CACEIS Fund Administration.

L'ensemble de ces opérations est sans impact sur les comptes consolidés clos au 31 décembre 2024.

CACEIS Bank a obtenu le 31 octobre 2023, par l'intermédiaire de CACEIS Bank, UK Branch, et en application d'une procédure judiciaire dite « Part VII », l'autorisation judiciaire requise pour acquérir les activités de conservation et de middle-office exercées par RBC Investor Services Trust, London Branch.

Conformément aux termes de la décision de justice, la réalisation de ce transfert d'entreprise a été réalisée en plusieurs étapes correspondant aux différentes vagues de migrations de clients, entre décembre 2023 et mars 2024.

CACEIS Bank, UK Branch a versé 1 million d'euros à RBC Investor Services Trust le 29 mars 2024 au titre de cette acquisition.

Les migrations des clients et des systèmes d'information de CACEIS Investor Services vers la plateforme informatique CACEIS ont été en grande majorité réalisées en 2024 et s'achèveront courant 2025.

### ***Liquidation of CACEIS Hong Kong Trust Company Limited***

À la suite de l'acquisition le 3 juillet 2023 du groupe CACEIS Investor Services Bank comprenant un centre d'excellence en Malaisie et afin de rationaliser les activités du groupe CACEIS en Asie, la direction générale du groupe CACEIS a pris la décision de procéder à la liquidation de CACEIS Hong Kong Trust Company Limited.

Le 31 juillet 2024, les actionnaires de CACEIS Hong Kong Trust Company Limited ont décidé de mettre cette société en liquidation amiable et de nommer Monsieur Gwynn Hopkins et Madame Lau Wing Yi (cabinet Perun Consultants) en qualité de liquidateurs. Les opérations de liquidation (règlement du passif, résiliation des contrats et réalisation des actifs) ont commencé au cours de l'exercice 2024. Il est prévu que la clôture de la liquidation intervienne au cours de l'été 2025.

### ***Transfert de l'activité Investment Management Services Middle Office par CACEIS Fund Administration à CACEIS Bank***

Afin de centraliser l'ensemble des activités d'Investment Management Services Middle Office au sein de CACEIS Bank, CACEIS Fund Administration lui a cédé, le 1<sup>er</sup> septembre 2024, le fonds de commerce relatif à cette activité, c'est-à-dire les revenus et les coûts associés.

Cette opération est sans impact sur les comptes consolidés clos au 31 décembre 2024.

### ***Réorganisation des activités de Fund Administration en Allemagne***

Un processus de rationalisation des structures juridiques de CACEIS a été engagé en Allemagne. Ce projet permettra à CACEIS d'exercer ses activités au travers d'une entité unique en Allemagne, à savoir CACEIS Bank S.A., Germany Branch. Le 1<sup>er</sup> décembre 2024, CACEIS Fonds Service GmbH a transféré l'ensemble de ses activités, actifs, passifs et collaborateurs à CACEIS Bank S.A., Germany Branch.

Il est prévu que CACEIS Fonds Service GmbH soit absorbée par le biais d'une fusion transfrontalière au sein de CACEIS Bank, via sa succursale allemande, au cours du 3<sup>e</sup> trimestre 2025.

Cette opération est sans impact sur les comptes consolidés clos au 31 décembre 2024.

### ***Lilian – CACEIS Bank S.A, Germany Branch***

CACEIS Bank S.A, Germany Branch a reçu des autorités fiscales bavaroises, le 30 avril 2019, une demande de restitution d'impôts sur dividendes remboursés à certains de ses clients en 2010.

Cette demande portait sur un montant de 312 millions d'euros. Elle était assortie d'une demande de paiement de 148 millions d'euros d'intérêts (calculés au taux de 6 % l'an).

CACEIS Bank S.A, Germany Branch, succursale de CACEIS Bank S.A., conteste vigoureusement cette demande qui lui apparaît dénuée de tout fondement. CACEIS Bank S.A, Germany Branch a déposé des recours auprès de l'administration fiscale pour, d'une part, contester sur le fond cette demande et d'autre part, solliciter un sursis à exécution du paiement dans l'attente de l'issue de la procédure au fond. Le sursis à exécution a été accordé pour le paiement des 148 millions d'euros d'intérêts et rejeté pour la demande de restitution du montant de 312 millions d'euros. CACEIS Bank S.A. a contesté cette décision de rejet. La décision de rejet étant exécutoire, le paiement de la somme de 312 millions a été effectué par CACEIS Bank S.A. qui a inscrit dans ses comptes, compte tenu des recours intentés, une créance d'un montant équivalent. Par une décision du 25 novembre 2022, les services fiscaux de Munich ont rejeté le recours de CACEIS Bank S.A. sur le fond. CACEIS Bank S.A. a saisi le 21 décembre 2022 le tribunal fiscal de Munich d'une action en contestation de la décision précitée des services fiscaux de Munich et de la demande de restitution d'impôts sur dividendes précitée.

Confiant dans ses arguments, CACEIS Bank S.A. n'a opéré aucune modification dans ses comptes.

### ***Actions des porteurs de fonds H2O***

Les 20 et 26 décembre 2023, 6 077 personnes physiques et morales, membres d'une association dénommée « Collectif Porteurs H2O », ont assigné CACEIS Bank devant le tribunal de commerce de Paris aux côtés des sociétés Natixis Investment Managers et KPMG Audit, dans le cadre d'une action au fond introduite à titre principal à l'encontre des sociétés H2O AM LLP, H2O AM Europe SAS et H2O AM Holding.

Le 28 mai 2024, de nouvelles personnes sont intervenues dans la procédure pendante devant le tribunal de commerce de Paris, portant le nombre total de demandeurs à 9 004. Le 17 décembre 2024, le nombre de demandeurs a été réduit à 8 990.

Les demandeurs se présentent comme des porteurs de parts de fonds gérés par les sociétés du groupe H2O dont certains actifs ont été cantonnés dans des « side pockets » en 2020, et des titulaires de contrats d'assurance-vie investis dans des unités de compte représentatives de ces fonds.

Ils sollicitent la condamnation solidaire de l'ensemble des défendeurs à des dommages et intérêts en réparation du préjudice qu'ils estiment lié au cantonnement des fonds concernés qu'ils évaluaient à 824 416 491,89 euros le 28 mai 2024 puis à 750 890 653,73 euros le 17 décembre 2024.

Pour rechercher la responsabilité « in solidum » de CACEIS Bank avec le groupe H2O et les autres codéfendeurs, les demandeurs allèguent que CACEIS Bank aurait manqué à ses obligations de contrôle en sa qualité de dépositaire des fonds.

## **Pilier 2. – GloBE**

Les nouvelles règles fiscales internationales établies par l'OCDE, visant à soumettre les grands groupes internationaux à une imposition complémentaire lorsque le Taux Effectif d'Impôt (TEI) d'une juridiction dans laquelle ils sont implantés est inférieur à 15 %, sont entrées en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Le premier exercice d'application de ces règles est l'exercice 2024.

Sur la base des dispositions de la Directive européenne adoptée fin 2022 et sa transposition dans les pays de l'union européenne, CACEIS a procédé à une estimation de l'impôt complémentaire GloBE au titre de l'année 2024.

En outre, conformément aux amendements à la norme IAS 12, publiés le 23 mai 2023 par l'IASB et adoptés par l'Union européenne le 8 novembre 2023, CACEIS applique l'exception obligatoire et temporaire à la comptabilisation des impôts différés liés à la mise en œuvre des règles GloBE.

### **3. – Gestion financière, exposition aux risques et politique de couverture**

Le pilotage des risques bancaires au sein de CACEIS est assuré par la Direction des Risques et Contrôles Permanents. Cette direction est rattachée au Directeur général Adjoint en charge des Fonctions Supports et a pour mission d'assurer la maîtrise et le contrôle permanent des risques de crédit, financiers et opérationnels.

La description de ces dispositifs ainsi que les informations narratives figurent dans le rapport de gestion, chapitre « Gestion des risques », comme le permet la norme IFRS 7 Instruments financiers. Les tableaux de ventilations comptables figurent dans les états financiers.

Sur toutes les entités du périmètre de surveillance sur base consolidée (PSC) du Groupe, la ligne métier « Risques et Contrôles Permanents » assure les fonctions de gestion des risques définies dans l'arrêté du 3 novembre 2014 révisé. Elle a pour finalité de contribuer à la maîtrise du développement du Groupe CACEIS, en veillant à la sécurité et à la régularité des activités déployées pour la mise en œuvre de la stratégie commerciale.

Les types de risques couverts par la Fonction Risques sont par référence à l'article 4 de l'arrêté du 3 novembre 2014 révisé :

- Le risque opérationnel qui est le risque résultant d'une inadaptation ou d'une défaillance imputable à des procédures, aux employés et aux systèmes d'informations ou à des événements extérieurs, y compris d'événements de faible probabilité d'occurrence mais à fort risque de perte.
- Le risque de contrepartie / crédit qui est le risque encouru en cas de défaillance d'une contrepartie / d'un client pour les risques de crédits ou de contreparties/clients considérés comme un même bénéficiaire.

Il comprend notamment :

- Le risque d'intermédiation qui est le risque de défaillance d'un donneur d'ordres ou d'une contrepartie à l'occasion d'une transaction sur instruments financiers dans laquelle CACEIS apporte sa garantie de bonne fin.
- Dans le cadre de son activité d'asset servicing / post marché, CACEIS porte un risque de crédit lié aux opérations de ses clients (i.e. achats / ventes de titres, souscriptions / rachats de part d'OPC et autres opérations générant des mouvements de cash), qui se débouclent sur les comptes cash des clients pouvant se traduire par un découvert en compte.
- Le risque de règlement / livraison qui est le risque encouru au cours de la période qui sépare le moment où l'instruction de paiement ou de livraison d'un instrument financier vendu ne peut plus être annulée unilatéralement et la réception définitive de l'instrument financier acheté ou des espèces correspondantes.

- Le risque de variation sur les opérations à terme, principalement les opérations de change et de cession temporaire de titre, où le défaut d'une contrepartie génère un risque indirect sur la valeur du sous-jacent échangé (devise, titre) dont CACEIS devient propriétaire.
- Le risque de concentration qui est le risque direct ou indirect résultant de l'octroi de crédits à une même contrepartie, à des contreparties considérées comme un même bénéficiaire (grands risques), à des contreparties opérant dans le même secteur économique ou la même zone géographique, ou de l'octroi de crédits portant sur la même activité, ou de l'application de techniques de réduction du risque de crédit, notamment de sûretés émises par un même émetteur.
- Le risque résiduel qui est le risque que les techniques de réduction du risque de crédit aient une efficacité moindre qu'attendue.
- Les risques financiers comprennent le risque de perte de valeur des actifs en compte propre de CACEIS du fait d'évolutions défavorables des conditions des marchés financiers, ainsi que le risque d'accès aux ressources rares (liquidité). Il comprend notamment :
  - Le risque de prix sur les actifs du portefeuille de placement ;
  - Le risque de change sur les positions structurelles (situation nette des entités en devise) et opérationnelles (résultats en devises, positions pour compte propre) ;
  - Le risque de taux d'intérêt global qui est le risque encouru en cas de variation des taux d'intérêt du fait de l'ensemble des opérations de bilan et de hors-bilan ;
  - Le risque de base sur les opérations à taux révisable et variable qui est induit par des dé-corrélations entre les différents indices (gap d'indices) ;
  - Le risque de liquidité qui est le risque pour l'entreprise assujettie de ne pas pouvoir faire face à ses engagements ou de ne pas pouvoir dénouer ou compenser une position en raison de la situation du marché dans un délai déterminé et à un coût raisonnable.
- Les risques climatiques et environnementaux couvrent les risques physiques (aigus ou chroniques) ou de transition (adaptation à une économie sobre en carbone et plus soutenable), directs et indirects, liés à une dégradation de l'environnement.
- Les risques modèles font référence aux risques de perte financière ou d'inadéquation des décisions prises en raison de l'application d'un modèle erroné (méthodes quantitatives, systèmes ou approches qui appliquent des théories statistiques, économiques, financières ou mathématiques, ou transforment des hypothèses en estimations quantitatives).

L'ensemble de ces risques est pris par les entités du groupe CACEIS dans le cadre de leurs activités. Il s'agit principalement de :

- Banque dépositaire d'OPC
- Market Solution
- Administration et Comptabilité d'actifs
- Conservation et services bancaires
- Clearing Dérivés Listés et Titres
- Middle office
- Data management

Le pilotage des risques est assuré par la Direction des Risques et des Contrôles Permanents supervisée par le Global Head of Risk and Permanent Controls lui-même rattaché (au titre de sa fonction de Responsable des risques et des contrôles permanents de CACEIS) au Directeur des Risques de Crédit Agricole SA et fonctionnellement au Directeur Général Adjoint de CACEIS en charge des Fonctions Supports.

Partie intégrante du dispositif de contrôle interne de CACEIS, la ligne Métier Risques et Contrôles Permanents est en charge :

- de la définition et du pilotage du dispositif de gestion des risques :
  - Elle décline et fait appliquer les normes, méthodologies et référentiels du Groupe Crédit Agricole ;
  - Elle s'assure de la déclinaison du cadre de l'Appétit aux risques et de la Stratégie Risques ;
  - Elle s'assure des dispositifs permettant la poursuite des activités (PSI et PRU) ainsi que la sécurité physique et informatique.
- de la mesure et de l'analyse des risques :
  - Elle identifie (inventaire des risques) et cartographie les principaux risques.
  - Elle évalue les risques à travers l'ICAAP ;
  - Elle réalise des stress tests couvrant les principaux risques du groupe ;
  - Elle produit les reportings de risques et de contrôles permanents. La ligne Métier concourt à l'élaboration du rapport de contrôle interne (articles 258 à 266 de l'arrêté du 3 novembre 2014).
- de la surveillance et des alertes et s'assure du respect des limites existantes tant sur les risques de crédit que sur les risques financiers, opérationnels, informatiques et environnementaux.

— des contrôles permanents :

- En liaison avec les responsables d'activité, elle coordonne et fait évoluer les plans de contrôle du groupe CACEIS ;
- Elle coordonne les processus de réconciliation des actifs conformément aux obligations du conservateur/dépositaire.

— des projets et des outils lui permettant d'assurer ses missions :

- Elle définit le schéma directeur du SI risques tout en veillant à son amélioration régulière ;
- Elle coordonne, avec les entités et la DSI, les projets et outils communs, en liaison avec la DRG CASA, CACIB RPC, la Direction Financière pour les projets communs Risques / Finances ;
- Elle définit et fait évoluer les référentiels statiques risques en prenant en compte les référentiels groupe Crédit Agricole.

La ligne métier « Risques et Contrôles Permanents » repose sur les principes ci-dessous :

- Le développement et la diffusion d'une culture risque.
- Une appétence aux risques régulièrement validée par le Conseil d'Administration ;
- L'animation d'une gouvernance des risques et d'une comitologie qui facilitent le processus d'escalade des alertes et la prise de décisions au niveau adéquat du groupe ainsi que dans chaque entité ;
- La définition claire des rôles et responsabilités des trois lignes de défense en matière de gestion des risques (Les lignes métiers opérationnelles sont la 1<sup>ière</sup> ligne de défense, les lignes métiers Risques et Conformité constituent la 2<sup>nde</sup> ligne de défense et l'Audit Inspection la 3<sup>ième</sup>) ;
- La mise en place et l'actualisation des politiques, procédures, processus, outils et reportings relatifs à la gestion des risques.

Les processus de prise de décision, la mesure et la surveillance des différents risques inhérents à l'activité du Groupe CACEIS et de ses entités s'exercent dans le cadre de Comités spécialisés, composés de dirigeants, de responsables d'activité et de représentants des fonctions support et contrôle.

Le Comité des Risques et de la Conformité valide notamment les entrées en relation et l'octroi de limites de crédit. Des revues des risques sont régulièrement présentées au sein des instances groupes suivantes : Comité de Contrôle Interne, Group Management Committee ainsi que le Comité des risques et de la conformité du Conseil d'administration de CACEIS. Selon l'inventaire des risques de CACEIS, les risques majeurs (c'est-à-dire ceux qui pourraient remettre en cause la réalisation des objectifs de CACEIS) ont été identifiés ainsi que leur lien avec les indicateurs d'appétence. L'inventaire des risques, la déclaration d'appétence et les tableaux de bord de l'appétence sont présentés au Group Management Committee ainsi qu'au Comité des risques et de la conformité du Conseil d'administration de CACEIS.

Le processus ICAAP couvre les mesures des exigences de fonds propres économiques, qui s'appuient sur le processus d'identification des risques et le pilotage de ces exigences de capital à travers le capital planning.

Le calcul de l'exigence en fonds propres (Pilier 1) est effectué selon la méthode standard.

### 3.1. – *Risque de crédit*

Les risques de crédit sont générés par les lignes de crédit (bridge financing) et les découverts accordés dans le cadre de l'activité de dépositaire des comptes espèces pour les clients institutionnels ou les fonds. Parmi les produits de crédit, l'Equity Bridge Financing (EBF) pour les structures de Private Equity, Immobilier & Titrisation (PERES) est le plus risqué. Les risques environnementaux, pris en compte lors des décisions d'octroi de crédit, n'ont pas d'impact significatif sur les risques de crédit de CACEIS.

Dans une moindre mesure, les risques de crédit sont également liés aux opérations de change de gré à gré et aux opérations de repo et prêt-emprunt pour les clients et à leur couverture avec les contreparties du marché (Pour la CACEIS Bank Nederland Branch (auparavant KAS BANK) et CACEIS Espagne (S3), CACEIS est la contrepartie privilégiée pour la couverture des opérations des clients), vis-à-vis desquelles CACEIS est exposé à un risque de livraison (Lorsqu'une opération est réalisée avec un client de CACEIS et compte tenu de la simultanéité de la comptabilisation dans les comptes du client, le risque de livraison peut être considéré comme théorique. Le prêt de titres s'effectue principalement sans paiement, la jambe principale étant envoyée avant la réception de la jambe collatérale).

Dans le cadre des services d'exécution (Agissant en tant qu'intermédiaire entre un acheteur et un vendeur, CACEIS garantit la bonne fin de toutes les transactions. CACEIS supporte par conséquent un risque d'intermédiation, c'est-à-dire un risque de variation des prix si un client ou un broker ne paie pas ou ne livre pas les titres) et de compensation (CACEIS joue le rôle d'intermédiaire entre les clients et les CCP ou les sous-compensateur pour l'activité dérivés des clients. CACEIS supporte un risque de variation lié à la défaillance d'un client dans le scénario où les pertes dues à la liquidation des positions excèdent la marge initiale versée par le client), CACEIS garantit la bonne fin des transactions effectuées par le client (L'activité ne génère pas d'exposition au risque de marché puisque les opérations sont effectuées simultanément). CACEIS supporte un risque d'intermédiation pour l'exécution des ordres sur titres et CACEIS est responsable envers la chambre de compensation de la constitution d'un dépôt de garantie et des appels de marge (risque de compensation).

S'agissant des clients particuliers et non professionnels (PNP), l'exposition au crédit est marginale (CACEIS Bank Netherlands ouvre des comptes titres et espèces pour ces clients uniquement à la demande du gérant d'actifs. Tous les



ordres sont passés par ce dernier dans le cadre d'accords tripartites). CACEIS Bank Netherlands fournit également à ces clients un service de compensation des instruments dérivés cotés. CACEIS Bank Spain entretient une relation directe avec ses clients PNP, mais ne leur autorise pas de découvert et ne leur fournit pas de services de compensation).

Dans le cadre de ses activités d'asset servicing, CACEIS supporte un risque de crédit à travers le traitement des opérations des clients, qui peuvent générer un découvert : 1/ Achat de titres avec sortie de trésorerie et 2/ Enregistrement d'un crédit (lié à une souscription, une vente de titres...) sur le compte espèces du client effectué à la date contractuelle (sans contrôle préalable de la réception des fonds de la contrepartie du client CACEIS). En effet, le client supporte un risque de variation qui se matérialiserait par la vente d'actifs pour couvrir son découvert probable.

En tant que dépositaire, CACEIS dispose d'un gage sur les actifs en conservation de ses clients pour couvrir leurs créances, à quelques rares exceptions près. Le risque résiduel est dès lors estimé comme étant faible puisque les actifs gagés sont en pratique largement supérieurs à l'exposition au risque de crédit : la somme des limites de crédit restent très généralement inférieure à 30 % des actifs conservés.

Les clients dont la notation n'est pas investment grade, dont les actifs ne sont pas liquides ou qui ne disposent pas d'actifs en conservation sont considérés comme les plus risqués. Il s'agit de fonds de capital-investissement, fonds d'investissement alternatifs (FIA), courtiers pour les services de conservation/règlement et de compensation, et autres clients (matières premières, institutions financières, fonds) qui peuvent ne pas être en conservation.

D'autre part, l'exposition au risque de crédit de CACEIS provient du réinvestissement des excédents de liquidités pour compte propre sur les marchés monétaires et obligataires. Le portefeuille obligataire est composé d'obligations du groupe Crédit Agricole, de dette souveraine et dans une moindre mesure d'autres placements dont des d'obligations bancaires.

CACEIS est donc exposé à un risque souverain généré principalement par ses dépôts en banques centrales et à ses obligations HQLA, et dans une moindre mesure à un risque pays.

CACEIS supporte également un risque de concentration sectoriel sur le secteur bancaire/financier, sur son actionnaire CASA et sur les émetteurs souverains.

Par ailleurs, CACEIS est exposé à des entités d'intermédiation financière non bancaires (NBFi, précédemment appelé système financier parallèle). Cela concerne principalement les expositions aux fonds monétaires, aux émetteurs bancaires situés dans des pays dont la réglementation n'est pas jugée équivalente à la réglementation européenne, et aux fonds d'investissements de dette privée. Dans une moindre mesure et dans le cadre de son activité de remplacement de sa liquidité, CACEIS est également exposé aux NBFi dans le domaine des titrisations.

La fixation des limites de crédit est du ressort du Comité des Risques et de Conformité (CRC) qui prend ses décisions au nom de la Direction Générale sur base des propositions formulées par la Direction des Risques. L'évaluation du risque de crédit est exprimée par une notation de crédit interne donnée à la contrepartie. Les limites internes de risques proposées pour chaque contrepartie tiennent compte de la notation et des sûretés dont CACEIS dispose, y compris du gage sur les actifs conservés. Les limites sont attribuées conformément au schéma de délégation, à la politique de crédit et aux enveloppes approuvées par CASA.

Dans le cadre des services de compensation (dérivés et titres listés), des limites sont fixées pour contrôler le dépôt du client (Marge Initiale – IM) et la capacité du client à régler à court terme les appels de la CCP. CACEIS est incidemment exposé aux risques environnementaux au travers de son activité de clearing (marché du grain -MATIF) avec les coopératives et agriculteurs clients des Caisses Régionales du Crédit Agricole. En cas d'événement climatique, ces clients pourraient rencontrer des difficultés pour honorer leurs contrats de couverture à terme.

La surveillance du risque bancaire, y compris la fixation des limites associées, est réalisée selon le processus FIRCOM du groupe CA.

Toutes les expositions au risque de crédit, ainsi que les expositions au risque de règlement-livraison, sont soumises à un contrôle quotidien pour s'assurer le respect des limites. Lorsque les limites sont dépassées, elles sont analysées par les équipes de crédit. En fonction de l'anomalie rencontrée, une alerte est envoyée à l'équipe en charge de la relation client.

Par ailleurs, des contrôles préventifs sont en place sur les sorties de trésorerie pures et les rachats de parts de fonds.

En plus des limites de crédit individuelles, le risque de crédit est géré par des limites ou enveloppes sectorielles spécifiques comme par exemple les contreparties NBFi, les fonds de capital-investissement et les fonds immobiliers. Une limite pays s'applique également à toutes les expositions dans un pays donné.

### **3.1.1. – Variation des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes sur la période**

Les corrections de valeur pour pertes correspondent aux dépréciations sur actifs et aux provisions sur engagement hors bilan comptabilisées en résultat net (Coût du risque) au titre du risque de crédit.

Les tableaux suivants présentent un rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des corrections de valeur pour perte comptabilisées en Coût du risque et des valeurs comptables associées, par catégorie comptable et type d'instruments.

#### Actifs financiers au coût amorti : Titres de dettes

(En milliers d'euros.)	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
Au 31 décembre 2023	39 720 266	-17 599	44 581	-60			39 764 847	-17 659	39 747 188
Transferts d'actifs en cours de vie d'un stage à l'autre									
Transferts de Stage 1 vers Stage 2									
Retour de Stage 2 vers Stage 1									
Transferts vers Stage 3 (1)									
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1									
Total après transferts	39 720 266	-17 599	44 581	-60			39 764 847	-17 659	39 747 188
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	4 556 584	-7 753	-46 734	60			4 509 850	-7 693	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	9 127 810	-16 006					9 127 810	-16 006	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	-4 571 227	8 254	-46 734	60			-4 617 961	8 314	
Passages à perte									
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières									
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période									
Changements dans le modèle / méthodologie									
Variations de périmètre									
Autres	1	-1					1	-1	
Total	44 276 850	-25 352	-2 153	0			44 274 697	-25 352	44 249 345
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	1 057 998		2 153				1 060 151		
Au 31 décembre 2024	45 334 848	-25 352	0	0			45 334 848	-25 352	45 309 496
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	0		0		0		0		

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les originations en Stage 2 peuvent inclure des encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes) et les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurés (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif).

**Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

(En milliers d'euros.)	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
Au 31 décembre 2023	30 964 338	-3 362	6 904		348	-348	30 971 590	-3 710	30 967 881
Transferts d'actifs en cours de vie d'un stage à l'autre									
Transferts de Stage 1 vers Stage 2									
Retour de Stage 2 vers Stage 1									
Transferts vers Stage 3 (1)									
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1									
Total après transferts	30 964 338	-3 362	6 904		348	-348	30 971 590	-3 710	30 967 881
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	1 243 605	-441	14 612	0	-348	348	1 257 869	-93	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	13 674 549	-2 231	14 642	-42			13 689 191	-2 273	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	-12 428 999	1 784	-15	42			-12 429 014	1 826	
Passages à perte					-348	348	-348	348	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières									
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période									
Changements dans le modèle / méthodologie									
Variations de périmètre	470	6					470	6	
Autres	-2 415	-1	-15				-2 429	-1	
Total	32 207 943	-3 803	21 516	0	0	0	32 229 460	-3 803	32 225 657
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	-17 786						-17 786		

Au 31 décembre 2024	32 190 157	-3 803	21 516	0	0	0	32 211 674	-3 803	32 207 871
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	0		0		0		0		

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les originations en Stage 2 peuvent inclure des encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif) et les variations des créances rattachées.

### Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur la clientèle

(En milliers d'euros.)	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
Au 31 décembre 2023	7 264 457	-1 074	2		7 243	-7 148	7 271 702	-8 222	7 263 480
Transferts d'actifs en cours de vie d'un stage à l'autre	-3	3			3	-3	0	0	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2									
Retour de Stage 2 vers Stage 1									
Transferts vers Stage 3 (1)	-3	3			3	-3			
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1									
Total après transferts	7 264 454	-1 071	2		7 246	-7 151	7 271 702	-8 222	7 263 480
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	2 520 326	-1 538	7 189	-78	-56	-76	2 527 459	-1 692	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	4 700 439	-5 984	7 191	-767			4 707 630	-6 751	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	-2 181 324	4 448	-2	689	-56	5	-2 181 382	5 142	
Passages à perte									
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières						-80		-80	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période						-1		-1	
Changements dans le modèle / méthodologie									
Variations de périmètre	-1	-1					-1	-1	
Autres	1 212	-1					1 202	-1	
Total	9 784 780	-2 609	7 191	-78	7 190	-7 227	9 799 161	-9 914	9 789 247
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)					244		244		
Au 31 décembre 2024	9 784 780	-2 609	7 191	-78	7 434	-7 227	9 799 405	-9 914	9 789 491
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	0		0		0		0		

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les originations en Stage 2 peuvent inclure des encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif) et les variations des créances rattachées.

### Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables : Titres de dettes

(En milliers d'euros.)	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total	
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)					
	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes
Au 31 décembre 2023	1 834 366	-446	0	0	0	0	1 834 366	-446
Transferts d'actifs en cours de vie d'un stage à l'autre	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts de Stage 1 vers Stage 2								
Retour de Stage 2 vers Stage 1								
Transferts vers Stage 3 (1)								
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1								
Total après transferts	1 834 366	-446	0	0	0	0	1 834 366	-446
Variations des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes	-189 719	-231	0	0	0	0	-189 719	-231
Réévaluation de juste valeur sur la période	35 127						35 127	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	563 262	-456					563 262	-456
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	-788 108	225					-788 108	225
Passages à perte								

Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières								
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période								
Changements dans le modèle / méthodologie								
Variations de périmètre								
Autres								
Total	1 644 647	-677	0	0	0	0	1 644 647	-677
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte)							0	
Au 31 décembre 2024	1 644 647	-677	0	0	0	0	1 644 647	-677
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	0		0		0		0	

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les originations en Stage 2 peuvent inclure des encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

### Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(En milliers d'euros.)	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)		Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)						
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes (b)	Montant net de l'engagement (a) + (b)
Au 31 décembre 2023	1 958 491	-1 495	0	0	0	0	1 958 491	-1 495	1 956 996
Transferts d'engagements en cours de vie d'un stage à l'autre									
Transferts de Stage 1 vers Stage 2									
Retour de Stage 2 vers Stage 1									
Transferts vers Stage 3 (1)									
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1									
Total après transferts	1 958 491	-1 495	0	0	0	0	1 958 491	-1 495	1 956 996
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	-256 270	-1 286	6 000	-469	0	0	-256 270	-1 755	
Nouveaux engagements donnés (2)	786 717	-4 226	6 000	-469			792 717	-4 695	
Extinction des engagements	-1 042 987	2 940					-1 042 987	2 940	
Passages à perte									
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières									
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période									
Changements dans le modèle / méthodologie									
Variations de périmètre									
Autres									
Au 31 décembre 2024	1 702 221	-2 781	6 000	-469	0	0	1 708 221	-3 250	1 704 971

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des engagements classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les nouveaux engagements donnés en Stage 2 concernent les engagements originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

### Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(En milliers d'euros.)	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)		Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)						
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes (b)	Montant net de l'engagement (a) + (b)
Au 31 décembre 2023	1 319 218	-255					1 319 218	-255	1 318 963
Transferts d'engagements en cours de vie d'un stage à l'autre	0	0	0	0	0	0	0	0	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2									
Retour de Stage 2 vers Stage 1									
Transferts vers Stage 3 (1)									
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1									
Total après transferts	1 319 218	-255	0	0	0	0	1 319 218	-255	1 318 963
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	212 903	-35	0	0	0	0	212 903	-35	
Nouveaux engagements donnés (2)	1 523 885	-299					1 523 885	-327	
Extinction des engagements	-1 311 398	266					-1 311 398	293	
Passages à perte									
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières									

Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période									
Changements dans le modèle / méthodologie									
Variations de périmètre									
Autres	416	-2					416	-2	
Au 31 décembre 2024	1 532 121	-290	0	0	0	0	1 532 121	-290	1 531 831

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des engagements classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les nouveaux engagements donnés en Stage 2 concernent les engagements origines en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

### 3.1.2. – Exposition maximale au risque de crédit

L'exposition maximale au risque de crédit d'une entité correspond généralement à la valeur comptable nette de toute perte de valeur sur chacun des produits souscrits par un client sans tenir compte des sûretés réelles ou autres rehaussements de crédit (par exemple les accords de compensation qui ne remplissent pas les conditions de compensation selon IAS 32). La dernière version de la clause de sûreté financière présente dans la convention de tenue de compte et de conservation (ou convention dépositaire le cas échéant), permet cependant de réduire cette exposition d'une partie du montant des actifs déposés par un tiers chez CACEIS. Cette clause n'est pour le moment effective que pour un nombre limité de client.

Les tableaux ci-dessous présentent les expositions maximales ainsi que le montant des actifs détenus en garantie et autres techniques de rehaussements de crédit permettant de réduire cette exposition.

Les actifs dépréciés en date de clôture correspondent aux actifs dépréciés (Stage 3).

#### Actifs financiers non soumis aux exigences de dépréciation (comptabilisés à la juste valeur par résultat)

(En milliers d'euros.)	Exposition maximale au risque de crédit	Au 31 décembre 2024				
		Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)	828 293	0	0	0	0	0
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	825 109					
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	3 184					
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option						
Instruments dérivés de couverture	2 003 948					
Total	2 832 241	0	0	0	0	0

(En milliers d'euros.)	Exposition maximale au risque de crédit	Au 31 décembre 2023				
		Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)	979 551	0	0	0	0	0
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	977 059					
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	2 492					
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option						
Instruments dérivés de couverture	2 580 565					
Total	3 560 116	0	0	0	0	0

#### Actifs financiers soumis aux exigences de dépréciation

(En milliers d'euros.)	Au 31 décembre 2024					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	1 644 647	0	0	0	0	0
Dont : actifs dépréciés en date de clôture	0	0	0	0	0	0
Prêts et créances sur les établissements de crédit						
Dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Prêts et créances sur la clientèle						
Dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Titres de dettes	1 644 647					
Dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Actifs financiers au coût amorti	87 306 858	22 861 938	0	19 092 388	0	0
Dont : actifs dépréciés en date de clôture	207					
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)	32 207 871	15 927 164		19 092 388		
Dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Prêts et créances sur la clientèle	9 789 491	6 934 774				
Dont : actifs dépréciés en date de clôture	95					
Titres de dettes	45 309 496					
Dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Total	88 951 505	22 861 938	0	19 092 388	0	0
Dont : actifs dépréciés en date de clôture	207	0	0	0	0	0

(En milliers d'euros.)	Au 31 décembre 2023					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	1 834 345	0	0	0	0	0
Dont : actifs dépréciés en date de clôture	0	0	0	0	0	0
Prêts et créances sur les établissements de crédit						
Dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Prêts et créances sur la clientèle						
Dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Titres de dettes	1 834 345					
Dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Actifs financiers au coût amorti	77 978 570	15 109 042	0	11 738 641	0	0
Dont : actifs dépréciés en date de clôture	95					
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)	30 967 881	10 305 082		11 738 641		
Dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Prêts et créances sur la clientèle	7 263 501	4 803 960				
Dont : actifs dépréciés en date de clôture	95					
Titres de dettes	39 747 188					
Dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Total	79 812 915	15 109 042	0	11 738 641	0	0
Dont : actifs dépréciés en date de clôture	95	0	0	0	0	0

*Engagements hors bilan soumis aux exigences de provisionnement*

(En milliers d'euros.)	Au 31 décembre 2024					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)	1 531 831					
Dont : engagements provisionnés en date de clôture						
Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)	1 704 971					

Dont : engagements provisionnés en date de clôture						
Total	3 236 802	0	0	0	0	0
Dont : engagements provisionnés en date de clôture						

(En milliers d'euros.)	Exposition maximale au risque de crédit	Au 31 décembre 2023				
		Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)	1 318 963					
Dont : engagements provisionnés en date de clôture						
Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)	1 956 996					
Dont : engagements provisionnés en date de clôture						
Total	3 275 959	0	0	0	0	0
Dont : engagements provisionnés en date de clôture						

Une description des actifs détenus en garantie est présentée dans la note 9 « Engagements de financement et de garantie et autres garanties ».

### 3.1.3. – Concentrations du risque de crédit

Les enveloppes géographiques et sectorielles imposées par le groupe Crédit Agricole, limitent la concentration du risque de crédit de CACEIS. Les valeurs comptables et montants des engagements sont présentés nets de dépréciations et de provisions.

#### Exposition au risque de crédit par catégories de risque de crédit

Les catégories de risques de crédit sont présentées par intervalles de probabilité de défaut. La correspondance entre les notations internes et les intervalles de probabilité de défaut est détaillée dans le chapitre « Risques et pilier 3 – Gestion des risques - Risques de crédit » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.

#### Actifs financiers au coût amorti (hors opérations internes au Crédit Agricole)

Catégories de risque de crédit (En milliers d'euros.)		Au 31 décembre 2024					
		Valeur comptable					
		Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)	
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciations des actifs au coût amorti (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciations des actifs au coût amorti (Stage 2)	Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciations des actifs au coût amorti (Stage 3)
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5 %	618					
	0,5 % < PD ≤ 2 %						
	2 % < PD ≤ 20 %						
	20 % < PD < 100 %						
	PD = 100 %						
Total clientèle de détail		618	0	0	0	0	0
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6 %	86 986 589	-31 749	28 707	-78		
	0,6 % < PD < 12 %	322 563					
	12 % ≤ PD < 100 %						
	PD = 100 %					7 434	-7 227
Total hors clientèle de détail		87 309 152	-31 749	28 707	-78	7 434	-7 227
Total		87 309 770	-31 749	28 707	-78	7 434	-7 227

Catégories de risque de crédit (En milliers d'euros.)		Au 31 décembre 2023			
		Valeur comptable			
		Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Actifs dépréciés (Stage 3)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5 %	417			417
	0,5 % < PD ≤ 2 %				0
	2 % < PD ≤ 20 %				0
	20 % < PD < 100 %				0
	PD = 100 %				0
Total clientèle de détail		417	0	0	417
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6 %	77 793 057	44 583		77 837 640
	0,6 % < PD < 12 %	155 585	5 970		161 555
	12 % ≤ PD < 100 %		934		934
	PD = 100 %			7 591	7 591
Total hors clientèle de détail		77 948 642	51 487	7 591	78 007 720
Dépréciations		-22 034	-60	-7 496	-29 590
Total		77 927 025	51 427	95	77 978 547

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables

Catégories de risque de crédit (En milliers d'euros.)		Au 31 décembre 2024					
		Valeur comptable					
		Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)	
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciations des actifs (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciations des actifs (Stage 2)	Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciations des actifs (Stage 3)
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5 %						
	0,5 % < PD ≤ 2 %						
	2 % < PD ≤ 20 %						
	20 % < PD < 100 %						
	PD = 100 %						
Total clientèle de détail		0	0	0	0	0	0
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6 %	1 645 324	-677				
	0,6 % < PD < 12 %						
	12 % ≤ PD < 100 %						
	PD = 100 %						
Total hors clientèle de détail		1 645 324	-677	0	0	0	0
Total		1 645 324		0		0	

Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)

Catégories de risque de crédit (En milliers d'euros.)		Au 31 décembre 2024					
		Montant de l'engagement					
		Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)	
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions des engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions des engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions des engagements (Stage 3)
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5 %						
	0,5 % < PD ≤ 2 %						
	2 % < PD ≤ 20 %						
	20 % < PD < 100 %						
	PD = 100 %						
Total clientèle de détail		0	0	0	0	0	0
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6 %	1 362 533	-2 781	6 000	-469		
	0,6 % < PD < 12 %	339 688					
	12 % ≤ PD < 100 %						
	PD = 100 %						
Total hors clientèle de détail		1 702 221	-2 781	6 000	-469	0	0
Total		1 702 221	-2 781	6 000	-469	0	0

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.



Catégories de risque de crédit (En milliers d'euros.)		Au 31 décembre 2023			
		Montant de l'engagement			
		Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Engagements provisionnés (Stage 3)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5 %				0
	0,5 % < PD ≤ 2 %				0
	2 % < PD ≤ 20 %				0
	20 % < PD < 100 %				0
	PD = 100 %				0
Total clientèle de détail		0	0	0	0
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6 %	1 646 559			1 646 559
	0,6 % < PD < 12 %	311 932			311 932
	12 % ≤ PD < 100 %				0
	PD = 100 %				0
Total hors clientèle de détail		1 958 491	0	0	1 958 491
Provisions (1)		-1 495			-1 495
Total		1 956 996	0	0	1 956 996

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

#### Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)

Catégories de risque de crédit (En milliers d'euros.)		Au 31 décembre 2024					
		Montant de l'engagement					
		Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)	
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions des engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions des engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions des engagements (Stage 3)
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5 %						0
	0,5 % < PD ≤ 2 %						0
	2 % < PD ≤ 20 %						0
	20 % < PD < 100 %						0
	PD = 100 %						0
Total clientèle de détail		0	0	0	0	0	0
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6 %	1 532 122	-290				1 531 832
	0,6 % < PD < 12 %						0
	12 % ≤ PD < 100 %						0
	PD = 100 %						0
Total hors clientèle de détail		1 532 122	-290				1 531 832
Total		1 532 122	-290				1 531 832

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Catégories de risque de crédit (En milliers d'euros.)		Au 31 décembre 2023			
		Montant de l'engagement			
		Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Engagements provisionnés (Stage 3)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5 %				0
	0,5 % < PD ≤ 2 %				0
	2 % < PD ≤ 20 %				0
	20 % < PD < 100 %				0
	PD = 100 %				0
Total clientèle de détail		0	0	0	0
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6 %	1 319 218			1 319 218
	0,6 % < PD < 12 %				0
	12 % ≤ PD < 100 %				0
	PD = 100 %				0
Total hors clientèle de détail		1 319 218	0	0	1 319 218
Provisions (1)		-255			-255
Total		1 318 963	0	0	1 318 963

#### Concentrations du risque de crédit par agent économique

Actifs financiers au coût amorti par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(En milliers d'euros.)	Au 31 décembre 2024						
	Valeur comptable						
	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 3	Total brut
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 2			
Administration générale	6 281 402	-3 713					6 281 402
Banques centrales	0						0
Etablissements de crédit	69 895 752	-22 900	21 516	0	0	0	69 917 269
Grandes entreprises	11 132 003	-5 141	7 191	-78	7 434	-7 227	11 146 628
Clientèle de détail	618						618
Total	87 309 775	-31 754	28 707	-78	7 434	-7 227	87 345 916

(En milliers d'euros.)	Au 31 décembre 2023						
	Valeur comptable						
	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 3	Total brut
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 2			
Administration générale	4 373 167	-2 194					4 373 167
Banques centrales	0						0
Etablissements de crédit	65 200 087	-15 310	51 485	-60	348	-348	65 251 920
Grandes entreprises	8 375 389	-4 531	2		7 243	-7 148	8 382 634
Clientèle de détail	417						417
Total	77 949 060	-22 035	51 487	-60	7 591	-7 496	78 008 138

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par agent économique

(En milliers d'euros.)	Au 31 décembre 2024						
	Valeur comptable						
	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI - Stage 3	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI - Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI - Stage 2			
Administration générale	552 154	-274					552 154
Banques centrales	0						0
Etablissements de crédit	1 092 493	-403					1 092 493
Grandes entreprises	0						0
Clientèle de détail							0
Total	1 644 647	-677	0	0	0	0	1 644 647

(En milliers d'euros.)	Au 31 décembre 2023						
	Valeur comptable						
	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI - Stage 3	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI - Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI - Stage 2			
Administration générale							0
Banques centrales	0						0
Etablissements de crédit	1 834 366	-446					1 834 366
Grandes entreprises							0
Clientèle de détail							0
Total	1 834 366	-446	0	0	0	0	1 834 366

Dettes envers la clientèle par agent économique

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Administration générale	63 419	94 561
Grandes entreprises	94 103 164	90 051 978
Clientèle de détail	397 477	108 756
Total dettes envers la clientèle	94 564 060	90 255 295

## Engagements de financement par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(En milliers d'euros.)	Au 31 décembre 2024						
	Montant de l'engagement						
	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions sur engagements (Stage 3) (1)	Total brut
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1) (1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions sur engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2) (1)			
Administration générale							0
Banques centrales							0
Etablissements de crédit	68 901	0					68 901
Grandes entreprises	1 639 320	-2 781		-469			1 639 320
Clientèle de détail							0
Total	1 708 221	-2 781	0	-469	0	0	1 708 221

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

(En milliers d'euros.)	Au 31 décembre 2023						
	Montant de l'engagement						
	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions sur engagements (Stage 3) (1)	Total brut
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1) (1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions sur engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2) (1)			
Administration générale							0
Banques centrales							0
Etablissements de crédit	50 000	-44					50 000
Grandes entreprises	1 908 491	-1 451					1 908 491
Clientèle de détail							0
Total	1 958 491	-1 495	0	0	0	0	1 958 491

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

## Engagements de garantie par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(En milliers d'euros.)	Au 31 décembre 2024						
	Montant de l'engagement						
	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions sur engagements (Stage 3) (1)	Total brut
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1) (1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions sur engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2) (1)			
Administration générale							0
Banques centrales							0
Etablissements de crédit	1 531 511	-265					1 531 511
Grandes entreprises	610	-25					610
Clientèle de détail							0
Total	1 532 121	-290	0	0	0	0	1 532 121

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

(En milliers d'euros.)	Au 31 décembre 2023						
	Montant de l'engagement						
	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions sur engagements (Stage 3) (1)	Total brut
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1) (1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions sur engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2) (1)			
Administration générale							0
Banques centrales							0
Etablissements de crédit	248 390	-215					248 390
Grandes entreprises	1 070 828	-40					1 070 828

Clientèle de détail							0
Total	1 319 218	-255	0	0	0	0	1 319 218

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

### Concentrations du risque de crédit par zone géographique

Actifs financiers au coût amorti par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(En milliers d'euros.)	Au 31 décembre 2024				Au 31 décembre 2023			
	Valeur comptable				Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
France (y compris DROM-COM)	55 067 289	7 191	16	55 074 496	48 436 771	2	31	48 436 804
Autres pays de l'Union européenne	15 962 407		1 430	15 963 837	11 014 619		1 572	11 016 191
Autres pays d'Europe	11 917 694	11 278		11 928 972	14 016 739	50 553		14 067 292
Amérique du Nord	2 998 530			2 998 530	3 168 371			3 168 371
Amériques centrale et du Sud	17 803		5 988	23 791	14 068		5 988	20 056
Afrique et Moyen-Orient	104 782	10 238		115 020	58 122	932		59 054
Asie et Océanie (hors Japon)	1 203 830			1 203 830	1 226 256			1 226 256
Japon	37 441			37 441	14 115			14 115
Organismes supra-nationaux				0				0
Dépréciations	-31 754	-78	-7 227	-39 059	-22 035	-60	-7 496	-29 591
Total	87 278 021	28 629	207	87 306 858	77 927 026	51 427	95	77 978 548

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par zone géographique

(En milliers d'euros.)	Au 31 décembre 2024				Au 31 décembre 2023			
	Valeur comptable				Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
France (y compris DROM-COM)	552 154			552 154	105 771			105 771
Autres pays de l'Union européenne				0				0
Autres pays d'Europe	1 092 493			1 092 493	1 728 595			1 728 595
Amérique du Nord				0				0
Amériques centrale et du Sud				0				0
Afrique et Moyen-Orient				0				0
Asie et Océanie (hors Japon)				0				0
Japon				0				0
Organismes supra-nationaux				0				0
Total	1 644 647	0	0	1 644 647	1 834 366	0	0	1 834 366

Dettes envers la clientèle par zone géographique

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
France (y compris DROM-COM)	51 816 272	52 517 163
Autres pays de l'Union européenne	39 714 399	35 231 566
Autres pays d'Europe	2 753 738	2 322 797
Amérique du Nord	63 314	14 868
Amériques centrale et du Sud	153 317	107 348
Afrique et Moyen-Orient	56 278	53 504
Asie et Océanie (hors Japon)	6 741	7 943
Japon		106
Organismes supra-nationaux		
Total dettes envers la clientèle	94 564 060	90 255 295

Engagements de financement par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(En milliers d'euros.)	Au 31 décembre 2024				Au 31 décembre 2023			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
France (y compris DROM-COM)	443 550			443 550	771 308			771 308
Autres pays de l'Union européenne	1 245 770			1 245 770	1 187 183			1 187 183
Autres pays d'Europe	18 901			18 901				0
Amérique du Nord				0				0
Amériques centrale et du Sud				0				0
Afrique et Moyen-Orient				0				0
Asie et Océanie (hors Japon)				0				0
Japon				0				0
Organismes supra-nationaux				0				0
Provisions (1)	-2 781	-469		-3 250	-1 495			-1 495
Total	1 705 440	-469	0	1 704 971	1 956 996	0	0	1 956 996

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Engagements de garantie par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(En milliers d'euros.)	Au 31 décembre 2024				Au 31 décembre 2023			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
France (y compris DROM-COM)	1 524 068			1 524 068	657 975			657 975
Autres pays de l'Union européenne	7 643			7 643	660 852			660 852
Autres pays d'Europe	410			410	391			391
Amérique du Nord				0				0
Amériques centrale et du Sud				0				0
Afrique et Moyen-Orient				0				0
Asie et Océanie (hors Japon)				0				0
Japon				0				0
Organismes supra-nationaux				0				0
Provisions (1)	-290			-290	-255			-255
Total	1 531 831	0	0	1 531 831	1 318 963	0	0	1 318 963

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

### 3.1.4. – Informations sur les actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement

Le montant des actifs financiers en souffrance au 31 décembre 2024 s'élève à 7,4 millions d'euros. Ils sont dépréciés à 100 %.

### 3.2. – Expositions au risque souverain

Le périmètre des expositions souveraines recensées couvre les expositions à l'Etat, hors collectivités locales. Les créances fiscales sont exclues du recensement.

L'exposition aux dettes souveraines correspond à une exposition nette de dépréciation pour les actifs financiers non évalués à la juste valeur par résultat (valeur au bilan) présentée à la fois brute et nette de couverture.

Les expositions de CACEIS au risque souverain sont les suivantes :

#### Activité bancaire :

31/12/2024 (En milliers d'euros.)	Expositions nettes de dépréciations						
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat					
Allemagne					0		
Arabie Saoudite					0		0
Belgique				180 912	180 912	-6 121	174 791
Brésil					0		0
Chine					0		0
Egypte					0		0
Espagne				1 833 321	1 833 321	-27 653	1 805 668
Etats-Unis				538 643	538 643	-38	538 605
France			552 154	1 335 058	1 887 212	-33 548	1 853 664
Hong Kong					0		0
Israël							
Italie					0		0
Japon					0		0
Liban							
Pologne					0		0
Royaume-Uni					0		0
Russie					0		0
Taiwan					0		0
Turquie					0		0
Ukraine					0		0
Autres pays souverains (1)				378 706	378 706	-10 383	368 323
Total	0	0	552 154	4 266 640	4 818 794	-77 743	4 741 051

(1) Dont l'Autriche pour 305 087 milliers d'euros.

31/12/2023 (En milliers d'euros.)	Expositions nettes de dépréciations						
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat					
Allemagne					0		
Arabie Saoudite					0		0
Belgique				246 938	246 938	6 738	253 676
Brésil					0		0
Chine					0		0
Egypte					0		0
Espagne				1 361 364	1 361 364	36 886	1 398 250
Etats-Unis				610 314	610 314		610 314
France				243 793	243 793	9 372	253 165
Hong Kong					0		0
Israël							
Italie					0		0
Japon					0		0
Liban							
Pologne					0		0
Royaume-Uni					0		0
Russie					0		0
Taiwan					0		0
Turquie					0		0
Ukraine					0		0
Autres pays souverains				48 728	48 728	1 463	50 191
Total	0	0	0	2 683 064	2 683 064	59 055	2 742 119

(1) Essentiellement la Finlande pour 48 728 milliers d'euros.

### 3.3. – Risque de marché

Le dispositif des risques financiers de CACEIS couvre les opérations réalisées dans le cadre des transactions clients ainsi que de la gestion du bilan de CACEIS. Les limites globales sont fixées par des comités de risques spécifiques du Groupe CA (liquidité, risque de taux, portefeuille, repo).

La Direction des risques vérifie que les limites sont respectées sur la base des positions de clôture à J-1. CACEIS alerte la Direction des risques de CASA en cas de dépassement des limites globales de risque.

Dans une moindre mesure, un risque de marché est généré par les activités des clients. Pour les activités de Securities Finance, CACEIS peut maintenir un mismatch d'échéances pour permettre la couverture des opérations clients. Pour les opérations de change, les mismatch sont principalement causés par la couverture de faible montant.

### Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle

La ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

#### Instruments dérivés de couverture – Juste valeur Actif

(En milliers d'euros.)	31/12/2024						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt				159 698	1 562 246	281 799	2 003 743
Instruments de devises							0
Autres instruments				205			205
Sous-total	0	0	0	159 903	1 562 246	281 799	2 003 948
Opérations de change à terme							0
Total juste valeur des instruments dérivés de couverture - actif	0	0	0	159 903	1 562 246	281 799	2 003 948

(En milliers d'euros.)	31/12/2023						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt				185 662	2 305 211	89 489	2 580 362
Instruments de devises							0
Autres instruments				132	71		203
Sous-total	0	0	0	185 794	2 305 282	89 489	2 580 565
Opérations de change à terme							0
Total juste valeur des instruments dérivés de couverture - actif	0	0	0	185 794	2 305 282	89 489	2 580 565

#### Instruments dérivés de couverture – Juste valeur Passif

(En milliers d'euros.)	31/12/2024						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt				162 678	141 074	379 042	682 794
Instruments de devises							0
Autres instruments					0	42	42
Sous-total	0	0	0	162 678	141 074	379 084	682 836
Opérations de change à terme							0
Total juste valeur des instruments dérivés de couverture - passif	0	0	0	162 678	141 074	379 084	682 836

(En milliers d'euros.)	31/12/2023						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt				34 842	23 827	239 222	297 891
Instruments de devises							0
Autres instruments				13		42	13
Sous-total	0	0	0	34 855	23 827	239 264	297 904
Opérations de change à terme							0
Total juste valeur des instruments dérivés de couverture - passif	0	0	0	34 855	23 827	239 264	297 904

#### Instruments dérivés de transaction – Juste valeur Actif

(En milliers d'euros.)	31/12/2024						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt					2	7	9
Instruments de devises et							0
Autres instruments						-50	-50
Sous-total	0	0	0	0	2	-43	-41
Opérations de change à terme				825 150			825 150
Total juste valeur des instruments dérivés de transaction - actif	0	0	0	825 150	2	-43	825 109

(En milliers d'euros.)	31/12/2023						Total en valeur de marché
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			
	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt						-5	-3
Instruments de devises et							0
Autres instruments							0
Sous-total	0	0	0	0	0	-5	-3
Opérations de change à terme				977 059	3		977 062
Total juste valeur des instruments dérivés de transaction - actif	0	0	0	977 059	3	-5	977 059

#### Instruments dérivés de transaction – Juste valeur Passif

(En milliers d'euros.)	31/12/2024						Total en valeur de marché
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			
	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt				23		1 429	36
Instruments de devises et				23 489			23 489
Autres instruments						-21	0
Sous-total	0	0	0	23 512	0	1 408	23 525
Opérations de change à terme				727 811	3		727 814
Total juste valeur des instruments dérivés de transaction - passif	0	0	0	751 323	3	1 408	751 339

(En milliers d'euros.)	31/12/2023						Total en valeur de marché
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			
	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt					36	-2	36
Instruments de devises et							0
Autres instruments							0
Sous-total	0	0	0	0	36	-2	36
Opérations de change à terme				1 091 413	3		1 091 416
Total juste valeur des instruments dérivés de transaction - passif	0	0	0	1 091 413	39	-2	1 091 452

#### Opérations sur instruments dérivés : montant des engagements

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
	Total encours notionnel	Total encours notionnel
Instruments de taux d'intérêt	52 697 926	48 391 887
Instruments de devises et or	0	
Autres instruments	3 196	2 188
Sous-total	52 701 122	48 394 075
Opérations de change à terme	233 677 855	259 519 927
Total notionnels	286 378 977	307 914 002

### 3.4. – Risque de change

Le risque de change relatif aux positions opérationnelles n'est pas significatif en raison du faible niveau des limites appliquées par le groupe CACEIS. Le groupe CACEIS est exposé au risque de change relatif aux positions structurelles



(fonds propres des filiales libellés en devises autres que l'euro) sur ses participations au Brésil, au Mexique et en Colombie. Dans le cadre de la réglementation prudentielle applicable au groupe CACEIS, et conformément à la stratégie arrêtée avec le groupe Crédit Agricole S.A., CACEIS a mis en place une couverture d'investissement net à l'étranger (NIH) sur les participations de S3 CACEIS Latam Holding 1, S.L. dans les sociétés situées en Amérique latine (Brésil et Mexique) afin de couvrir le risque de change structurel impactant le Common Equity Tier 1 du Groupe.

Compte tenu de l'activité de CACEIS, la position de change doit être formée principalement des intérêts et commissions (reçues et payées) en devises. Les opérations faites pour le compte de clients (soit du change à terme, soit du spot pour couvrir les règlements / livraisons des opérations titres ou encaisser les coupons) qui intègrent elles aussi la position de change de la banque, doivent être adossées afin de rester dans les limites de faibles montants.

Le portefeuille de négociation est surveillé avec une limite VaR (Value at Risk) et une limite SFT (Securities Financing Transactions) notionnelle (Les limites GAP s'appliquent à la valeur du gap de chaque année civile afin qu'une variation du taux ou du spread n'entraîne pas une variation significative du produit net bancaire annuel budgétisé. La limite sur la VAN est calibrée par rapport aux capitaux propres et encadre la baisse des revenus d'intérêts suite à une variation du taux ou du spread appliqué aux gaps actualisés sur toutes les années).

Les positions opérationnelles de change sont suivies par le biais d'une limite dédiée sur la somme des valeurs absolues des positions en devises hors euro. Les positions de change structurelles sont présentées en comités ALM et sont couvertes en cohérence avec les calculs des exigences de fonds propres économiques et réglementaires.

### **3.5. – Risque de liquidité et de financement**

Les activités de banque dépositaire génèrent des liquidités structurellement importantes. Une grande partie de cet excédent de liquidité est transférée au Groupe CA.

CACEIS investit dans un portefeuille de titres dans le but de générer une marge nette d'intérêts tout en gérant ses réserves de liquidité. En conséquence, CACEIS supporte un risque de baisse de la valeur des titres détenus dans le portefeuille bancaire et comptabilisés à la juste valeur (HTCS/JV). Ce risque se matérialise par une baisse de valeur des obligations liée à l'évolution de la qualité de crédit de l'émetteur (risque émetteur ou risque de spread de crédit dans le portefeuille de la banque). La variation de valeur peut avoir un impact sur les fonds propres prudentiels de CACEIS.

Le portefeuille titres est encadré par des limites d'encours et des limites en stress « défavorable », qui mesurent la dépréciation potentielle de la valeur de marché des titres sur une période d'un an suite à des chocs de taux et de spreads de crédit.

Le risque de taux fixe est principalement généré par le taux Euribor du portefeuille pour la première année et les ressources à taux fixe (ressources clients impayées et fonds propres) les années suivantes. Avec une rémunération des dépôts des clients en euros au taux de la BCE, CACEIS est exposé à un risque de spread sur la partie du portefeuille indexée sur l'Euribor.

Le risque de taux fixe et le risque de base/indice sont encadrés par des limites sur le gap de taux (GAP) et par des limites sur la valeur actuelle nette (VAN) (Les limites GAP s'appliquent à la valeur du gap de chaque année civile afin qu'une variation du taux ou du spread n'entraîne pas une variation significative du produit net bancaire annuel budgétisé. La limite sur la VAN est calibrée par rapport aux capitaux propres et encadre la baisse des revenus d'intérêts suite à une variation du taux ou du spread appliqué aux gaps actualisés sur toutes les années).

La politique de liquidité de CACEIS permet de garantir que la banque est à tout moment en mesure de respecter ses obligations envers ses clients, de respecter les normes imposées par les superviseurs bancaires et de faire face à toute crise de liquidité.

Les risques liés à la liquidité de CACEIS se subdivisent en :

- Un risque lié à la liquidité intraday opérationnelle nécessaire à la gestion des règlements des opérations des clients de CACEIS dans les infrastructures de marché pour l'essentiel ;
- Un risque de liquidité lié à la « transformation » de ressources disponibles à court terme en emploi dans le cadre principalement d'achats de titres au sein du portefeuille de placement et de remplacements de la trésorerie via des opérations de money market.

Le risque de liquidité est encadré par la limite court terme, les stress tests, les ratios prudentiels et le plan d'urgence.

- La limite court terme porte sur le refinancement court terme net à moins d'un an (pour CACEIS, il s'agit essentiellement des comptes nostri et des comptes courants intragroupe).
- Suite aux scénarios de stress, CACEIS s'assure que face à une baisse des dépôts clientèles, les besoins de refinancement sont couverts, pour différents horizons de temps par la liquéfaction, après prise en compte des décotes et délais de cession, de la part des titres du portefeuille non mobilisée en collatéral pour les besoins de liquidité intraday.

Outre le dispositif interne de pilotage du risque de liquidité (limite à court terme, test de résistance et indicateur de suivi quotidien), un plan d'urgence pour remédier à une crise de liquidité décrit le processus de déclenchement, la gouvernance et les plans d'action qui s'appliquent dans ce genre de situation.

### **3.6. – Risque modèle**

Le risque modèle de CACEIS est faible dans la mesure où CACEIS utilise essentiellement des modèles réglementaires (méthode standard) et ceux mis à disposition par le Groupe Crédit Agricole. Les modèles utilisés concernent essentiellement le calcul du capital économique (Pilier 2).

### Prêts et créances sur établissements de crédit et sur la clientèle par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	20 818 576	5 201 947	6 191 151			32 211 674
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	9 248 876	550 519				9 799 395
Total	30 067 451	5 752 466	6 191 151	0	0	42 011 068
Dépréciations						-13 707
Total prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle						41 997 362

(En milliers d'euros.)	31/12/2023					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	21 067 703	3 105 655	5 444 959	1 353 273		30 971 590
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	6 913 634	358 068				7 271 702
Total	27 981 337	3 463 723	5 444 959	1 353 273	0	38 243 292
Dépréciations						-11 932
Total prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle						38 231 361

### Dettes envers les établissements de crédit et de la clientèle par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	8 663 761	352 185				9 015 946
Dettes envers la clientèle	94 564 060					94 564 060
Total dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	103 227 821	352 185	0	0	0	103 580 006

(En milliers d'euros.)	31/12/2023					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	10 558 428	250 072	250 135			11 058 635
Dettes envers la clientèle	90 243 237	12 058				90 255 295
Total dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	100 801 665	262 130	250 135	0	0	101 313 930

### Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

(En milliers d'euros.)	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes représentées par un titre						
Bons de caisse						0
Titres du marché interbancaire						0
Titres de créances négociables						0
Emprunts obligataires	8		110 136			110 144
Autres dettes représentées par un titre						0
Total dettes représentées par un titre	8	0	110 136	0	0	110 144
Dettes subordonnées						
Dettes subordonnées à durée déterminée						0
Dettes subordonnées à durée indéterminée						0

Dépôts de garantie à caractère mutuel						0
Titres et emprunts participatifs						0
Total dettes subordonnées	0	0	0	0	0	0

(En milliers d'euros.)	31/12/2023					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes représentées par un titre						0
Bons de caisse						0
Titres du marché interbancaire						0
Titres de créances négociables						0
Emprunts obligataires	8		110 204			110 212
Autres dettes représentées par un titre						0
Total dettes représentées par un titre	8	0	110 204	0	0	110 212
Dettes subordonnées						
Dettes subordonnées à durée déterminée	7		73 216	202 925		276 148
Dettes subordonnées à durée indéterminée						0
Dépôts de garantie à caractère mutuel						0
Titres et emprunts participatifs						0
Total dettes subordonnées	7	0	73 216	202 925	0	276 148

### Garanties financières en risque données par maturité attendue

Les montants présentés correspondent aux montants attendus d'appel des garanties financières en risque, c'est-à-dire qui ont fait l'objet de provision ou qui sont sous surveillance.

Les échéances contractuelles des instruments dérivés sont présentées dans la note 3.3 « Risque de marché ».

### 3.7. – Comptabilité de couverture

Les instruments financiers dérivés utilisés dans le cadre d'une relation de couverture sont désignés en fonction de l'objectif poursuivi :

- de couverture de valeur ;
- de couverture de résultats futurs ;
- de couverture d'un investissement net en devise.

Chaque relation de couverture fait l'objet d'une documentation formelle décrivant la stratégie, l'instrument couvert et l'instrument de couverture ainsi que la méthodologie d'appréciation de l'efficacité.

### Couverture de juste valeur

Les couvertures de juste valeur modifient le risque de variations de juste valeur d'un instrument à taux fixe causées par des changements de taux d'intérêts. Ces couvertures transforment des actifs ou des passifs à taux fixe en éléments à taux variables.

Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

### Couverture de flux de trésorerie

Les couvertures de flux de trésorerie modifient notamment le risque inhérent à la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments à rémunération variable.

### Couverture d'un investissement net en devise

Les couvertures des investissements nets en devises modifient le risque inhérent aux fluctuations des taux de change liées aux participations dans les filiales en devises étrangères.

### Instruments dérivés de couverture

(En milliers d'euros.)	31/12/2024			31/12/2023		
	Valeur de marché		Montant notionnel	Valeur de marché		Montant notionnel
	Positive	Négative		Positive	Négative	
Couverture de juste valeur	2 003 743	682 794	52 696 403	2 580 362	297 891	48 388 893

Couverture de flux de trésorerie	205	13	2 497	203	13	2 188
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger						
Total instruments dérivés de couverture	2 003 948	682 807	52 698 900	2 580 565	297 904	48 391 081

### Opérations sur instruments dérivés de couverture : analyse par durée résiduelle (notionnels)

La ventilation des notionnels des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

(En milliers d'euros.)	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total notionnel
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	6 551 177	34 445 705	11 699 521	52 696 403
Instruments de devises				0
Autres instruments	819	1 678		2 497
Sous-total	6 551 996	34 447 383	11 699 521	52 698 900
Opérations de change à terme				0
Total notionnel des instruments dérivés de couverture	6 551 996	34 447 383	11 699 521	52 698 900

(En milliers d'euros.)	31/12/2023			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total notionnel
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	6 610 377	31 103 723	10 674 793	48 388 893
Instruments de devises				0
Autres instruments	894	1 294		2 188
Sous-total	6 611 271	31 105 017	10 674 793	48 391 081
Opérations de change à terme				0
Total notionnel des instruments dérivés de couverture	6 611 271	31 105 017	10 674 793	48 391 081

La note 3.3 « Risque de marché - Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle » présente la ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés de couverture par maturité contractuelle résiduelle.

### Couverture de juste valeur

#### Instruments dérivés de couverture

(En milliers d'euros.)	31/12/2024				31/12/2023			
	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel
	Actif	Passif			Actif	Passif		
Couverture de juste valeur								
Marchés organisés et de gré à gré	2 003 743	682 794	-1 049 533	52 696 403	2 580 362	261 986	-1 771 255	47 888 893
Taux d'intérêt	2 003 743	682 794	-1 049 533	52 696 403	2 580 362	261 986	-1 771 255	47 888 893
Change								
Autres								
Total des micro-couvertures de juste valeur	2 003 743	682 794	-1 049 533	52 696 403	2 580 362	261 986	-1 771 255	47 888 893
Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	0		743	0		35 905	82 167	500 000
Total couverture de juste valeur	2 003 743	682 794	-1 048 790	52 696 403	2 580 362	297 891	-1 689 088	48 388 893

Les variations de juste valeur des dérivés de couverture sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

#### Eléments couverts

Micro-couvertures (En milliers d'euros.)	31/12/2024			
	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture (y compris cessations de couvertures au cours de la période)
	Valeur comptable	Dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler	
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	1 644 647	-20 894		47 004
Taux d'intérêt	1 644 647	-20 894		47 004
Change				
Autres				
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	50 737 200	-470 229	0	1 002 530
Taux d'intérêt	50 737 200	-470 229		1 002 530
Change				
Autres				
Total de la couverture de juste valeur sur les éléments d'actif	52 381 847	-491 123	0	1 049 534
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	0	0	0	0
Taux d'intérêt				
Change				
Autres				
Total de la couverture de juste valeur sur les éléments de passif	0	0	0	0

Micro-couvertures (En milliers d'euros.)	31/12/2023			
	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture (y compris cessations de couvertures au cours de la période)
	Valeur comptable	Dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler	
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	1 833 278	-63 988		80 022
Taux d'intérêt	1 833 278	-63 988		80 022
Change				
Autres				
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	45 008 640	-1 537 941	6 714	1 691 232
Taux d'intérêt	45 008 640	-1 537 941	6 714	1 691 232
Change				
Autres				
Total de la couverture de juste valeur sur les éléments d'actif	46 841 918	-1 601 929	6 714	1 771 254
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	0	0	0	0
Taux d'intérêt				
Change				
Autres				
Total de la couverture de juste valeur sur les éléments de passif	0	0	0	0

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste du bilan auquel elle se rattache. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Macro-couvertures (En milliers d'euros.)	31/12/2024		31/12/2023	
	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables				
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti				
Total - actifs	0	0	0	0
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti			491 621	
Total - passifs	0	0	491 621	0

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste « Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux » au bilan. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Impacts de la comptabilité de couverture

(En milliers d'euros.)	31/12/2024			31/12/2023		
	Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)			Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)		
	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture (y compris cessations de couverture)	Variation de juste valeur sur les éléments couverts (y compris cessations de couverture)	Part de l'inefficacité de la couverture	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture (y compris cessations de couverture)	Variation de juste valeur sur les éléments couverts (y compris cessations de couverture)	Part de l'inefficacité de la couverture
Taux d'intérêt	-1 048 790	1 048 791	1	-1 689 088	1 689 086	-2
Change			0			0
Autres			0			0
Total	-1 048 790	1 048 791	1	-1 689 088	1 689 086	-2

**3.8. – Risques opérationnels**

CACEIS supporte un risque récurrent de perte financière en cas d'erreurs dans le traitement des instructions d'exécution (OST, souscriptions/rachats de fonds, opérations de nature fiscale, etc.) et en cas de dysfonctionnement des systèmes d'information.

Les principaux fondements de la politique de gestion des risques opérationnels sont les suivants :

- être en mesure de détecter le plus tôt possible les risques ou les incidents de nature opérationnelle pouvant avoir des conséquences financières et/ou d'image ; analyser les risques (potentiels) / incidents (avérés) et apprécier le plus précisément possible leurs impacts ; alerter et mobiliser les principaux responsables hiérarchiques concernés par lesdits incidents, qu'ils en soient à l'origine et/ou qu'ils en subissent les conséquences.
- engager les actions curatives et/ou préventives qui s'imposent pour contenir les impacts, limiter la probabilité de survenance des incidents (potentiels ou avérés), tirer les enseignements et adapter les organisations et se doter, si nécessaire ou opportun, d'un dispositif d'assurance.
- disposer d'outils et d'indicateurs de pilotage à destination des Dirigeants du Groupe CACEIS, des responsables métiers et des différents acteurs du dispositif permettant d'apprécier, par entité, les effets de cette politique.

Le système de suivi et de contrôle des risques opérationnels repose sur deux axes complémentaires :

- Les risques potentiels, à travers une cartographie descriptive de tous les risques inhérents aux activités de CACEIS et des indicateurs prévisionnels de risques, et
- Les risques avérés, par le reporting, l'alerte et l'enregistrement dans une base de données centralisée de tous les incidents opérationnels (réconciliés régulièrement avec la comptabilité).

Pour les incidents importants, un post-mortem comprenant un plan de mesures correctives est rédigé. Les managing directors des entités CACEIS concernées, le Directeur Général et les directeurs généraux adjoints de CACEIS, le président du conseil d'administration et du Comité des risques et de la conformité du conseil d'administration de CACEIS et la Direction des risques de CASA sont informés des incidents conformément à la procédure d'alerte.

Le plan de contrôle de l'approche basée sur les risques vise à garantir qu'il existe des contrôles 2.1 pertinents sur les processus de cartographie à risque (critiques et sensibles) (Un processus critique est un processus « Majeur » ou « Fort » (rouge ou orange) en termes d'impact financier et/ou d'image avec un niveau de contrôle des risques évalué comme « Défectueux » ou « À améliorer ». Un processus sensible est classé « Majeur » ou « Fort » avec un niveau de contrôle des risques « Acceptable » ou « Efficace »).

La procédure de gestion des tiers détenteurs d'actifs fournit un cadre pour le risque lié à l'obligation de restitution des actifs aux clients.

En termes de continuité d'activité (La continuité d'activité comprend les plans de repli utilisateurs, les plans de reprise après sinistre (IT) et la gestion des crises) et de sécurité informatique, des comités dédiés sont informés des problématiques liées aux risques, définissent les priorités et les plans d'actions qui s'imposent.

Enfin, CACEIS a fait certifier les principaux processus de contrôle de la production selon la norme internationale SOC (Service Organisation Controls), qui s'appuie sur les normes techniques ISAE 3402 (Europe).

À la suite d'une décision prise dans les comités NAP (nouvelles activités/produits) et CNO (nouvelle organisation), le dispositif de pilotage des risques opérationnels peut évoluer pour intégrer tout changement significatif dans les processus internes.

La fonction juridique détecte le risque juridique, propose des actions pour l'atténuer et gère le risque lié aux litiges et contentieux. À cet égard, l'appétence de CACEIS au risque juridique est nulle ; le conseil d'administration est régulièrement informé des contentieux sensibles de CACEIS.

**Risques juridiques**

Au 31 décembre 2024, aucun litige, autres que ceux décrit dans les notes 2 et 6.15, et concernant le groupe CACEIS n'est susceptible, à notre connaissance, d'avoir ou d'avoir eu au cours des douze derniers mois des effets significatifs sur sa situation financière ou sa rentabilité.

### **Assurances et couverture des risques**

Des polices d'assurances couvrent l'ensemble du groupe CACEIS sur les risques ci-après :

- Les risques liés aux activités :
  - Responsabilité Civile Professionnelle (RCPRO) (avec une garantie spécifique dite de « frais de correction »)
  - Responsabilité Civile des Mandataires Sociaux (RCMS)
  - Globale de Banque (Fraude & Tous Risques Valeurs)
- Les risques d'exploitation de l'entreprise :
  - Perte d'activité bancaire
  - Responsabilité Civile Exploitation (RCE)
  - Dommages aux biens (police souscrite en locale par chaque entité)
- Les risques des salariés :
  - Individuelle accidents
  - Auto-mission
- Les risques du comité d'entreprise :
  - Individuelle accidents
  - Responsabilité Civile d'Exploitation (RCE)

### **3.9. – Gestion du capital et ratios réglementaires**

La Direction Finances de Crédit Agricole S.A. a pour objectif de sécuriser l'adéquation entre les besoins générés par l'activité globale du Groupe et ses ressources financières en liquidité et en capital. Elle a la responsabilité du pilotage des ratios prudentiels et réglementaires (solvabilité, liquidité, levier, résolution) du groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A. A ce titre, elle définit les principes et assure la cohérence de la gestion financière du Groupe.

#### **Les informations sur la gestion du capital et le respect des ratios réglementaires requises par IAS 1 sont présentées dans le chapitre « Risques et Pilier 3 ».**

Conformément au règlement européen (UE) 575/2013 (CRR) (Tel que supplémenté et amendé, en ce compris notamment au travers du règlement (UE) 2019/876 de juin 2019, du règlement (UE) 2020/873 de juin 2020 et du règlement (UE) 2024/1623 de juin 2024 pour les exigences réglementaires ayant une date d'application anticipée au 9 juillet 2024), CACEIS est soumise au respect du ratio de solvabilité, de levier et de liquidité.

La gestion des fonds propres de CACEIS est conduite de façon à respecter les niveaux de fonds propres prudentiels au sens de la directive européenne (UE) 2013/36 (Complétée en juin 2019 par la directive (UE) 2019/87) et du règlement européen (UE) 575/2013, applicables depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, et exigés par les autorités compétentes, la Banque centrale européenne (BCE) et l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) afin de couvrir les risques pondérés au titre des risques de crédit, des risques opérationnels et des risques de marché.

Ce dispositif prudentiel consiste notamment à renforcer la qualité et la quantité des fonds propres réglementaires requis, à mieux appréhender les risques, à inclure des coussins de fonds propres et des exigences supplémentaires en matière de liquidité et de levier.

Les fonds propres sont répartis en trois catégories :

- les fonds propres de base de catégorie 1 ou Common Equity Tier 1 (CET1), déterminés à partir des capitaux propres retraités, notamment de certains instruments de capital qui sont classés en Additional Tier 1 (AT1), et de déductions des immobilisations incorporelles ;
- les fonds propres de catégorie 1 ou Tier 1, constitués du Common Equity Tier 1 et des instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 ou Additional Tier 1 perpétuels ;
- les fonds propres globaux, qui sont constitués des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2 ou Tier 2 (T2) composés d'instruments subordonnés ayant une maturité minimale à l'émission de 5 ans.

Pour être reconnus en fonds propres, les instruments de catégorie 1 et de catégorie 2 doivent répondre à des critères d'inclusion exigeants. Si d'anciens instruments ne sont pas ou plus éligibles, ils font l'objet d'une clause de « grand-père » permettant de les éliminer des fonds propres de façon progressive.

Les déductions relatives aux participations dans d'autres établissements de crédit viennent minorer le total de ces fonds propres et s'imputent respectivement selon le type de l'instrument sur les montants du CET1, du Tier 1 (AT1) et du Tier 2.

Elles s'appliquent également aux détentions dans le secteur des assurances, quand l'établissement ne bénéficie pas de la dérogation conglomérat financier.

En 2024, comme en 2023, et selon la réglementation en vigueur, CACEIS a respecté les exigences réglementaires.

#### 4. – Notes relatives au compte de résultat et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

##### 4.1. – Produits et Charges d'intérêts

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Sur les actifs financiers au coût amorti	3 514 848	2 914 587
Opérations avec les établissements de crédit	2 335 548	2 153 763
Opérations internes au Crédit Agricole		
Opérations avec la clientèle	383 819	300 420
Opérations de location-financement		
Titres de dettes	795 481	460 404
Sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	69 407	47 417
Opérations avec les établissements de crédit		
Opérations avec la clientèle		
Titres de dettes	69 407	47 417
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	2 254 269	2 025 703
Autres intérêts et produits assimilés	50 900	49 324
Produits d'intérêts	5 889 424	5 037 031
Sur les passifs financiers au coût amorti	-4 099 068	-3 519 940
Opérations avec les établissements de crédit	-815 729	-711 055
Opérations internes au Crédit Agricole		
Opérations avec la clientèle	-3 270 367	-2 790 067
Opérations de location-financement		
Dettes représentées par un titre	-5 046	-4 422
Dettes subordonnées	-7 926	-14 396
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	-992 908	-852 716
Autres intérêts et charges assimilées	-66 970	-48 554
Charges d'intérêts	-5 158 946	-4 421 210

Les produits et charges d'intérêts couvrent notamment :

- les conditions de compte appliquées aux clients de CACEIS ;
- les conditions de compte appliquées par les correspondants (dépositaire et cash) à CACEIS ;
- les résultats issus des opérations de money market initiées à la demande de nos clients ou dans le cadre de la gestion de trésorerie du Groupe.

##### 4.2. – Produits et charges de commission

(En milliers d'euros.)	31/12/2024			31/12/2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit		-2 890	-2 890		-2 069	-2 069
Sur opérations internes au Crédit Agricole			0			0
Sur opérations avec la clientèle	2 052	-326	1 726	1 716	-338	1 378
Sur opérations sur titres		-19 212	-19 212		-18 997	-18 997
Sur opérations de change	23 087	-11	23 077	9 792	-79	9 713
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	40 670	-114	40 556	34 158	-153	34 005
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	285 433	-152 559	132 874	244 365	-148 490	95 875
Gestion d'OPC, fiducie et activités analogues	1 072 450	-128 148	944 302	898 191	-104 929	793 262
Total produits et charges de commissions	1 423 692	-303 260	1 120 433	1 188 222	-275 056	913 167

Les produits, diminués des charges de même nature, couvrent pour l'essentiel des commissions sur encours (droits de garde / contrôle dépositaire) et sur flux (clearing / ordres de bourse). Ces commissions portent sur des services et opérations réalisés pour le compte de la clientèle.



**4.3. – Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat**

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Dividendes reçus	2 638	1 436
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif détenus à des fins de transaction	169	172
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	-3 257	1 200
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de dette ne remplissant pas les critères SPPI	48 378	29 151
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature		
Gains ou pertes nets sur actifs représentatifs de contrats en unités de compte		
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option (1)		
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	291 728	177 987
Résultat de la comptabilité de couverture	2	-2
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	339 658	209 944

(1) Hors spread de crédit émetteur pour les passifs à la juste valeur par résultat sur option (sauf exception permise par la norme pour éliminer ou réduire une non-concordance en compte de résultat).

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

(En milliers d'euros.)	31/12/2024			31/12/2023		
	Profits	Pertes	Net	Profits	Pertes	Net
Couverture de juste valeur	1 132 221	-1 132 219	2	3 268 006	-3 268 008	-2
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	1 090 878	-41 343	1 049 535	2 266	-3 265 742	-3 263 476
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couverture)	41 343	-1 090 876	-1 049 533	3 265 740	-2 266	3 263 474
Couverture de flux de trésorerie	0	0	0	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace						
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger	0	0	0	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace						
Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	16 015	-16 015	0	85 485	-85 485	0
Variations de juste valeur des éléments couverts	7 636	-8 379	-743	85 485		85 485
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	8 379	-7 636	743		-85 485	-85 485
Couverture de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	0	0	0	0	0	0
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace						
Total résultat de la comptabilité de couverture	1 148 236	-1 148 234	2	3 353 491	-3 353 493	-2

Le détail du résultat de la comptabilité de couverture par type de relation (Couverture de juste valeur, Couverture de flux de trésorerie,...) est présenté dans la note 3.5 « Comptabilité de couverture ».

**4.4. – Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres**

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables (1)		
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)		
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	0	0

(1) Hors résultat de cession sur instruments de dettes dépréciés (Stage 3) mentionné en note 4.9 "Coût du risque".

**4.5. – Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti**

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Titres de dettes	611	460
Prêts et créances sur les établissements de crédit		
Prêts et créances sur la clientèle		
Gains résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	611	460
Titres de dettes	-36 878	-2 231
Prêts et créances sur les établissements de crédit		
Prêts et créances sur la clientèle		

Pertes résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	-36 878	-2 231
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti (1)	-36 267	-1 771
<i>(1) Hors résultat sur décomptabilisation d'instruments de dettes dépréciés (Stage 3) mentionné en note 4.9 "Coût du risque".</i>		

#### 4.6. – Produits (charges) nets des autres activités

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation	621	
Produits nets des immeubles de placement		
Autres produits (charges) nets	-71 842	-59 289
Produits (charges) des autres activités	-71 221	-59 289

#### 4.7. – Charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Charges de personnel	-746 011	-583 745
Impôts, taxes et contributions réglementaires (1)	-19 621	-66 191
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	-605 975	-449 115
Charges générales d'exploitation	-1 371 607	-1 099 051

#### Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des charges générales d'exploitation intègre les honoraires des commissaires aux comptes de CACEIS.

La répartition par cabinet et par type de mission des honoraires des commissaires aux comptes des sociétés de CACEIS intégrées globalement est la suivante au titre de 2024 :

#### Collège des Commissaires aux comptes de CACEIS

(en milliers d'euros hors taxes)	Forvis Mazars	PricewaterhouseCoopers		Total 2024
	2024	2024	2023	
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	1 075	1 575	2 271	2 651
Emetteur	230	236	194	466
Filiales intégrées globalement	845	1 339	2 077	2 185
Services autres que la certification des comptes	20	1 932	2 289	1 952
Emetteur	0	185	8	185
Filiales intégrées globalement	20	1 747	2 281	1 757
Total	1 095	3 507	4 559	4 602

Le montant total des honoraires de Forvis Mazars, commissaire aux comptes de la société CACEIS SA, figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 635 milliers d'euros, dont 615 milliers d'euros au titre de la mission de certification des comptes de CACEIS SA et ses filiales, et 20 milliers d'euros au titre de services autres que la certification des comptes (lettres de confort, procédures convenues, attestations, revue de conformité de déclarations fiscales, prestations relatives aux informations sociales environnementales, consultations, etc.).

Le montant total des honoraires de PricewaterhouseCoopers Audit, commissaire aux comptes de la société CACEIS SA, figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 867 K€, dont 768 K€ au titre de la mission de certification des comptes de CACEIS SA et ses filiales, et 99 K€ au titre de services autres que la certification des comptes (lettres de confort, procédures convenues, attestations, prestations relatives aux informations sociales environnementales, consultations, etc.).

Aucun autre commissaire aux comptes n'est intervenu sur les sociétés de CACEIS consolidées par intégration globale.

#### 4.8. – Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Dotations aux amortissements	-118 985	-84 525
Immobilisations corporelles (1)	-52 281	-41 384
Immobilisations incorporelles	-66 704	-43 142

Dotations (reprises) aux dépréciations	10 693	-18
Immobilitisations corporelles	-205	
Immobilitisations incorporelles	10 898	-18
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	-108 292	-84 543

(1) Dont -35 915 milliers d'euros comptabilisés au titre de l'amortissement du droit d'utilisation (IFRS 16) au 31 décembre 2024 contre -28 491 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

(2) Dont -205 milliers d'euros comptabilisés au titre des dotations (reprises) aux dépréciations du droit d'utilisation (IFRS 16) au 31 décembre 2024

#### 4.9. – Coût du risque

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan sains (Stage 1 et Stage 2) (A)	-11 742	-3 050
Stage 1 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	-11 257	-2 992
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-231	442
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-9 707	-3 275
Engagements par signature	-1 319	-159
Stage 2 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour la durée de vie	-485	-58
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-16	-58
Engagements par signature	-469	
Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan dépréciés (Stage 3) (B)	-82	-78
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-82	-78
Engagements par signature		
Autres actifs (C)	-3 650	-1 899
Risques et charges (D)	-14 878	-4 027
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions (E)=(A)+(B)+(C)+(D)	-30 353	-9 054
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables dépréciés		
Gains ou pertes réalisés sur instruments de dettes comptabilisés au coût amorti dépréciés		
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés		
Récupérations sur prêts et créances		
comptabilisés au coût amorti		
comptabilisés en capitaux propres recyclables		
Décotes sur crédits restructurés		
Pertes sur engagements par signature		
Autres pertes	-1	-69
Autres produits		
Coût du risque	-30 354	-9 123

#### 4.10. – Gains ou pertes nets sur autres actifs

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Immobilitisations corporelles et incorporelles d'exploitation	-1 830	-693
Plus-values de cession		
Moins-values de cession	-1 830	-693
Résultat de cession sur participations consolidées	148	5 565
Plus-values de cession	148	5 565
Moins-values de cession		
Produits (charges) nets sur opérations de regroupement d'entreprises	-186	-1 959
Résultat gains ou pertes nets sur autres actifs	-1 868	2 913

#### 4.11. – Impôts

##### Charge d'impôt

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Charge d'impôt courant (1)	-159 252	-125 201
Charge d'impôt différé	16 979	8 052

Total charge d'impôt	-142 273	-117 149
----------------------	----------	----------

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, CACEIS et ses filiales françaises détenues à 100 %, à savoir CACEIS Bank et CACEIS Fund Administration forment un groupe d'intégration fiscale.

CACEIS Fund Administration, Sucursal en España est entrée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 et pour une durée indéterminée, au sein du Groupe d'intégration dont CACEIS Bank Spain S.A.U., dans les conditions prévues au chapitre VI du titre VII de la loi 27/2014 du 27 novembre 2014, relative à l'impôt sur les sociétés espagnol.

#### Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

Au 31 décembre 2024

(En milliers d'euros.)	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	570 959	25,83 %	-147 479
Effet des différences permanentes			-531
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			-1 019
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			95
Effet de l'imposition à taux réduit			-
Changement de taux			-
Effet des autres éléments			6 661
Taux et charge effectifs d'impôt		24,92 %	-142 273

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2024.

Au 31 décembre 2023

(En milliers d'euros.)	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	488 067	25,83 %	-126 068
Effet des différences permanentes			-5 219
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			-145
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			0
Effet de l'imposition à taux réduit			0
Changement de taux			0
Effet des autres éléments			14 282
Taux et charge effectifs d'impôt		24,00 %	-117 150

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2023.

#### 4.12. – Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période.

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables		
Gains et pertes sur écarts de conversion	12 431	-8 384
Ecart de réévaluation de la période		
Transferts en résultat		
Autres variations	12 431	-8 384
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-11 864	-16 178
Ecart de réévaluation de la période	-12 109	-15 742
Transferts en résultat		
Autres variations	245	-436
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	0	27
Ecart de réévaluation de la période		18
Transferts en résultat		9

Autres variations		
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	-57 204	20 563
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	2 054	3 287
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence		
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées		
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	-54 583	-685
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables		
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	-359	-6 677
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre	0	0
Ecart de réévaluation de la période		
Transferts en réserves		
Autres variations		
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	0	0
Ecart de réévaluation de la période		
Transferts en réserves		
Autres variations		
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	199	-281
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	-169	1 663
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	-35	74
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées		
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	-363	-5 221
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	-54 948	-5 907
Dont part du Groupe	-54 948	-5 907
Dont participations ne donnant pas le contrôle		

## 5. – Informations sectorielles

### Définition des secteurs opérationnels

Un secteur opérationnel est une composante distincte d'une entreprise qui est engagée dans la fourniture d'un produit ou service unique ou d'un groupe de produits ou services liés, et qui est exposée à des risques et à une rentabilité différente des risques et de la rentabilité des autres secteurs d'activité. Les facteurs qui doivent être pris en compte pour déterminer si les produits et services sont liés sont notamment :

- la nature des produits ou services ;
- la nature des procédés de fabrication ;
- le type ou la catégorie de clients auxquels sont destinés les produits ou services ;
- les méthodes utilisées pour distribuer les produits ou services et
- s'il y a lieu, la nature de l'environnement réglementaire, par exemple, la banque, l'assurance ou les services publics.

Les secteurs opérationnels et les secteurs géographiques de l'entreprise pour l'information financière externe doivent être des unités d'organisation pour lesquelles des informations sont fournies au Conseil d'administration et au Président Directeur Général de l'entreprise à des fins d'évaluation de la performance passée des unités et de prise de décision sur les affectations futures de ressources.

Deux secteurs opérationnels ou géographiques d'une entreprise, voire davantage, faisant l'objet d'une information interne et similaire pour l'essentiel peuvent être regroupés en un secteur d'activité ou un secteur géographique unique. Deux secteurs d'activité ou géographiques, voire davantage, sont similaires pour l'essentiel, si :

- ils présentent une performance financière à long terme similaire et si
- ils sont similaires pour tous les facteurs de la définition d'un secteur selon le paragraphe (ci-dessus).

Compte tenu des éléments normatifs rappelés ci-dessus et de la logique de sa constitution, CACEIS peut être rattaché à un secteur unique : « Services Financiers aux institutionnels ».

### 5.1. – Information sectorielle par zone géographique

L'analyse géographique des actifs et des résultats sectoriels reposent sur le lieu d'enregistrement comptable des activités. La ventilation est présentée en fonction des zones géographiques utilisées dans le reporting interne. Compte tenu du suivi global de l'activité du groupe CACEIS (cf. note 6.14, l'intégralité de l'écart d'acquisition est présenté en France, siège social de CACEIS).

(En milliers d'euros.)	31/12/2024				31/12/2023			
	Résultat net part du Groupe	Dont Produit net bancaire	Actifs sectoriels	Dont écarts d'acquisition	Résultat net part du Groupe	Dont Produit net bancaire	Actifs sectoriels	Dont écarts d'acquisition
France (y compris DOM-TOM)	161 239	688 959	30 195 578	1 196 199	145 947	670 110	34 157 954	1 194 945
Autres pays de l'Union européenne	277 220	1 334 909	84 956 704		223 417	988 166	79 313 102	
Autres pays d'Europe	-7 390	58 976	2 531 984		1 540	17 026	2 496 958	
Amérique du Nord								
Amériques centrale et du Sud	21 464		308 484		20 777		349 094	
Afrique et Moyen-Orient								
Asie et Océanie (hors Japon)	2 435	238	32 771		643	2 569	13 733	
Japon								
Total	454 968	2 083 082	118 025 521	1 196 199	392 324	1 677 871	116 330 842	1 194 945

## 6. – Notes relatives au bilan

## 6.1. – Caisse, Banques centrales

(En milliers d'euros.)	31/12/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	2		2	
Banques centrales	20 299 511	12 716	26 310 383	244 359
Valeur au bilan	20 299 513	12 716	26 310 385	244 359

## 6.2. – Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat

## Actifs financiers à la juste valeur par résultat

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	825 109	977 059
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	19 190	38 586
Instruments de capitaux propres	16 006	36 094
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI (1)	3 184	2 492
Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature		
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte		
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
Valeur au bilan	844 299	1 015 645
Dont Titres prêtés		

(1) Dont 2 585 milliers d'euros d'OPCVM au 31 décembre 2024 contre 1 929 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

## Passifs financiers à la juste valeur par résultat

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	752 741	1 091 452
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
Valeur au bilan	752 741	1 091 452

Une information détaillée sur les instruments dérivés de transaction est fournie dans la note 3.3 relative au risque de marché, notamment sur taux d'intérêt.

## 6.3. – Instruments dérivés de couverture

L'information détaillée est fournie dans la note 3.5 « comptabilité de couverture ».

## 6.4. – Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

(En milliers d'euros.)	31/12/2024			31/12/2023		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	1 644 647	4 641	-6 500	1 834 366	10 003	
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	500			500		
Total	1 645 147	4 641	-6 500	1 834 866	10 003	0

### Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables

(En milliers d'euros.)	31/12/2024			31/12/2023		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées	552 154		-6 500			
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 092 493	4 641		1 834 366	10 003	
Total des titres de dettes	1 644 647	4 641	-6 500	1 834 366	10 003	0
Prêts et créances sur les établissements de crédit						
Prêts et créances sur la clientèle						
Total des prêts et créances	0	0	0	0	0	0
Total instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	1 644 647	4 641	-6 500	1 834 366	10 003	0
Impôts sur les bénéfices		-290	387		-1 956	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (nets d'impôt)		4 351	-6 113		8 047	0

### Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables

*Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres non recyclables*

(En milliers d'euros.)	31/12/2024			31/12/2023		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Actions et autres titres à revenu variable	500			500		
Titres de participation non consolidés						
Total instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	500	0	0	500	0	0
Impôts sur les bénéfices						
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt)		0	0		0	0

### 6.5. – Actifs financiers au coût amorti

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Prêts et créances sur les établissements de crédit	32 207 871	30 967 880
Prêts et créances sur la clientèle	9 789 491	7 263 480
Titres de dettes	45 309 496	39 747 188
Valeur au bilan	87 306 858	77 978 548

### Prêts et créances sur établissements de crédit

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Etablissements de crédit		
Comptes et prêts	16 284 510	20 666 508
dont comptes ordinaires débiteurs non douteux	1 824 612	2 751 191
dont comptes et prêts au jour le jour non douteux	1 319 858	799 821
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension livrée	15 927 164	10 305 083

Prêts subordonnés		
Autres prêts et créances		
Valeur brute	32 211 674	30 971 591
Dépréciations	-3 803	-3 710
Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit	32 207 871	30 967 881
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires		
Titres reçus en pension livrée		
Comptes et avances à terme		
Prêts subordonnés		
Total prêts et créances internes au crédit agricole	0	0
Valeur au bilan	32 207 871	30 967 881

### Prêts et créances sur la clientèle

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Opérations avec la clientèle		
Créances commerciales	764 372	760 242
Autres concours à la clientèle		
Valeurs reçues en pension	6 934 774	4 803 960
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés		
Créances nées d'opérations d'assurance directe		
Créances nées d'opérations de réassurance		
Avances en comptes courants d'associés	16	31
Comptes ordinaires débiteurs	2 100 233	1 707 469
Valeur brute	9 799 395	7 271 702
Dépréciations	-9 904	-8 222
Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle	9 789 491	7 263 480
Opérations de location-financement		
Location-financement immobilier		
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées		
Valeur brute	0	0
Dépréciations		
Valeur nette des opérations de location-financement	0	0
Valeur au bilan	9 789 491	7 263 480

### Titres de dettes

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Effets publics et valeurs assimilées	4 269 299	2 684 846
Obligations et autres titres à revenu fixe	41 065 549	37 080 001
Total	45 334 848	39 764 847
Dépréciations	-25 352	-17 659
Valeur au bilan	45 309 496	39 747 188

### 6.6. – Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue

#### Actifs transférés non décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2024

Nature des actifs transférés (En milliers d'euros.)	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité				
	Actifs transférés				
	Valeur comptable	Dont titrisations (non déconsolidantes)	Dont pensions livrées	Dont autres (1)	Juste valeur (2)
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	0	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres					



Titres de dettes					
Prêts et créances					
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	0	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres					
Titres de dettes					
Prêts et créances					
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	0	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres					
Titres de dettes					
Prêts et créances					
Actifs financiers au coût amorti	97 745	0	0	97 745	97 745
Titres de dettes	97 745			97 745	97 745
Prêts et créances					
Total actifs financiers	97 745	0	0	97 745	97 745
Opérations de location-financement					
Total actifs transférés	97 745	0	0	97 745	97 745

(1) Dont les prêts de titres sans cash collatéral.

(2) Dans le cas où la "garantie de la ou des autres parties à l'accord donnant lieu aux passifs associés se limite aux actifs transférés" (IFRS 7.42D.(d)).

Nature des actifs transférés (En milliers d'euros.)	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité				
	Passifs associés				Juste valeur (2)
	Valeur comptable	Dont titrisations (non déconsolidantes)	Dont pensions livrées	Dont autres (1)	
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	0	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres					
Titres de dettes					
Prêts et créances					
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	0	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres					
Titres de dettes					
Prêts et créances					
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	0	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres					
Titres de dettes					
Prêts et créances					
Actifs financiers au coût amorti	0	0	0	0	0
Titres de dettes					
Prêts et créances					
Total actifs financiers	0	0	0	0	0
Opérations de location-financement					
Total actifs transférés	0	0	0	0	0

(1) Dont les prêts de titres sans cash collatéral.

(2) Dans le cas où la "garantie de la ou des autres parties à l'accord donnant lieu aux passifs associés se limite aux actifs transférés" (IFRS 7.42D.(d)).

Nature des actifs transférés (En milliers d'euros.)	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité	Actifs transférés comptabilisés à hauteur de l'implication continue de l'entité		
	Actifs et passifs associés Juste valeur nette (2)	Valeur comptable totale des actifs initiaux avant leur transfert	Valeur comptable de l'actif encore comptabilisée (implication continue)	Valeur comptable des passifs associés
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres				
Titres de dettes				
Prêts et créances				
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres				
Titres de dettes				
Prêts et créances				
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres				
Titres de dettes				
Prêts et créances				
Actifs financiers au coût amorti	97 745	0	0	0
Titres de dettes	97 745			
Prêts et créances				
Total actifs financiers	97 745	0	0	0
Opérations de location-financement				
Total actifs transférés	97 745	0	0	0

(1) Dont les prêts de titres sans cash collatéral.

(2) Dans le cas où la "garantie de la ou des autres parties à l'accord donnant lieu aux passifs associés se limite aux actifs transférés" (IFRS 7.42D.(d)).

### Actifs transférés non décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2023

Nature des actifs transférés (En milliers d'euros.)	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité				
	Actifs transférés				
	Valeur comptable	Dont titrisations (non déconsolidantes)	Dont pensions livrées	Dont autres (1)	Juste valeur (2)
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	0	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres					
Titres de dettes					
Prêts et créances					
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	0	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres					
Titres de dettes					
Prêts et créances					
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	0	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres					
Titres de dettes					
Prêts et créances					
Actifs financiers au coût amorti	188 419	0	4 999	183 420	188 419
Titres de dettes	188 419		4 999	183 420	188 419
Prêts et créances					
Total actifs financiers	188 419	0	4 999	183 420	188 419
Opérations de location-financement					
Total actifs transférés	188 419	0	4 999	183 420	188 419

(1) Dont les prêts de titres sans cash collatéral.

(2) Dans le cas où la "garantie de la ou des autres parties à l'accord donnant lieu aux passifs associés se limite aux actifs transférés" (IFRS 7.42D.(d)).

Nature des actifs transférés (En milliers d'euros.)	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité				
	Passifs associés				
	Valeur comptable	Dont titrisations (non déconsolidantes)	Dont pensions livrées	Dont autres (1)	Juste valeur (2)
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	0	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres					
Titres de dettes					
Prêts et créances					
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	0	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres					
Titres de dettes					
Prêts et créances					
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	0	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres					
Titres de dettes					
Prêts et créances					
Actifs financiers au coût amorti	4 999	0	4 999	0	4 999
Titres de dettes	4 999		4 999		4 999
Prêts et créances					
Total actifs financiers	4 999	0	4 999	0	4 999
Opérations de location-financement					
Total actifs transférés	4 999	0	4 999	0	4 999

(1) Dont les prêts de titres sans cash collatéral.

(2) Dans le cas où la "garantie de la ou des autres parties à l'accord donnant lieu aux passifs associés se limite aux actifs transférés" (IFRS 7.42D.(d)).

Nature des actifs transférés (En milliers d'euros.)	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité	Actifs transférés comptabilisés à hauteur de l'implication continue de l'entité		
	Actifs et passifs associés Juste valeur nette (2)	Valeur comptable totale des actifs initiaux avant leur transfert	Valeur comptable de l'actif encore comptabilisée (implication continue)	Valeur comptable des passifs associés
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres				
Titres de dettes				
Prêts et créances				

Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres				
Titres de dettes				
Prêts et créances				
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres				
Titres de dettes				
Prêts et créances				
Actifs financiers au coût amorti	183 420	0	0	0
Titres de dettes	183 420			
Prêts et créances				
Total actifs financiers	183 420	0	0	0
Opérations de location-financement				
Total actifs transférés	183 420	0	0	0

(1) Dont les prêts de titres sans cash collatéral.

(2) Dans le cas où la "garantie de la ou des autres parties à l'accord donnant lieu aux passifs associés se limite aux actifs transférés" (IFRS 7.42D.(d)).

### Engagements encourus relatifs aux actifs transférés décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2024

Au 31 décembre 2024, il n'existe au sein du groupe CACEIS aucun engagement encouru relatif aux actifs transférés décomptabilisés intégralement.

### 6.7. – Passifs financiers au coût amorti

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Dettes envers les établissements de crédit	9 015 946	11 058 635
Dettes envers la clientèle	94 564 060	90 255 295
Dettes représentées par un titre	110 144	110 212
Valeur au bilan	103 690 150	101 424 142

(1) L'encours de titres senior non préférés de CACEIS s'élève ainsi à 110 millions d'euros au 31 décembre 2024.

L'encours était du même montant (110 millions d'euros) au 31 décembre 2023.

### Dettes envers les établissements de crédit

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Etablissements de crédit		
Comptes et emprunts	3 793 200	6 865 799
dont comptes ordinaires créditeurs	3 568 645	4 259 664
dont comptes et emprunts au jour le jour	157 259	45 559
Valeurs données en pension		
Titres donnés en pension livrée	5 222 746	4 192 837
Total	9 015 946	11 058 636
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires créditeurs		
Titres donnés en pension livrée		
Comptes et avances à terme		
Total	0	0
Valeur au bilan	9 015 946	11 058 636

### Dettes envers la clientèle

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes ordinaires créditeurs	91 112 882	88 235 317
Comptes d'épargne à régime spécial		
Autres dettes envers la clientèle	387 377	260 710
Titres donnés en pension livrée	3 063 801	1 759 268

Valeur au bilan	94 564 060	90 255 295
-----------------	------------	------------

**Dettes représentées par un titre**

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Bons de caisse		
Titres du marché interbancaire		
Titres de créances négociables		
Emprunts obligataires	110 144	110 212
Autres dettes représentées par un titre		
Valeur au bilan	110 144	110 212

**Émissions de dette « Senior non préférée »**

Avec la loi relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (autrement appelée « loi Sapin 2 »), du 10 décembre 2016, la France s'est dotée d'une nouvelle catégorie de dette senior permettant de répondre aux critères d'éligibilité aux ratios TLAC et MREL (tels que ces derniers sont actuellement définis) : la dette senior « non préférée » (codifiée dans les articles L613-30-3-I-4° et R613-28 du Code monétaire et financier). Cette catégorie de dette est également visée par la Directive DRRB.

Les titres senior non préférés se distinguent des titres senior préférés en raison de leur rang de créance en liquidation définie contractuellement par référence aux articles L613-30-3-I-4° et R613-28 du code monétaire et financier précités (les titres senior non préférés sont junior aux titres senior préférés et senior aux titres subordonnés (en ce compris les TSS et les TSR précités).

L'encours de titres senior non préférés de CACEIS s'élève ainsi à 110 millions d'euros au 31 décembre 2024. L'encours était du même montant (110 millions d'euros) au 31 décembre 2023.

**6.8. – Informations sur la compensation des actifs et des passifs financiers****Compensation – Actifs financiers**

Nature des instruments financiers (En milliers d'euros.)	31/12/2024					
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés	2 829 048		2 829 048	1 085 087	1 042 617	701 344
Prises en pension de titres	22 861 938		22 861 938		22 861 938	0
Autres instruments financiers						
Total des actifs financiers soumis à compensation	25 690 986	0	25 690 986	1 085 087	23 904 555	701 344

Nature des instruments financiers (En milliers d'euros.)	31/12/2023					
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés	3 557 627		3 557 627	949 522	2 525 243	82 862
Prises en pension de titres	15 109 043		15 109 043		15 109 043	0
Autres instruments financiers			0			0
Total des actifs financiers soumis à compensation	18 666 670	0	18 666 670	949 522	17 634 286	82 862

**Compensation – Passifs financiers**

Nature des instruments financiers (En milliers d'euros.)	31/12/2024					
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des actifs financiers relevant de convention cadre-de compensation	Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés	1 435 537		1 435 537	1 084 932	65 283	285 323
Mises en pension de titres	8 286 547		8 286 547		8 286 547	
Autres instruments financiers			0			0
Total des passifs financiers soumis à compensation	9 722 084	0	9 722 084	1 084 932	8 351 830	285 323

Nature des instruments financiers (En milliers d'euros.)	31/12/2023					
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des actifs financiers relevant de convention cadre-de compensation	Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés	1 389 359		1 389 359	949 522	379 604	60 233
Mises en pension de titres	5 954 005		5 954 005		5 954 005	0
Autres instruments financiers			0			0
Total des passifs financiers soumis à compensation	7 343 364	0	7 343 364	949 522	6 333 609	60 233

**6.9. – Actifs et passifs d'impôts courants et différés**

Les impôts courants à l'actif du bilan intègrent une créance de 312 millions d'euros sur les autorités fiscales bavaroises comptabilisée par CACEIS Bank S. A., Germany Branch.

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Impôts courants	315 638	342 759
Impôts différés	51 616	60 351
Total actifs d'impôts courants et différés	367 254	403 109
Impôts courants	15 743	68 614
Impôts différés	109 982	133 992
Total passifs d'impôts courants et différés	125 725	202 606

Le net des actifs et passifs d'impôts différés se décompose comme suit :

(En milliers d'euros.)	31/12/2024		31/12/2023	
	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif
Décalages temporaires comptables-fiscaux	45 260	1 529	53 138	10 581
Charges à payer non déductibles	6 230		4 590	
Provisions pour risques et charges non déductibles	17 582		4 213	
Autres différences temporaires (1)	21 448	1 529	44 335	10 581
Impôts différés sur réserves latentes	6 356	1 686	5 971	3 229
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		290		1 956
Couverture de flux de trésorerie				
Gains et pertes sur écarts actuariels	6 356	1 396	5 971	1 273
Gains et pertes sur variation du risque de crédit propre				
Impôts différés sur résultat		106 767	1 241	120 182

Total impôts différés	51 616	109 982	60 351	133 992
(1) La part d'impôts différés relative aux déficits reportables est de 17 728 milliers d'euros pour 2024 contre 23 234 milliers d'euros pour 2023.				

Les impôts différés sont nettés au bilan par entité fiscale.

## 6.10. – Comptes de régularisation actif, passif et divers

### Comptes de régularisation et actifs divers

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Autres actifs	2 185 762	2 796 298
Comptes de stocks et emplois divers		
Gestion collective des titres Livret de développement durable et solidaire		
Débiteurs divers (1)	1 953 347	2 500 507
Comptes de règlements	232 415	295 791
Capital souscrit non versé		
Comptes de régularisation	983 548	941 920
Comptes d'encaissement et de transfert	182 409	296 941
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	153 796	76 409
Produits à recevoir	287 366	263 876
Charges constatées d'avance	91 203	84 204
Autres comptes de régularisation	268 774	220 490
Valeur au bilan	3 169 310	3 738 218

(1) Dont 49 753 milliers d'euros au titre de la contribution au Fonds de Résolution Unique versée en 2024 sous forme d'un dépôt de garantie contre 49 675 milliers d'euros en 2023.

Pour rappel, le cadre réglementaire européen destiné à préserver la stabilité financière a été complété par la directive 2014/59/UE du 15 mai 2014 (Directive relative au redressement des banques et à la résolution de leurs défaillances) établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement. Le dispositif de financement du mécanisme de résolution est institué par le règlement européen UE n° 806/2014 du 15 juillet 2014 pour les établissements assujettis.

Le dépôt de garantie correspond aux garanties pour les établissements ayant eu recours aux engagements de paiement irrévocables visés à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 prévoyant que ces engagements ne dépassent pas 30 % du montant total des contributions perçues conformément à ce même article).

Aucune somme n'a été versée en 2024 au Fonds de Résolution Unique (que ce soit sous forme de cotisation ou sous forme d'engagement irrévocable) dans la mesure où la période de dotation du Fonds sur 8 ans s'est achevée en 2023.

Conformément au règlement d'Exécution UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, lorsqu'une mesure de résolution fait intervenir le Fonds conformément à l'article 76 du règlement (UE) n° 806/2014, le CRU appelle tout ou partie des engagements de paiement irrévocables, effectués conformément au règlement (UE) n° 806/2014, afin de rétablir la part des engagements de paiement irrévocables dans les moyens financiers disponibles du Fonds fixés par le CRU dans la limite du plafond fixé à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 susmentionné.

Les garanties dont sont assortis ces engagements seront restituées conformément à l'article 3 du règlement UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, une fois que le Fonds reçoit dûment la contribution liée aux engagements de paiement irrévocables qui ont été appelés. Le Groupe ne s'attend pas à ce qu'une mesure de résolution nécessitant un appel à contribution pour le Groupe, dans le cadre du dispositif susmentionné, intervienne en zone euro dans un horizon prévisible ; ni à une perte ou un retrait de son agrément bancaire.

Par ailleurs, ce dépôt de garantie classé en débiteur divers, à l'actif de l'établissement, sans changement par rapport aux exercices précédents, est rémunéré conformément à l'accord concernant l'engagement de paiement irrévocable et le dispositif de garantie contracté entre le Groupe et le Conseil de Résolution Unique.

### Comptes de régularisation et passifs divers

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Autres passifs	6 124 206	6 963 675
Comptes de règlements	1 005 950	633 190
Créditeurs divers	4 885 824	6 107 373
Versements restant à effectuer sur titres		

Dettes locatives	232 432	223 112
Autres		
Comptes de régularisation	1 776 918	924 067
Comptes d'encaissement et de transfert	223 803	179 043
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	153 782	75 578
Produits constatés d'avance	39 678	39 450
Charges à payer	233 424	321 399
Autres comptes de régularisation	1 126 231	308 597
Valeur au bilan	7 901 124	7 887 742

#### 6.11. – Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Il n'y a pas, au 31 décembre 2024, d'actifs et de passifs destinés à être cédés.

#### 6.12. – Coentreprises et entreprises associées

Au 31 décembre 2024, la valeur de mise en équivalence des co-entreprises s'élève à 390 millions d'euros (421 millions d'euros au 31 décembre 2023) et correspond principalement aux activités de conservation et d'asset servicing du Groupe en Amérique latine.

Les co-entreprises et les entreprises associées significatives sont présentées dans le tableau ci-dessous. Il s'agit des principales co-entreprises et entreprises associées qui composent la « valeur de mise en équivalence au bilan ».

(En milliers d'euros.)	31/12/2024					
	% d'intérêt	Valeur de mise en équivalence	Valeur boursière	Dividendes versés aux entités du Groupe	Quote-part de résultat net	Quote-part de capitaux propres (1)
Co-entreprises						
UPTÉVIA	50,00 %	20 530			4 241	19 776
SANTANDER CACEIS LATAM HOLDING 1, S.L.	50,00 %	16 549		6 381	-835	23 698
S3 SANTANDER CACEIS BRASIL PARTICIPAÇÕES S.A.	50,00 %	1 348		2 089	-383	1 348
BANCO S3 SANTANDER CACEIS MÉXICO, S.A., INSTITUCIÓN DE BANCA MÚLTIPLE	50,00 %	66 870			6 399	65 408
S3 SANTANDER CACEIS COLOMBIA S.A, SOCIEDAD FIDUCIARIA	50,00 %	5 009			206	4 935
SANTANDER CACEIS LATAM HOLDING 2, S.L.	50,00 %	84			-3	84
S3 SANTANDER CACEIS BRASIL D.T.V.M., S.A.	50,00 %	235 257		-8 470	15 243	134 086
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés mises en équivalence (co-entreprises)		345 647			24 867	249 335
Entreprises associées						
FUND CHANNEL	33,32 %	44 347			1 415	9 103
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés mises en équivalence (Entreprises associées)		44 347			1 415	9 103
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés mises en équivalence		389 994			26 282	258 439

(1) Capitaux propres part du groupe dans les états financiers de la co-entreprise ou de l'entreprise associées lorsque la co-entreprise ou l'entreprise associées est un sous-groupe.

(En milliers d'euros.)	31/12/2023					
	% d'intérêt	Valeur de mise en équivalence	Valeur boursière	Dividendes versés aux entités du Groupe	Quote-part de résultat net	Quote-part de capitaux propres (1)
Co-entreprises						
UPTÉVIA	50,00 %	16 061			975	15 307
SANTANDER CACEIS LATAM HOLDING 1, S.L.	50,00 %	12 188		-6 664	-1 276	19 337
S3 SANTANDER CACEIS BRASIL PARTICIPAÇÕES S.A.	50,00 %	1 160		-367	-514	1 160
BANCO S3 SANTANDER CACEIS MÉXICO, S.A., INSTITUCIÓN DE BANCA MÚLTIPLE	50,00 %	69 235			5 689	67 572
S3 SANTANDER CACEIS COLOMBIA S.A, SOCIEDAD FIDUCIARIA	50,00 %	3 628			119	3 549
SANTANDER CACEIS LATAM HOLDING 2, S.L.	50,00 %	403			-3	403
S3 SANTANDER CACEIS BRASIL D.T.V.M., S.A.	50,00 %	275 072		7 031	15 484	153 194
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés mises en équivalence (co-entreprises)		377 746			20 473	260 521
Entreprises associées						
FUND CHANNEL	33,32 %	42 932			933	7 688
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés mises en équivalence (Entreprises associées)		42 932			933	7 688

Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés mises en équivalence		420 678			21 406	268 209
---	--	---------	--	--	--------	---------

(1) *Capitaux propres part du groupe dans les états financiers de la co-entreprise ou de l'entreprise associées lorsque la co-entreprise ou l'entreprise associées est un sous-groupe.*

Les informations financières résumées des co-entreprises et des entreprises associées significatives du groupe CACEIS sont présentées ci-après :

(En milliers d'euros.)	31/12/2024			
	PNB	Résultat net	Total actif	Total capitaux propres
Co-entreprises				
UPTÉVIA	69 254	8 482	573 572	47 703
SANTANDER CACEIS LATAM HOLDING 1, S.L.	12 763	11 092	753 479	753 140
S3 SANTANDER CACEIS BRASIL PARTICIPAÇÕES S.A.	15 578	14 726	138 780	135 694
BANCO S3 SANTANDER CACEIS MÉXICO, S.A., INSTITUCIÓN DE BANCA MÚLTIPLE	33 090	15 144	224 368	110 773
S3 SANTANDER CACEIS COLOMBIA S.A. SOCIEDAD FIDUCIARIA	4 515	415	10 412	9 832
SANTANDER CACEIS LATAM HOLDING 2, S.L.		-6	2 957	2 955
S3 SANTANDER CACEIS BRASIL D.T.V.M., S.A.	89 770	37 704	247 514	199 513
Entreprises associées				
FUND CHANNEL	24 769	4 246	152 758	27 323

(En milliers d'euros.)	31/12/2023			
	PNB	Résultat net	Total actif	Total capitaux propres
Co-entreprises				
UPTÉVIA	60 513	1 951	460 898	30 649
SANTANDER CACEIS LATAM HOLDING 1, S.L.	13 373	10 777	742 279	742 048
S3 SANTANDER CACEIS BRASIL PARTICIPAÇÕES S.A.	14 233	13 040	165 882	162 540
BANCO S3 SANTANDER CACEIS MÉXICO, S.A., INSTITUCIÓN DE BANCA MÚLTIPLE	28 312	13 837	205 077	135 144
S3 SANTANDER CACEIS COLOMBIA S.A. SOCIEDAD FIDUCIARIA	3 714	242	10 805	7 098
SANTANDER CACEIS LATAM HOLDING 2, S.L.		-7	2 962	2 962
S3 SANTANDER CACEIS BRASIL D.T.V.M., S.A.	93 041	38 994	262 060	306 388
Entreprises associées				
FUND CHANNEL	21 222	2 800	117 077	22 279

### 6.13. – Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

Les immobilisations corporelles d'exploitation incluent les droits d'utilisation des immobilisations prises en location en tant que preneur.

Les amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles d'exploitation sont présentés y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

(En milliers d'euros.)	31/12/2023	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Écarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute	467 085	-2	73 923	-23 433	1 288		518 861
Amortissements et dépréciations	-148 361	-2	-52 266	11 059	-25		-189 472
Valeur au bilan	318 722	-3	21 657	-9 807	1 263	0	329 389
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	1 147 909	0	53 118	-31 221	21	-33 854	1 135 972
Amortissements et dépréciations	-612 750	0	-66 579	-15 593	-19	33 852	-662 363
Valeur au bilan	535 159	0	-13 461	-46 814	1	-2	473 608

(En milliers d'euros.)	31/12/2022	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Écarts de conversion	Autres mouvements (1)	31/12/2023
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute	373 013	68 478	49 841	-24 793	545		467 085
Amortissements et dépréciations	-126 906	-75	-41 381	20 295	-294		-148 361
Valeur au bilan	246 105	68 404	8 461	-4 499	251	0	318 722
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	1 055 435	60 350	38 975	-6 901	49		1 147 909
Amortissements et dépréciations	-518 982	-16 462	-43 160	-34 127	-20		-612 750
Valeur au bilan	536 453	43 888	-4 184	-41 028	30	0	535 159

### 6.14. – Écarts d'acquisition



Le montant de l'écart d'acquisition s'élève à 1 196 millions d'euros au 31 décembre 2024.

(En milliers d'euros.)	31/12/2023	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Pertes de valeur de la période	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
Ecart d'acquisition - Brut	1 544 948				-124	1 379	1 546 203
Cumul Pertes de valeur	-350 003						-350 003
Total	1 194 945	0	0	0	-124	1 379	1 196 200

(1) Voir chapitre 2 : Principales opérations de structure et événements significatifs de la période

### Détermination de la valeur d'utilité de l'UGT

L'écart d'acquisition a fait l'objet d'un test de dépréciation fondé sur l'appréciation de la valeur d'utilité de l'UGT à laquelle il est rattaché. La détermination de la valeur d'utilité a reposé sur l'actualisation de l'estimation des flux futurs de l'UGT tels qu'ils résultaient du budget 2025 et de trajectoires d'activité établies sur deux ans (2026-2027) pour les besoins de pilotage du Groupe, extrapolés sur deux années supplémentaires afin de converger vers la tendance de croissance à l'infini.

A l'issue de ce test, aucune dépréciation de l'écart d'acquisition n'a été constatée dans les comptes du groupe CACEIS.

Les paramètres utilisés pour l'appréciation de la valeur d'utilité de l'UGT sont les suivants :

- taux de croissance à l'infini : 2 %
- taux d'actualisation : 8,2 %
- taux d'allocation des fonds propres : 12,5 %

### Sensibilité de la valorisation aux principaux paramètres de valorisation

Des tests de sensibilité ont été effectués avec des variations des principaux paramètres de valorisation telles que décrites ci-dessous.

Concernant les paramètres financiers, ils montrent :

- Variation du taux d'actualisation :
  - une variation de + 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une baisse de la valorisation de l'UGT de l'ordre de 595 millions d'euros ;
  - une variation de - 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une hausse de la valorisation de l'UGT de l'ordre de 700 millions d'euros ;
- Variation du niveau des fonds propres :
  - une variation de + 100 points de base du niveau de fonds propres alloués à l'UGT conduirait à une baisse de la valorisation de l'UGT de l'ordre de 133 millions d'euros ;
- Variation du taux de croissance à l'infini :
  - une variation de - 50 points de base du taux de croissance à l'infini conduirait à une baisse de la valorisation de l'UGT de l'ordre de 376 millions d'euros ;
- Variation du coefficient d'exploitation :
  - une variation de + 100 points de base du coefficient d'exploitation en année terminale conduirait à une baisse de la valorisation de l'UGT de l'ordre de 192 millions d'euros ;
  - une variation de - 100 points de base du coefficient d'exploitation en année terminale conduirait à une hausse de la valorisation de l'UGT de l'ordre de 192 millions d'euros
- Variation du PNB :
  - une variation de + 100 points de base du PNB en année terminale conduirait à une hausse de la valorisation de l'UGT de l'ordre de 60 millions d'euros ;
  - une variation de - 100 points de base du PNB en année terminale conduirait à une baisse de la valorisation de l'UGT de l'ordre de 60 millions d'euros.

Aucun de ces différents scénarii n'entraînerait de dépréciation sur l'UGT.

### 6.15. – Provisions

(En milliers d'euros.)	31/12/2023	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
Risques d'exécution des engagements par signature	1 751	0	5 201		-3 412	1		3 541
Risques opérationnels	20 639	1	30 790	-7 786	-7 017	88	870	37 585

Engagements sociaux (retraites) et assimilés (1)	68 119	0	10 147	-8 299	-5 194	-24	-527	64 224
Litiges divers	4 722	0	3 672	-54	-1 427	3		6 916
Participations	0							0
Restructurations	0		7 300					7 300
Autres risques	43 486	0	297	-19 834	-4 131	23	-2 278	17 564
<b>Total</b>	<b>138 717</b>	<b>2</b>	<b>57 406</b>	<b>-35 973</b>	<b>-21 181</b>	<b>91</b>	<b>-1 935</b>	<b>137 130</b>

(1) Dont 489 milliers d'euros au titre de la provision du programme Turbo et 54 229 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la Note 7.4 « Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies », dont 6 143 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

(En milliers d'euros.)	31/12/2022	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2023
Risques d'exécution des engagements par signature	1 588	6	2 693		-2 534			1 751
Risques opérationnels	16 577	1 174	8 798	-4 847	-1 013	-73	23	20 639
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (1)	74 072	5 205	8 335	-19 449	-8 247	137	8 065	68 118
Litiges divers	4 859	170	685	-301	-691	1		4 723
Participations	0							0
Restructurations	0							0
Autres risques	11 582	29 578	8 436	-5 192	-930	11		43 486
<b>Total</b>	<b>108 678</b>	<b>36 133</b>	<b>28 947</b>	<b>-29 789</b>	<b>-13 415</b>	<b>75</b>	<b>8 088</b>	<b>138 717</b>

(1) Dont 3 224 milliers d'euros au titre de la provision du programme Turbo et 52 022 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la Note 7.4 « Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies », dont 5 838 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

Les engagements sociaux couvrent à la fois les indemnités de départ à la retraite (IDR) et les médailles du travail.

Les provisions pour autres risques sont principalement constituées de provisions pour risques opérationnels.

### Enquêtes, demandes d'information et procédures contentieuses

Dans le cadre habituel de ses activités, CACEIS fait régulièrement l'objet de procédures contentieuses, ainsi que de demandes d'informations, d'enquêtes, de contrôles et autres procédures de nature réglementaire ou judiciaire de la part de différentes institutions en France et à l'étranger. Les provisions comptabilisées reflètent la meilleure appréciation de la Direction, compte tenu des éléments en sa possession à la date d'arrêté des comptes, sur les risques non couverts par des garanties d'actif et de passif, notamment celles obtenues dans le cadre d'opérations de croissance externe.

### 6.16. – Dettes subordonnées

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Dettes subordonnées à durée déterminée		276 148
Dettes subordonnées à durée indéterminée		
Dépôts de garantie à caractère mutuel		
Titres et emprunts participatifs		
<b>Valeur au bilan</b>	<b>0</b>	<b>276 148</b>

### Émissions de dettes subordonnées

Les émissions de dettes subordonnées entrent dans le cadre de la gestion des fonds propres prudentiels, tout en contribuant au refinancement de l'ensemble des activités de CACEIS.

La Directive et le règlement européens sur les exigences de fonds propres des établissements de crédit et des entreprises d'investissement – Directive CRD IV/Règlement CRR (Directive 2013/36/EU du 26 juin 2013 telle que modifiée et amendée depuis la Directive (UE) 2019/878 du 20 mai 2019, en ce compris au travers de la Directive (et ses transpositions en droit français) et Règlement (UE) du 26 juin 2013 n.575/2013 tel que supplémenté et amendé depuis, en ce compris au travers du Règlement (UE) 2019/876 du 20 mai 2019) définissent les conditions selon lesquelles les instruments subordonnés peuvent bénéficier du statut de fonds propres réglementaires et prévoient les modalités et les conditions de la disqualification progressive des anciens instruments qui ne remplissent pas ces conditions.

Toutes les émissions de dettes subordonnées, qu'il s'agisse des nouvelles émissions ou des émissions plus anciennes, sont susceptibles de faire l'objet d'absorption de pertes par renflouement interne ("Bail-in") dans certaines circonstances et notamment en cas de mise en résolution de la banque émettrice, conformément au droit français applicable transposant la Directive européenne sur le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement

(BRRD (Directive 2014/59/UE du 15 mai 2014 telle que supplémentée et amendée depuis, en ce compris au travers de la Directive (UE) 2019/879 du 20 mai 2019 en ce qui concerne la capacité d'absorption des pertes et de recapitalisation des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et la directive 98/26/CE)).

Les dettes subordonnées se distinguent des obligations senior (préférées ou non préférées) en raison de leur rang de créance en liquidation (principal et intérêts) contractuellement défini par leur clause de subordination faisant référence explicitement au droit français applicable et ce en fonction de la date à laquelle ils ont été émis (les dettes subordonnées sont junior aux titres senior non préférés et préférés).

Les différents types de dettes subordonnées émises par CACEIS sont détaillés ci-dessous :

— Émissions de titres subordonnés remboursables (TSR)

Les titres subordonnés remboursables (TSR) émis par CACEIS sont des emprunts généralement à taux fixe avec paiement d'un intérêt trimestriel ou annuel et avec une échéance déterminée. Ils peuvent être remboursés avant cette échéance dans les conditions qui sont contractuellement définies et sous réserve de certaines conditions.

Les TSR se distinguent des obligations senior préférées ou non préférées en raison du rang de créance (principal et intérêts) contractuellement défini par la clause de subordination par référence à l'article L. 228-97 du Code de commerce.

Dans le cas des émissions réalisées par CACEIS, en cas de liquidation éventuelle (judiciaire ou autre), le remboursement des TSR interviendra après désintéressement des créanciers privilégiés et chirographaires (y compris les créanciers des obligations senior préférées et non préférées), mais avant le remboursement des titres "super-subordonnés".

Au 31 décembre 2024, CACEIS n'a pas émis de titres subordonnés remboursables.

— Émissions de titres super-subordonnés (TSS)

Les TSS Additional Tier 1 émis par CACEIS sont conformes aux nouvelles exigences du CRD 4/CRR.

Les TSS AT1 émis par CACEIS sont des titres à taux variable, de durée perpétuelle, qui ont un rang senior par rapport aux fonds propres de base de catégorie 1 (CET1), en ce compris les actions de CACEIS, mais qui sont subordonnés à l'ensemble des autres dettes subordonnées de rang supérieur.

Les TSS AT1 émis par CACEIS comportent une clause de dépréciation partielle et temporaire des titres en cas de passage en dessous du seuil de 5,125 % du ratio réglementaire Common Equity Tier 1 Bâle 3 de CACEIS.

Les coupons sont optionnels à la discrétion de CACEIS (qui peut décider de la suspension du paiement des intérêts) ou sur demande du régulateur compétent, et soumis à des limitations prévues par la réglementation en cas d'insuffisance des montants distribuables ou d'insuffisance par rapport aux exigences réglementaires de capital total (y compris les coussins de fonds propres) du groupe CACEIS.

Les instruments qualifiés d'instruments de capitaux propres Tier 1 (AT1 émis après l'entrée en vigueur de CRD 4/CRR), enregistrés dans les capitaux propres du Groupe, sont détaillés dans la note 6.17 « Instruments financiers à durée indéterminée ».

— Émissions de dette « Senior non préférée »

Avec la loi relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (autrement appelée "loi Sapin 2"), publiée au Journal officiel le 10 décembre 2016 et entrée en vigueur le 11 décembre 2016, la France s'est dotée d'une nouvelle catégorie de dette senior permettant de répondre aux critères d'éligibilité liés à la « subordination » des ratios TLAC et MREL (tels que ces derniers sont actuellement définis) : la dette senior "non préférée" (codifiée dans les articles L. 613-30-3-I-4° et R. 613-28 du Code monétaire et financier). Cette catégorie de dette est également visée par la Directive BRRD précitée et reprise, indirectement dans les règlements CRR s'agissant des instruments de dettes éligibles au ratio MREL sous réserve du respect des critères y afférents.

Dans le cadre d'une procédure de résolution, les titres senior non préférés pourront être dépréciés, en totalité ou en partie, ou convertis en capital (fonds propres de base de catégorie 1), au titre du renflouement interne ("Bail-In"), prioritairement aux autres dettes senior (les dettes « senior préférées »), mais après seulement la dépréciation totale ou la conversion en capital des instruments subordonnés, en ce compris, sans limitation, les instruments qualifiés de fonds propres de catégorie 1 (CET1 et Additional Tier 1) et des instruments de fonds propres de catégorie 2 (Tier 2) et seulement si ces premières dépréciations ou conversions sont insuffisantes pour permettre le renflouement de l'établissement concerné.

En cas de liquidation, les titres senior non préférés seront remboursés, s'il reste des fonds disponibles, après le remboursement total des dettes senior "préférées", mais avant les dettes subordonnées qualifiées ou non de fonds propres réglementaires.

L'encours de titres senior non préférés de CACEIS s'élève ainsi à 110 millions d'euros au 31 décembre 2024.

## 6.17. – Capitaux propres

### Composition du capital au 31. – décembre 2024

La composition et la répartition du capital s'établissent comme suit :

Actionnaires de CACEIS	Nombre de titres au 31/12/2023	Nombre de titres émis	Nombre de titres remboursés	Nombre de titres au 31/12/2024	% du capital	% des droits de vote
Lister les principaux actionnaires	23 513 451	0	0	23 513 451	100,00 %	100,00 %
CREDIT AGRICOLE SA	16 341 850			16 341 850	69,50 %	69,50 %
SANTANDER INVESTMENT	7 171 601			7 171 601	30,50 %	30,50 %
Hors groupe						
Public	0	0	0	0	0,00 %	0,00 %
Investisseurs institutionnels						
Actionnaires individuels						
	23 513 451	0	0	23 513 451	100,00 %	100,00 %

Au 31 décembre 2024, le capital de CACEIS s'élève à 941 millions euros composé de 23 513 451 actions ordinaires et de même nature et entièrement libéré. CACEIS et ses filiales ne détiennent aucune action CACEIS.

### Résultat par action

Toutes les actions étant de même nature, le résultat par action s'établit à 15,95 € au 31 décembre 2024.

### Rémunération par titre de capital

	31/12/2024	31/12/2023
Résultat net part du Groupe de la période (En milliers d'euros.)	454 969	392 324
Rémunération des titres subordonnés et super-subordonnés (En milliers d'euros.)	-79 976	-72 138
Résultat net attribuable aux porteurs d'actions ordinaires	374 993	320 186
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période	23 513 451	23 513 451
Coefficient d'ajustement	1,000	1,000
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le calcul du résultat dilué par action	23 513 451	23 513 451
Résultat de base par action (en euros)	15,95	13,62
Résultat de base par action des activités poursuivies (en euros)	15,95	13,62
Résultat de base par action des activités abandonnées (en euros)	0,00	0,000
Résultat dilué par action (en euros)	15,95	13,62
Résultat dilué par action des activités poursuivies (en euros)	15,95	13,62
Résultat dilué par action des activités abandonnées (en euros)	0,000	0,000

Au 31 décembre 2024, le calcul intègre les frais d'émission et les intérêts échus des émissions obligataires subordonnées et super-subordonnées Additional Tier 1 pour un montant de -79.9 millions d'euros.

### Dividendes

Au titre de l'exercice 2024, le Conseil d'administration de CACEIS a décidé de proposer à l'Assemblée Générale du 12 mai 2025 qu'un dividende soit versé.

(en euros)	Proposition au titre de l'exercice 2024	2023	2022	2021
Dividende ordinaire	367 985 508	374 099 005	0	0
Dividende majoré				

### Dividendes payés au cours de l'exercice

Conformément à la décision de l'assemblée générale des actionnaires du 10 mai 2024, CACEIS a versé un dividende de 374 millions euros au titre de l'exercice 2023.

### Affectation du résultat social 2024 de CACEIS et fixation du dividende 2024

Il est proposé aux actionnaires que le résultat net de CACEIS, entité sociale, au 31/12/2024, d'un montant de 317 481 milliers d'euros soit affecté de la façon suivante :

<b>Résultat net 2024</b>		<b>317 481 439,64</b>
<b>Dotation à la réserve légale</b>		<b>0,00</b>
Bénéfice 2024 distribuable après dotation à la réserve légale	317 481 439,64	
Report à nouveau	128 275 152,99	
Montant distribuable au 31/12/2024 avant acompte	445 756 592,63	
Acompte sur dividende versé	0,00	
<b>Montant distribuable au 31/12/2024 après acompte</b>	<b>445 756 592,63</b>	
Affectation du montant distribuable :		
Autres réserves		0,00
A titre de dividende en numéraire		367 985 508,15
A titre de dividende (avec option de paiement en actions)		0,00
Nombre d'actions composant le capital social		23 513 451
Soit par action (En euros)		15,65
<b>Au Report à nouveau pour le solde</b>		<b>77 771 084,48</b>

### Instruments financiers à durée indéterminée

Les principales émissions d'instruments financiers subordonnés et super-subordonnés à durée indéterminée impactant les Capitaux propres part du Groupe se détaillent comme suit :

Date d'émission	Devise	Montant en devises au 31/12/2023 (En milliers de devises d'émission.)	Rachats partiels et remboursements (En milliers de devises d'émission.)	Montant en devises au 31/12/2024 (En milliers de devises d'émission.)	Au 31 décembre 2024			
					Montant en euros au cours d'origine (En milliers d'euros.)	Rémunération - Part du Groupe - cumulée (En milliers d'euros.)	Frais d'émission nets d'impôt (En milliers d'euros.)	Impact en capitaux propres part du Groupe cumulé (En milliers d'euros.)
15/12/2017	EUR	100 000		100 000	100 000	-32 244		67 756
15/12/2017	EUR	65 000		65 000	65 000	-20 959		44 041
16/12/2019	EUR	350 000		350 000	350 000	-97 540		252 460
30/06/2020	EUR	100 000		100 000	100 000	-28 753		71 247
30/04/2021	EUR	300 000		300 000	300 000	-57 948		242 052
28/03/2022	EUR	80 000		80 000	80 000	-15 799		64 201
Total					995 000	-253 244		741 756

Les mouvements relatifs aux instruments financiers subordonnés et super-subordonnés à durée indéterminée impactant les Capitaux propres part du Groupe et participations ne donnant pas le contrôle se détaillent comme suit :

(En milliers d'euros.)	Capitaux propres part du Groupe	
	31/12/2024	31/12/2023
Titres super-subordonnés à durée indéterminée		
Rémunération versée comptabilisée en réserves	-79 976	-72 138
Evolutions des nominaux		
Economie d'impôts relative à la rémunération versée aux porteurs de titres comptabilisée en résultat	20 658	18 633
Frais d'émissions nets d'impôt comptabilisés en réserves		
Autres		

Les instruments financiers subordonnés et super-subordonnés à durée indéterminée étant considérés comme des instruments de capitaux propres émis, les effets fiscaux sur leur rémunération versée sont comptabilisés en impôts sur les bénéfices au compte de résultat.

### 6.18. – Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle

La ventilation des soldes au bilan des actifs et passifs financiers est réalisée par date d'échéance contractuelle. L'échéance des instruments dérivés de transaction et de couverture correspond à leur date de maturité contractuelle. Les instruments de capitaux propres sont par nature sans échéance contractuelle ; ils sont positionnés en « Indéterminée ».

(En milliers d'euros.)	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	20 299 513					20 299 513
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	820 793	6 942	599		15 965	844 299
Instruments dérivés de couverture	34 663	125 240	1 562 246	281 799		2 003 948
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		498 564	593 929	552 154	500	1 645 147
Actifs financiers au coût amorti	31 563 755	10 382 235	33 867 031	11 493 836		87 315 272
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux						0
Total actifs financiers par échéance	52 718 725	11 012 981	36 023 805	12 327 789	16 465	112 108 179
Banques centrales	12 716					12 716
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	744 887	7 854				752 741
Instruments dérivés de couverture	162 654	37	141 074	379 042		682 807
Passifs financiers au coût amorti	103 227 829	352 185	110 136			103 690 150
Dettes subordonnées						0
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux						0
Total passifs financiers par échéance	104 148 086	360 076	251 210	379 042	0	105 138 414

(En milliers d'euros.)	31/12/2023					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	26 310 385					26 310 385
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	830 360	148 628	566		36 092	1 015 646
Instruments dérivés de couverture	26 790	159 004	2 305 282	89 489		2 580 565
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	105 772	664 139	1 064 455		500	1 834 866
Actifs financiers au coût amorti	29 491 705	7 792 402	29 620 562	11 073 880		77 978 549
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux						0
Total actifs financiers par échéance	56 765 012	8 764 173	32 990 865	11 163 369	36 592	109 720 011
Banques centrales	244 359					244 359
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	955 727	135 686	39			1 091 452
Instruments dérivés de couverture	24 671	10 184	23 827	239 222		297 904
Passifs financiers au coût amorti	100 801 634	262 130	360 379			101 424 143
Dettes subordonnées	7		73 216	202 925		276 148
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-8 379					-8 379
Total passifs financiers par échéance	102 018 019	408 000	457 461	442 147	0	103 325 627

## 7. – Avantages au personnel et autres rémunérations

### 7.1. – Détail des charges de personnel

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Salaires et traitements (1)	563 473	426 662
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	20 412	18 975
Charge au titre des retraites (régimes à prestations définies)	150	166
Autres charges sociales	127 142	104 445
Intéressement et participation	19 528	20 908
Impôts et taxes sur rémunération	15 306	12 590
Total charges de personnel	746 011	583 745

(1) Dont indemnités liées à la retraite pour 577 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 817 milliers d'euros au 31 décembre 2023.  
Dont médailles du travail pour 364 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 310 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

### 7.2. – Effectif moyen de la période

Effectif moyen	31/12/2024	31/12/2023
France	1 954	2 015
Étranger	4 637	4 400
Total	6 591	6 415

Les effectifs moyens n'incluent pas ceux des entreprises mises en équivalence.

### 7.3. – Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, les sociétés de CACEIS n'ont pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer.

#### 7.4. – Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies

##### Variation dette actuarielle

(En milliers d'euros.)	31/12/2024			31/12/2023
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Dette actuarielle au 31/12/N-1	91 770	33 563	125 334	98 309
Ecart de change	0	89	89	1 571
Coût des services rendus sur l'exercice	3 085	1 743	4 828	3 990
Coût financier	2 586	84	3 470	3 616
Cotisations employés	0	1 134	1 134	884
Modifications, réductions et liquidations de régime	-25	0	-25	-1 494
Variations de périmètre	-17 815	17 815	0	13 870
Prestations versées (obligatoire)	-2 685	-2 527	-5 212	-3 227
Taxes, charges administratives et primes	-10	-105	-115	-64
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses démographiques (1)	2 461	2 769	5 230	-301
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses financières (1)	-3 489	2 605	-884	8 181
Dette actuarielle à la clôture	75 878	57 969	133 847	125 334

(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience

##### Détail de la charge comptabilisée au résultat

(En milliers d'euros.)	31/12/2024			31/12/2023
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Coût des services	3 060	1 929	4 989	2 682
Charge/produit d'intérêt net	1 490	-20	1 470	1 509
Impact en compte de résultat à la clôture	4 550	1 910	6 460	4 192

Les charges sont signées positivement

##### Détail des gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables

(En milliers d'euros.)	31/12/2024			31/12/2023
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Réévaluation du passif (de l'actif) net				
Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables au 31/12/N-1	14 488	-4 984	9 504	2 827
Ecart de change	0	-12	-12	88
Gains/(pertes) actuariels sur l'actif	-373	-3 729	-4 102	-1 276
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses démographiques	2 461	2 769	5 230	-581
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses financières	-3 489	2 605	-884	8 181
Ajustement de la limitation d'actifs	0	0	0	265
Total des éléments reconnus immédiatement en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres au 31/12/n	-1 401	1 633	232	6 677

**Variation de juste valeur des actifs**

(En milliers d'euros.)	31/12/2024			31/12/2023
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Juste valeur des actifs au 31/12/N-1	40 190	34 148	74 339	55 598
Ecart de change	0	110	110	1 458
Intérêt sur l'actif (produit)	1 096	904	2 000	2 109
Gains/(pertes) actuariels	373	3 729	4 102	1 276
Cotisations payées par l'employeur	289	1 749	2 038	1 659
Cotisations payées par les employés	0	1 134	1 134	884
Modifications, réductions et liquidations de ré	0	0	0	0
Variations de périmètre	-18 282	18 282	0	12 573
Taxes, charges administratives et primes	-10	-289	-299	-252
Prestations payées par le fonds	-216	-2 527	-2 743	-965
Juste valeur des actifs au 31/12/N	23 440	57 240	80 680	74 339

**Position nette**

(En milliers d'euros.)	31/12/2024			31/12/2023
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Dette actuarielle fin de période	75 878	57 969	133 847	125 334
Impact de la limitation d'actifs	0	1 062	1 062	1 025
Juste valeur des actifs fin de période	-23 439	-57 239	-80 680	-74 339
Position nette (passif) / actif fin de période	52 439	1 791	54 229	52 020

**Information sur les actifs des régimes - Allocations d'actifs au 31 décembre 2024**

(En milliers d'euros.)	Zone euro			Hors zone euro			Toutes zones		
	En %	En montant	Dont coté	En %	En montant	Dont coté	En %	En montant	Dont coté
Actions	0,10 %	37	37	36,50 %	16 161	16 161	20,05 %	16 198	16 198
Obligations	1,02 %	374	374	30,16 %	13 356	13 356	16,99 %	13 730	13 730
Immobilier	0,09 %	32		14,51 %	6 423		7,99 %	6 455	
Autres actifs	98,79 %	36 073		18,83 %	8 337		54,97 %	44 410	

Au 31 décembre 2024, les analyses de sensibilité démontrent que :

- une variation de plus 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de 5,57 % ;
- une variation de moins 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de 6,15 %.

**7.5. – Autres avantages sociaux**

Les provisions constituées au titre de ces engagements sociaux s'élèvent à 10 016 milliers d'euros à la fin de l'exercice 2024.

Elles correspondent essentiellement à la provision liée au programme Turbo pour 3 380 milliers d'euros, ainsi qu'aux provisions au titre des médailles du travail pour 6143 milliers d'euros.

**7.6. – Rémunérations de dirigeants**

Au 31 décembre 2024, la gouvernance de CACEIS était constituée :

- D'une Direction Générale rassemblant le Directeur Général, les Directeurs Généraux Délégués et les Directeurs Généraux Adjointes ;
- D'un Comité Exécutif (Comex), qui constitue l'instance exécutive du Groupe et rassemble la Direction Générale, le Global Head of Operations, Banking & Custody Solutions, le Global Head of Operations, Fund Services, le Global Head



of Market Services, le Global Head of Private Equity Real Estate Solutions (PERES), le Chief Financial and Administrative Officer, le Chief Human Resources Officer et le Global Head of Risk and Controls ;

- De Managerial committees dirigés par les Directeurs Généraux Délégués et les Directeurs Généraux Adjointes et composés des principaux responsables de filiales ;
- D'un Country Manager Committee ;
- D'un Group Management Committee réunissant notamment les membres du Comex et les membres des managerial committees.

Au cours de l'exercice 2024, les dirigeants de CACEIS (c.-à-d. les membres de la Direction Générale et du ComEx, soit 13 personnes) ont perçu une rémunération globale de 9 361 801 €.

À la suite de la mise en place de la nouvelle gouvernance de CACEIS du 10 octobre 2023, qui a comporté la disparition du GMC, en 2024 le nombre des dirigeants est diminué par rapport à l'exercice précédent »

## 8. – Contrats de location

### 8.1. – Contrats de location dont le Groupe est preneur

Le poste « Immobilisations corporelles d'exploitation » au bilan est composé d'actifs détenus en propre et d'actifs loués qui ne remplissent pas la définition d'immeubles de placement.

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Immobilisations corporelles détenues en propre	100 825	96 900
Droits d'utilisation des contrats de location	228 564	221 822
Total immobilisations corporelles d'exploitation	329 389	318 722

CACEIS est également preneur dans des contrats de location de matériel informatique (photocopieurs, ordinateurs, ...) pour des durées de 1 à 3 ans. Ces contrats sont de faible valeur et/ou de courte durée. CACEIS a choisi d'appliquer les exemptions prévues par IFRS 16 et de ne pas comptabiliser au bilan de droit d'utilisation et de dette locative sur ces contrats.

### Variation des actifs au titre du droit d'utilisation

CACEIS est preneur de nombreux actifs dont des bureaux, des agences et du matériel informatique.

Les informations relatives aux contrats dont CACEIS est preneur sont présentées ci-dessous :

(En milliers d'euros.)	31/12/2023	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
Immobilier							
Valeur brute	295 805	0	50 537	-13 175	646	-1	333 812
Amortissements et dépréciations	-73 983	0	-37 520	7 685	-30	-1 400	-105 249
Total immobilier	221 822	0	13 017	-5 490	616	-1 401	228 563
Mobilier							
Valeur brute							0
Amortissements et dépréciations							0
Total mobilier	0	0	0	0	0	0	0
Total droits d'utilisation	221 822	0	13 017	-5 490	616	-1 401	228 563

(En milliers d'euros.)	31/12/2022	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecarts de conversion	Autres mouvements (1)	31/12/2023
Immobilier							
Valeur brute	222 592	59 142	29 609	-15 894	356		295 805
Amortissements et dépréciations	-59 140	0	-28 491	13 824	-176		-73 983
Total immobilier	163 451	59 142	1 118	-2 071	181	0	221 822
Mobilier							
Valeur brute							0
Amortissements et dépréciations							0
Total mobilier	0	0	0	0	0	0	0
Total droits d'utilisation	163 451	59 142	1 118	-2 071	181	0	221 822

### Echéancier des dettes locatives

(En milliers d'euros.)	31/12/2024			
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total Dettes locatives
Dettes locatives	35 398	118 883	78 151	232 432

(En milliers d'euros.)	31/12/2023			
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total Dettes locatives
Dettes locatives	36 526	111 128	75 458	223 112

#### Détail des charges et produits de contrats de location

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Charges d'intérêts sur dettes locatives	-3 890	-2 095
Total intérêts et charges assimilées (pnb)	-3 890	-2 095
Charges relatives aux contrats de location court terme		0
Charges relatives aux contrats de location de faible valeur	-24 373	-26 533
Charges relatives aux paiements de loyers variables exclus de l'évaluation de la dette		
Produits de sous-location tirés d'actifs au titre de droits d'utilisation	621	
Profits ou pertes résultant de transactions de cession-bail		
Profits ou pertes résultant de modifications de contrats de location	-10	-65
Total charges générales d'exploitation	-23 762	-26 597
Dotations aux amortissements sur droits d'utilisation	-35 915	-28 491
Total dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	-35 915	-28 491
Total charges et produits de contrats de location	-63 568	-57 183

#### Montants des flux de trésorerie de la période

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Total des sorties de trésorerie relatives aux contrats de location	-65 004	-56 273

#### 8.2. – Contrats de location dont le Groupe est bailleur

CACEIS propose à ses clients des activités de location qui prennent la forme de contrats de crédit-bail, de location avec option d'achat, de location financière, ou de location longue durée. Les contrats de location sont classés en contrats de location financement lorsque les termes du contrat de location transfèrent en substance la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété au preneur.

Les autres contrats de location sont classés en location simple.

#### Produits de contrats de location

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Location-financement	0	0
Profits ou pertes réalisés sur la vente		
Produits financiers tirés des créances locatives		
Produits des paiements de loyers variables		
Location simple	0	0
Produits locatifs		

#### 9. – Engagements de financement et de garantie et autres garanties

##### Engagements donnés et reçus

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Engagements donnés	3 240 342	3 277 342
Engagements de financement	1 708 221	1 958 124
Engagements en faveur des établissements de crédit	68 901	49 633
Engagements en faveur de la clientèle	1 639 320	1 908 491
Engagements de garantie	1 532 121	1 319 218
Engagements d'ordre des établissements de crédit	1 531 511	248 390
Engagements d'ordre de la clientèle	610	1 070 828
Engagements sur titres	0	0
Titres à livrer		
Engagements reçus	3 796 706	3 920 843
Engagements de financement	43 488	41 040
Engagements reçus des établissements de crédit	9 988	0
Engagements reçus de la clientèle	33 500	41 040
Engagements de garantie	3 753 218	3 879 803
Engagements reçus des établissements de crédit	2 931 982	2 962 787
Engagements reçus de la clientèle	821 236	917 016
Engagements sur titres	0	0
Titres à recevoir		

Les engagements reçus sont constitués de garanties reçues par CACEIS Bank, Luxembourg Branch dans le cadre de l'ensemble de ses activités et de garanties reçues par CACEIS Bank dans le cadre de ses activités de compensation sur dérivés listés.

#### ***Instruments financiers remis et reçu en garantie***

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Valeur comptable des actifs financiers remis en garantie (dont actifs transférés) (1)		
Titres et créances apportées en garanties des dispositifs de refinancement (Banque de France, CRH ...)	18 315 467	13 211 797
Titres prêtés	97 744	188 419
Dépôts de garantie sur opérations de marché	1 033 323	1 134 857
Autres dépôts de garantie		
Titres et valeurs donnés en pension	8 286 547	5 952 105
Total de la valeur comptable des actifs financiers remis en garantie	27 733 081	20 487 178
Valeur comptable des actifs financiers reçus en garantie		
Autres dépôts de garantie		
Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés (2)		
Titres empruntés		
Titres et valeurs reçus en pension	41 954 326	26 847 683
Titres vendus à découvert		
Total juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés	41 954 326	26 847 683

#### ***Garanties détenues dont CACEIS peut disposer***

Au 31/12/2024, le groupe CACEIS a reçu de sa clientèle, dans le cadre de l'intervention sur les instruments dérivés, des titres en garantie pour un montant global de 584 millions d'euros.

Au 31/12/2024, le groupe CACEIS a utilisé un montant de 575 millions d'euros au titre de ces garanties.

#### 10. – Reclassement d'instruments financiers

Les reclassements ne sont effectués que dans des circonstances rares résultant d'une décision prise par la Direction Générale de l'entité à la suite de changements internes ou externes : changements importants par rapport à l'activité de l'entité.

CACEIS n'a pas opéré en 2024 de reclassement au titre du paragraphe 4.4.1 d'IFRS 9.

## 11. – Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

La juste valeur est basée sur le prix de sortie (notion « d'exit price »).

Les montants de juste valeur indiqués ci-dessous représentent les estimations effectuées à la date d'arrêté en ayant recours en priorité à des données de marché observables. Celles-ci sont susceptibles de changer dans d'autres périodes en raison de l'évolution des conditions de marché ou d'autres facteurs.

Les calculs effectués représentent la meilleure estimation qui puisse être faite. Elle se base sur un certain nombre d'hypothèses. Il est supposé que les intervenants de marché agissent dans leur meilleur intérêt économique.

Dans la mesure où ces modèles présentent des incertitudes, les justes valeurs retenues peuvent ne pas se matérialiser lors de la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments financiers concernés.

La hiérarchie de juste valeur des actifs et passifs financiers est ventilée selon les critères généraux d'observabilité des données d'entrées utilisées dans l'évaluation, conformément aux principes définis par la norme IFRS 13.

Le niveau 1 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers cotés sur un marché actif.

Le niveau 2 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il existe des données observables. Il s'agit notamment des paramètres liés au risque de taux ou des paramètres de risque de crédit lorsque celui-ci peut être réévalué à partir de cotations de spreads de Credit Default Swaps (CDS). Les pensions données et reçues portant sur des sous-jacents cotés sur un marché actif sont également inscrites dans le niveau 2 de la hiérarchie, ainsi que les actifs et passifs financiers avec une composante à vue pour lesquels la juste valeur correspond au coût amorti non ajusté.

Le niveau 3 de la hiérarchie indique la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il n'existe pas de données observables ou pour lesquels certains paramètres peuvent être réévalués à partir de modèles internes qui utilisent des données historiques. Il s'agit principalement des paramètres liés au risque de crédit ou au risque de remboursement anticipé.

Dans un certain nombre de cas, les valeurs de marché se rapprochent de la valeur comptable. Il s'agit notamment :

- des actifs ou passifs à taux variable pour lesquels les changements d'intérêts n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces instruments s'ajustent fréquemment aux taux de marché ;
- des actifs ou passifs à court terme pour lesquels nous considérons que la valeur de remboursement est proche de la valeur de marché ;
- des instruments réalisés sur un marché réglementé (ex : l'épargne réglementée) pour lesquels les prix sont fixés par les pouvoirs publics ;
- des actifs ou passifs exigibles à vue ;
- des opérations pour lesquelles il n'existe pas de données fiables observables.

## 11.1. – Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont, pour les actifs, nets de dépréciation.

## Actifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan valorisés à la juste valeur

(En milliers d'euros.)	Valeur au bilan au 31/12/2024	Juste valeur au 31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Instruments de dettes non évalués à la juste valeur au bilan					
Prêts et créances	41 997 362	41 997 362		39 146 941	2 850 421
Prêts et créances sur les établissements de crédit	32 207 871	32 207 871		32 207 871	
Prêts et créances sur la clientèle	9 789 491	9 789 491		6 939 070	2 850 421
Titres de dettes	45 309 496	45 187 462	4 217 369	40 970 093	
Total actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	87 306 858	87 184 824	4 217 369	80 117 034	2 850 421

(En milliers d'euros.)	Valeur au bilan au 31/12/2023	Juste valeur au 31/12/2023	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Instruments de dettes non évalués à la juste valeur au bilan					
Prêts et créances	30 967 881	30 967 881		30 967 731	757 580
Prêts et créances sur les établissements de crédit	30 967 881	30 967 881		30 967 881	
Prêts et créances sur la clientèle	7 263 480	7 263 480		6 505 900	757 580

Titres de dettes	39 747 188	39 705 045	2 714 476	36 990 569	
Total actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	70 715 069	70 672 926	2 714 476	67 958 300	757 580

### Passifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan valorisés à la juste valeur

(En milliers d'euros.)	Valeur au bilan au 31/12/2024	Juste valeur au 31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Passifs financiers non évalués à la juste valeur au bilan					
Dettes envers les établissements de crédit	9 015 946	9 015 946		9 015 946	
Dettes envers la clientèle	94 564 060	94 564 060		94 564 060	
Dettes représentées par un titre	110 144	110 144		110 144	
Dettes subordonnées					
Total passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	103 690 150	103 690 150		103 690 150	

(En milliers d'euros.)	Valeur au bilan au 31/12/2023	Juste valeur au 31/12/2023	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Passifs financiers non évalués à la juste valeur au bilan					
Dettes envers les établissements de crédit	11 058 636	11 058 636		11 058 610	
Dettes envers la clientèle	90 255 295	90 255 295		90 255 296	
Dettes représentées par un titre	110 212	110 212		110 212	
Dettes subordonnées	276 148	276 148		276 148	
Total passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	101 700 291	101 700 291		101 700 266	

### 11.2. – Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

#### Evaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (Credit Valuation Adjustment ou CVA) du risque de non-exécution sur les dérivés passifs (Debit Valuation Adjustment ou DVA ou risque de crédit propre).

L'ajustement de valeur relatif à la qualité de la contrepartie (CVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque de crédit associé à la contrepartie (risque de non-paiement des sommes dues en cas de défaut). Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions déduction faite d'éventuels collatéraux. Cet ajustement est systématiquement négatif et vient en minoration de la juste valeur active des instruments financiers.

L'ajustement de valeur relatif au risque de crédit propre de notre établissement (DVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque porté par nos contreparties. Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions. Cet ajustement est systématiquement positif et vient en diminution de la juste valeur passive des instruments financiers.

Le calcul du CVA/DVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables. La probabilité de défaut est en priorité directement déduite de CDS cotés ou de proxys de CDS cotés lorsqu'ils sont jugés suffisamment liquides. Les impacts financiers sont non significatifs au niveau du groupe CACEIS.

#### Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

#### Actifs financiers valorisés à la juste valeur

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	825 109	0	825 109	0
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres reçus en pension livrée				
Valeurs reçues en pension				
Titres détenus à des fins de transaction				

Instruments dérivés	825 109		825 109	
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	19 190	0	19 190	0
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	16 006	0	16 006	0
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	3 184	0	3 184	0
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres de dettes	3 184		3 184	
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	0	0	0	0
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Actions et autres titres à revenu variable				
OPCVM				
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0	0	0	0
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres à la juste valeur par résultat sur option				
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 645 147	552 154	1 092 993	0
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	500		500	
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	1 644 647	552 154	1 092 493	
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres de dettes	1 644 647	552 154	1 092 493	
Instruments dérivés de couverture	2 003 948		2 003 948	
Total actifs financiers valorisés à la juste valeur	4 493 394	552 154	3 941 240	0
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondées sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondées sur des données non observables				
Total des transferts vers chacun des niveaux		0	0	0

(En milliers d'euros.)	31/12/2023	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	977 059	0	977 059	0
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres reçus en pension livrée				
Valeurs reçues en pension				
Titres détenus à des fins de transaction				
Instruments dérivés	977 059		977 059	
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	38 586	0	38 586	0
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	36 094	0	36 094	0
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI				
Créances sur les établissements de crédit	2 492		2 492	
Créances sur la clientèle				
Titres de dettes	0	0	0	0
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Actions et autres titres à revenu variable				
OPCVM				
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0	0	0	0
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres à la juste valeur par résultat sur option				
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 834 866	0	1 834 866	0
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	500		500	
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	1 834 366		1 834 366	
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres de dettes	1 834 366		1 834 366	
Instruments dérivés de couverture	2 580 565		2 580 565	0
Total actifs financiers valorisés à la juste valeur	5 431 076	0	5 431 076	0
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondées sur des données observables				

Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
Total des transferts vers chacun des niveaux		0	0	0

Passifs financiers valorisés à la juste valeur

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	752 741	0	752 741	0
Titres vendus à découvert				
Titres donnés en pension livrée				
Dettes représentées par un titre				
Dettes envers les établissements de crédit				
Dettes envers la clientèle				
Instruments dérivés	752 741		752 741	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0			
Instruments dérivés de couverture	682 807		682 807	
Total passifs financiers valorisés à la juste valeur	1 435 548	0	1 435 548	0
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
Total des transferts vers chacun des niveaux		0	0	0

(En milliers d'euros.)	31/12/2023	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	1 091 452	0	1 091 452	0
Titres vendus à découvert				
Titres donnés en pension livrée				
Dettes représentées par un titre				
Dettes envers les établissements de crédit				
Dettes envers la clientèle				
Instruments dérivés	1 091 452		1 091 452	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	297 904		297 904	
Total passifs financiers valorisés à la juste valeur	1 389 356	0	1 389 356	0
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
Total des transferts vers chacun des niveaux		0	0	0

CACEIS n'a pas valorisé d'instruments financiers sur la base des modèles de niveau 3.

## 12. – Périmètre de consolidation au 31 décembre 2024

## 12.1. – Composition du périmètre

Périmètre de consolidation du Groupe CACEIS	Méthode de consolidation	Modification de périmètre (1)	Implantation	Siège social (si différent de l'implantation)	Type d'entité et nature du contrôle	% de contrôle		% d'intérêt	
						31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023
Etablissement bancaire et financier									
CACEIS Switzerland S.A.	IG		Suisse		Filiale	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100 %
CACEIS Ireland Ltd	IG		Irlande		Filiale	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100 %
CACEIS Bank	IG		France		Filiale	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100 %
UPTEVIA	MEE		France		Co-entreprise	50,0 %	50,0 %	50,0 %	50 %
CACEIS SA	IG		France		Filiale	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100 %
CACEIS Fund Administration	IG		France		Filiale	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100 %
CACEIS Bank, Luxembourg Branch	IG		Luxembourg	France	Succursale	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100 %
CACEIS Bank S.A., Germany Branch	IG		Allemagne	France	Succursale	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100 %
CACEIS Fonds Service GMBH	IG		Allemagne		Filiale	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100 %

CACEIS Bank, Ireland Branch	IG		Irlande	France	Succursale	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100 %
CACEIS Bank, Netherlands Branch	IG		Pays-Bas	France	Succursale	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100 %
CACEIS Bank, Belgium Branch	IG		Belgique	France	Succursale	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100 %
CACEIS Bank, Italy Branch	IG		Italie	France	Succursale	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100 %
CACEIS Bank, UK Branch	IG		Royaume-Uni	France	Succursale	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100 %
CACEIS UK TRUSTEE & DEPOSITARY SERVICES LTD	IG		Royaume-Uni		Filiale	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100 %
CACEIS Bank, Switzerland Branch	IG		Suisse	France	Succursale	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100 %
CACEIS INVESTOR SERVICES BANK SA	IG	S5	Luxembourg		Filiale	0,00 %	100,00 %	0,00 %	100 %
CACEIS Fund Administration JERSEY (CI) LIMITED	IG		Jersey		Filiale	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100 %
CACEIS INVESTOR SERVICES France SA	IG	S4	France		Filiale	0,00 %	100,00 %	0,00 %	100 %
CACEIS INVESTOR SERVICES BANK France SA	IG	S4	France	Luxembourg	Filiale	0,00 %	100,00 %	0,00 %	100 %
CACEIS MALYSIA SDN BHD	IG		Malaisie		Filiale	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100 %
CACEIS INVESTOR SERVICES BELGIUM	IG	S5	Belgique		Filiale	0,00 %	100,00 %	0,00 %	100 %
CACEIS INVESTOR SERVICES IRELAND LIMITED	IG	S5	Irlande		Filiale	0,00 %	100,00 %	0,00 %	100 %
CACEIS INVESTOR SERVICES BANK SA MILANO BRANCH	IG	S5	Italie	Luxembourg	Succursale	0,00 %	100,00 %	0,00 %	100 %
CACEIS INVESTOR SERVICES BANK SA ZURICH BRANCH	IG	S5	Suisse	Luxembourg	Succursale	0,00 %	100,00 %	0,00 %	100 %
CACEIS INVESTOR SERVICES BANK SA LONDON BRANCH	IG	S5	Royaume-Uni	Luxembourg	Succursale	0,00 %	100,00 %	0,00 %	100 %
CACEIS INVESTOR SERVICES BANK SA DUBLIN BRANCH	IG	S5	Irlande	Luxembourg	Succursale	0,00 %	100,00 %	0,00 %	100 %
CACEIS Bank, Zurich Branch	IG	E2	Suisse	France		100,00 %	0,00 %	100,00 %	0,00 %
FUND CHANNEL	MEE		France		Entreprise associée	33,3 %	33,3 %	33,3 %	33 %
CACEIS Bank Spain, S.A.U.	IG		Espagne		Filiale	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100 %
CACEIS Fund Services Spain, S.A.U.	IG		Espagne		Filiale	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100 %
CACEIS Fund Administration, Sucursal en España	IG		Espagne		Succursale	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100 %
S3 CACEIS Brasil DTVM S.A	MEE		Brésil		Co-entreprise	50,0 %	50,0 %	50,0 %	50 %
S3 Santander CACEIS Brasil Participações S.A.	MEE		Brésil		Co-entreprise	50,0 %	50,0 %	50,0 %	50 %
Banco S3 CACEIS México, S.A., Institución de Banca Múltiple	MEE		Mexique		Co-entreprise	50,0 %	50,0 %	50,0 %	50 %
S3 CACEIS Colombia S.A., Sociedad Fiduciaria	MEE		Colombie		Co-entreprise	50,0 %	50,0 %	50,0 %	50 %
Santander CACEIS Latam Holding 1, S.L.	MEE		Espagne		Co-entreprise	50,0 %	50,0 %	50,0 %	50 %
Santander CACEIS Latam Holding 2, S.L.	MEE		Espagne		Co-entreprise	50,0 %	50,0 %	50,0 %	50 %
Divers									
Investor Services House S.A.	IG		Luxembourg		Filiale	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100 %
Partinvest S.A.	IG		Luxembourg		Filiale	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100 %

(1) Modification de périmètre

Entrée (E) dans le périmètre

E1 : Franchissement de seuil

E2 : Création

E3 : Acquisition (dont les prises de contrôle)

Sortie (S) de périmètre

S1 : Cessation d'activité (dont dissolution, liquidation)

S2 : Société cédée au hors groupe ou perte de contrôle

S3 : Entité déconsolidée en raison de son caractère non significatif

S4 : Fusion absorption

S5 : Transmission Universelle du Patrimoine

Divers (D)

D1 : Changement de dénomination sociale

D2 : Modification de mode de consolidation

D3 : Entité nouvellement présentée dans la note de périmètre

D4 : Entité en IFRS 5

Aucune disposition réglementaire, légale ou contractuelle ne limite la capacité de CACEIS à avoir librement accès aux actifs de ses filiales et à régler les passifs.

### 13. – Participations et entités structurées non consolidées

#### 13.1. – Participations non consolidées

Ces titres enregistrés à la juste valeur par résultat ou la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sont des titres à revenu variable représentatifs d'une fraction significative du capital des sociétés qui les ont émis et destinés à être détenus durablement.

Ce poste s'élève à 16 005 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 36 094 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

Au 31 décembre 2024, les participations non consolidées détenues par le groupe CACEIS sont les suivantes :



Entités non consolidées	Siège social	% d'intérêt	
		31/12/2024	31/12/2023
CACEIS HONG-KONG TRUST COMPANY LIMITED	Hong Kong	80,00 %	80,00 %
KAS NOMINEES LTD.	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %
GIE Registrar	France	20,00 %	20,00 %
LIQUIDSHARE	France	7,93 %	7,93 %
LUXCELLENCE MANAGEMENT COMPANY S.A.	Luxembourg	100,00 %	100,00 %
CAHub@Luxembourg	Luxembourg	10,00 %	20,00 %
Caceis Canada Asset Servicing Limited	Canada	100,00 %	100,00 %
Bourse de Luxembourg	Luxembourg	1,42 %	1,42 %
Stichting Bewaarbedrijf Guestos	Pays-Bas	100,00 %	100,00 %
STICHTING JURIDISCH EIGENAAR PERLAS	Pays-Bas	100,00 %	100,00 %
Caceis UK Nominees Limited	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %

L'importance du résultat, de la taille du bilan et des capitaux propres de ces participations par rapport au résultat, à la taille du bilan ou aux capitaux propres de l'ensemble consolidé présente un caractère non significatif au 31/12/2024.

### 13.2. – Informations sur les entités structurées non consolidées

Conformément à IFRS 12, une entité structurée est une entité conçue de telle manière que les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l'entité ; c'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels.

#### Intérêts détenus dans des entités structurées non consolidées par nature d'activités

Au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023, l'implication de CACEIS dans des entités structurées non consolidées est présentée pour l'ensemble des familles d'entités structurées sponsorisées significatives pour CACEIS dans les tableaux ci-dessous :

(En milliers d'euros.)	31/12/2024							
	Titrisation				Gestion d'actifs			
	Valeur au bilan	Perte maximale			Valeur au bilan	Perte maximale		
		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette
Actifs financiers à la juste valeur par résultat								
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres								
Actifs financiers au coût amorti								
Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres								
Passifs financiers à la juste valeur par résultat								
Dettes								
Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	0	0	0	0	0	0	0	0
Engagements donnés								
Engagements de financement								
Engagements de garantie								
Autres								
Provisions pour risque d'exécution - Engagements par signature								
Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées		0	0	0		0	0	0
Total bilan des entités structurées non consolidées								

(En milliers d'euros.)	31/12/2024							
	Fonds de placement (1)				Financement structuré (1)			
	Valeur au bilan	Perte maximale			Valeur au bilan	Perte maximale		
		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	2 585	2 585		2 585				
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres								
Actifs financiers au coût amorti								
Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	2 585	2 585	0	2 585	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres								
Passifs financiers à la juste valeur par résultat								
Dettes								
Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	0	0	0	0	0	0	0	0
Engagements donnés								0
Engagements de financement								
Engagements de garantie								
Autres								
Provisions pour risque d'exécution - Engagements par signature								
Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées		0	0	0		0	0	0
Total bilan des entités structurées non consolidées								

(1) Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de de risques spécifiques liées à la nature de l'entité.

(En milliers d'euros.)	31/12/2023							
	Titrisation				Gestion d'actifs			
	Valeur au bilan	Perte maximale			Valeur au bilan	Perte maximale		
		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette
Actifs financiers à la juste valeur par résultat								
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres								
Actifs financiers au coût amorti								
Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres								
Passifs financiers à la juste valeur par résultat								
Dettes								
Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	0	0	0	0	0	0	0	0
Engagements donnés								
Engagements de financement								
Engagements de garantie								
Autres								
Provisions pour risque d'exécution - Engagements par signature								
Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées		0	0	0		0	0	0
Total bilan des entités structurées non consolidées								

(En milliers d'euros.)	31/12/2023							
	Fonds de placement (1)				Financement structuré (1)			
	Valeur au bilan	Perte maximale			Valeur au bilan	Perte maximale		
		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	2 171	2 171	2 171	0				
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres								

Actifs financiers au coût amorti				0				
Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	2 171	2 171	2 171	0	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres								
Passifs financiers à la juste valeur par résultat								
Dettes								
Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	0	0	0	0	0	0	0	0
Engagements donnés								0
Engagements de financement								
Engagements de garantie								
Autres								
Provisions pour risque d'exécution - Engagements par signature								
Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées		0	0	0		0	0	0
Total bilan des entités structurées non consolidées								

(1) Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de de risques spécifiques liées à la nature de l'entité.

#### 14. – Evénements postérieurs au 31 décembre 2024

Aucun évènement significatif n'est intervenu postérieurement au 31 décembre 2024.

### IX. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

#### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société CACEIS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

#### Fondement de l'opinion

##### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

##### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

#### Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

### ***Risque sur la présentation et l'évaluation de l'écart d'acquisition dans les comptes consolidés***

#### **Risque identifié**

Au 31 décembre 2024, le montant de l'écart d'acquisition inscrit au bilan s'élève en valeur nette à 1 196 M€

Comme indiqué dans la note 6.14 de l'annexe aux comptes consolidés, l'écart d'acquisition fait l'objet d'un test de dépréciation fondé sur l'appréciation de la valeur d'utilité de l'UGT auquel il est rattaché. La détermination de la valeur d'utilité a reposé sur l'actualisation de l'estimation des flux de trésorerie futurs de l'UGT tels qu'ils résultaient du budget 2025 et de trajectoires d'activité établies sur deux ans (2026-2027) pour les besoins de pilotage de votre groupe, extrapolés sur deux années supplémentaires afin de converger vers la tendance de croissance à l'infini.

De par sa nature même, ce test de dépréciation requiert l'exercice de jugement en ce qui concerne les hypothèses structurantes retenues, notamment pour la détermination des scénarii économiques, des trajectoires financières ou des taux d'actualisation et constitue de ce fait un point clé de l'audit.

#### **Notre réponse**

Nous avons pris connaissance des processus mis en place par votre groupe pour identifier d'éventuels indices de perte de valeur et mesurer le besoin de dépréciation de l'écart d'acquisition. Nous avons examiné les hypothèses utilisées pour déterminer les taux d'actualisation et les taux de croissance à l'infini retenus, ainsi que les modèles de calculs des flux de trésorerie actualisés. Les calculs ont été examinés et les principales hypothèses (pourcentage d'allocation des fonds propres, taux d'actualisation, taux de croissance à l'infini, etc.) confrontées à des sources externes.

Les trajectoires financières et d'activité préparées par la direction et utilisées dans le modèle ont été examinées pour :

- analyser leur cohérence avec celles qui ont été présentées à votre conseil d'administration, ou la justification des retraitements opérés, le cas échéant ;
- apprécier les principales hypothèses sous-jacentes y compris pour la prolongation des trajectoires financières au-delà de la période de trois ans présentées aux organes compétents des entités ; ces hypothèses ont été notamment appréciées au regard des trajectoires financières élaborées au cours des exercices passés et des performances effectivement réalisées ;
- effectuer des analyses de sensibilité à certaines hypothèses (niveau de fonds propres alloué, taux d'actualisation, coefficient d'exploitation). Enfin, nous avons examiné les résultats de ces tests de dépréciation et le niveau de sensibilité à différents paramètres de valorisation figurant dans les notes de l'annexe aux comptes consolidés.

### ***Risques juridique, fiscal et de conformité***

#### **Risque identifié**

Votre groupe fait l'objet de procédures contentieuses ainsi que de demandes d'informations, d'enquêtes ou de contrôles de la part d'autorités réglementaires ou fiscales en France et à l'étranger qui sont décrites dans les notes 2 et 6.15 de l'annexe aux comptes consolidés (notamment Lilian en Allemagne et l'action des porteurs de fonds H20). L'évaluation des risques juridiques, fiscaux et de non-conformité qui en résultent repose sur l'estimation de la direction en date d'arrêté.

Les décisions de comptabiliser ou non une provision ou d'enregistrer une créance à recouvrer, ainsi que le montant de celles-ci, nécessitent par nature l'utilisation du jugement en raison de la difficulté à apprécier le dénouement de ces procédures.

Compte tenu de l'importance du jugement exercé par la direction dans ces évaluations et des conséquences financières pour CACEIS, nous avons considéré qu'il s'agissait d'un point clé de l'audit.

#### **Notre réponse**

Nos travaux ont notamment consisté à :

- prendre connaissance du processus mis en place par la direction pour l'évaluation des risques engendrés par ces procédures et des provisions ou créances qui leurs sont, le cas échéant, associées, notamment en procédant à des échanges trimestriels avec la direction et plus particulièrement les directions juridique, fiscale et de la conformité de votre groupe en France et en Allemagne ;
- prendre connaissance des analyses et/ou des conclusions des conseils juridiques de votre groupe et des réponses obtenues à nos demandes de confirmations réalisées auprès de ces conseils ;
- s'agissant plus spécifiquement de Lilian, examiner, avec nos spécialistes en fiscalité, les réponses apportées par la société CACEIS Bank à l'administration fiscale allemande ;

- apprécier, en conséquence, le niveau des provisions ou des créances à recouvrer comptabilisées au 31 décembre 2024, ainsi que les informations données à ce titre dans l'annexe aux comptes consolidés.

### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

### Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

#### **Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société CACEIS par votre assemblée générale du 10 mai 2024 pour le cabinet Forvis Mazars et du 16 mai 2011 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit.

Au 31 décembre 2024, le cabinet Forvis Mazars était dans la 1<sup>ère</sup> année de sa mission et le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit dans la 14<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption.

### Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

#### **Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

### **Rapport au comité d'audit**

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Courbevoie et Neuilly-sur-Seine, le 28 avril 2025  
Les Commissaires aux comptes,

Forvis Mazars  
Matthew BROWN  
Associé

PricewaterhouseCoopers Audit  
Bara NAIJA  
Associé

### **X. – Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public à l'adresse suivante : CACEIS – Corporate Legal Affairs – 89-91 rue Gabriel Péri – 92120 Montrouge.